



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – septembre 2022

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Date de livraison : 7 octobre 2022

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Septembre 2022

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le dixième cycle de la troisième année de l'étude s'est déroulé entre le 31 août et le 28 septembre 2022 et comptaient douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus). À la demande du Bureau du Conseil privé, nous avons tenu un groupe supplémentaire le 31 août 2022 et avons inclus les résultats s'y rapportant dans le rapport de septembre 2022.

Cette publication est aussi disponible en anglais sous le titre : Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – September 2022.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

2816-2360

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19):

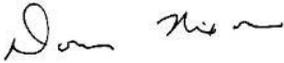
CP12-4E (Rapport final anglais)

2816-9379

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 7 octobre 2022

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé.....	4
Introduction	4
Méthodologie.....	5
Principales constatations	7
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	7
Priorités et performance du gouvernement du Canada (personnel de la santé de la ville de London, propriétaires d'armes à feu du Canada atlantique, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador proches de la retraite, membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve)	8
Soins de santé (jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, jeunes adultes de l'Ouest canadien, jeunes adultes francophones de l'est et du centre du Canada, résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie, personnel de la santé de la ville de London, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador proches de la retraite, membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve).....	10
Justificatifs numériques (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies, francophones de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, jeunes adultes de l'Ouest canadien, voyageurs du comté de Frontenac en Ontario, jeunes adultes francophones de l'est et du centre du Canada)	14
L'économie (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies, francophones de l'Ontario, jeunes adultes francophones de l'est et du centre du Canada).....	15
Secteur pétrolier et gazier (jeunes adultes de l'Ouest canadien, voyageurs du comté de Frontenac en Ontario, résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie)	19
Armes à feu (jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie, propriétaires d'armes à feu du Canada atlantique)	20
Expériences de voyages (voyageurs du comté de Frontenac en Ontario)	22
Agriculture (résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie).....	24
Changements climatiques (francophones du Nouveau-Brunswick).....	25
Défis et priorités en matière de langues officielles (francophones du Nouveau-Brunswick).....	25
Préoccupations liées à la retraite (résidents de Terre-Neuve-et-Labrador proches de la retraite)	27
Enjeux spécifiques aux Premières Nations (membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve)	28
Résultats détaillés	30
Chronologie des annonces en septembre.....	31
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	34
L'ouragan Fiona (francophones du Nouveau-Brunswick, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador proches de la retraite)	35

La Journée nationale de la vérité et de la réconciliation (membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve)	36
Priorités et performance du gouvernement du Canada (personnel de la santé de la ville de London, propriétaires d'armes à feu du Canada atlantique, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador proches de la retraite, membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve)	36
Enjeux touchant les peuples autochtones (membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve)	39
Soins de santé (jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, jeunes adultes de l'Ouest canadien, jeunes adultes francophones de l'est et du centre du Canada, résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie, personnel de la santé de la ville de London, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador proches de la retraite, membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve)	41
Priorités en matière de soins de santé (personnel de la santé de la ville de London)	42
Points de vue sur les soins de santé (résidents de Terre-Neuve-et-Labrador proches de la retraite, membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve).....	45
Information en matière de santé publique (jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, jeunes adultes de l'Ouest canadien, jeunes adultes francophones de l'est et du centre du Canada).....	47
Évaluation de concepts de Santé Canada (résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie)	48
Justificatifs numériques (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies, francophones de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, jeunes adultes de l'Ouest canadien, voyageurs du comté de Frontenac en Ontario, jeunes adultes francophones de l'est et du centre du Canada)	50
L'économie (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies, francophones de l'Ontario, jeunes adultes francophones de l'est et du centre du Canada)	54
Priorités générales et préoccupations économiques (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies, francophones de l'Ontario).....	54
Priorités économiques (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies, francophones de l'Ontario, jeunes adultes francophones de l'est et du centre du Canada)	57
Secteur pétrolier et gazier (jeunes adultes de l'Ouest canadien, voyageurs du comté de Frontenac en Ontario, résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie).....	63
Armes à feu (jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie, propriétaires d'armes à feu du Canada atlantique).....	65
Perspectives sur les armes à feu (propriétaires d'armes à feu du Canada atlantique).....	65
Mesures concernant les armes à feu (jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie, propriétaires d'armes à feu du Canada atlantique)	66
Expériences de voyages (voyageurs du comté de Frontenac en Ontario).....	69

Agriculture (résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie).....	72
Changements climatiques (francophones du Nouveau-Brunswick)	74
Défis et priorités en matière de langues officielles (francophones du Nouveau-Brunswick).....	74
Préoccupations liées à la retraite (résidents de Terre-Neuve-et-Labrador proches de la retraite).....	77
Enjeux spécifiques aux Premières Nations (membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve)	80
Annexe A – Questionnaires de recrutement.....	83
Questionnaire de recrutement, version anglaise	84
Questionnaire de recrutement, version française	97
Annexe B – Guides de discussion	106
Guide du modérateur, version anglaise.....	107
Guide du modérateur, version française	137
Annexe C – Concepts publicitaires.....	171
Justificatifs numériques – Colombie-Britannique (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies, jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, jeunes adultes de l'Ouest canadien, voyageurs du comté de Frontenac en Ontario)	172
Justificatifs numériques – Québec (francophones de l'Ontario, jeunes adultes francophones de l'est et du centre du Canada).....	173
Prestation dentaire canadienne (résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie).....	174
Progrès dans la levée des avis sur l'eau potable – Graphique à barres (membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve).....	175
Progrès dans la levée des avis sur l'eau potable – Graphique circulaire (membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve).....	176

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 31 août et le 28 septembre 2022 un peu partout au pays, au Canada atlantique, en

Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de groupes de discussion a notamment porté sur les priorités et la performance du gouvernement du Canada relativement à des enjeux d'importance pour divers sous-groupes et régions du pays, tels que les travailleurs de la santé de London (Ont.), les propriétaires d'armes à feu du Canada atlantique, les résidents de Terre-Neuve-et-Labrador approchant de la retraite et les membres des Premières Nations vivant dans une réserve en Ontario. Il a également couvert des sujets qui figuraient au premier plan de l'actualité au cours du mois de septembre, comme l'ouragan Fiona et la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation.

L'étude a permis d'explorer à fond un large éventail de questions interreliées, en s'attardant tout particulièrement aux soins de santé et aux justificatifs numériques. La discussion sur les services de santé a englobé plusieurs sous-thèmes, dont les priorités du gouvernement du Canada en la matière, les expériences et les points de vue des participants à l'égard de la prestation des soins dans leur collectivité, et les sources d'information sur la santé publique habituellement consultées. Un groupe de participants préoccupés par l'état de l'économie a discuté de la future Prestation dentaire canadienne et évalué des concepts créatifs élaborés par Santé Canada pour renseigner la population sur cette initiative. Dans les groupes qui ont parlé des justificatifs numériques, les participants ont fait part de leurs réactions à des exemples de ce à quoi pourrait ressembler une carte de services numérique.

Quelques groupes ont discuté de la performance économique du gouvernement du Canada et de ses priorités économiques. D'autres ont eu des discussions approfondies sur le secteur pétrolier et gazier du Canada et dit ce qu'ils pensaient du plan fédéral de réduction des émissions de cette industrie. Les participants de trois groupes – les propriétaires d'armes à feu du Canada atlantique, les résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie, et les jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique – ont été invités à évaluer l'importance de la criminalité liée aux armes à feu au pays ainsi que les efforts du gouvernement du Canada pour régler ces armes.

Les autres sujets abordés comprenaient les expériences de personnes ayant récemment voyagé à l'étranger, l'agriculture, la prestation de services fédéraux, les changements climatiques, la protection des communautés francophones hors Québec, et les préoccupations des participants proches de la retraite. Les participants des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve ont également discuté des enjeux touchant leurs communautés et les peuples autochtones plus généralement.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés principalement en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, les répondants appartenaient à un segment précis de la population. Il s'agissait notamment de francophones, de jeunes adultes (âgés de 25 à 30 ans, de 18 à 24 ans ou de 18 à 30 ans), de voyageurs, de personnes préoccupées par l'économie, de travailleurs de la santé, de membres des Premières Nations vivant dans une réserve, et de personnes proches de la retraite.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Un groupe se composait de membres de la population générale vivant dans de grandes villes et des villes de taille moyenne des Prairies.
- Les onze autres groupes représentaient les segments de population suivants :
 - Francophones résidant en Ontario et au Nouveau-Brunswick;
 - Jeunes adultes de la région de l'Atlantique et de l'Ontario (25 à 30 ans), de l'Ouest du Canada (Saskatchewan, Manitoba, Alberta et Colombie-Britannique – 18 à 24 ans), et de l'est et du centre du Canada (Ontario et Nouveau-Brunswick – 18 à 30 ans);
 - Voyageurs habitant le comté de Frontenac, en Ontario;
 - Personnes préoccupées par l'économie et résidant dans de petites villes et collectivités rurales des Prairies;
 - Personnel de la santé vivant à London, en Ontario;
 - Propriétaires d'armes à feu du Canada atlantique;
 - Personnes approchant de la retraite et vivant à Terre-Neuve-et-Labrador;
 - Membres des Premières Nations vivant dans une réserve en Ontario.
- Trois groupes tenus en Ontario et au Nouveau-Brunswick ont été animés en français. Tous les autres groupes se sont déroulés en anglais.
- Les rencontres de ce cycle ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 83 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Grandes villes et villes de taille moyenne des Prairies	1	Anglais	31 août	20 h-22 h	Population générale	8
Ontario	2	Français	1 ^{er} septembre	18 h-20 h	Francophones	7

Est du Canada (région de l'Atlantique et Ont.)	3	Anglais	7 septembre	18 h-20 h	Jeunes adultes âgés de 25 à 30 ans	7
Ouest du Canada (Sask., Man., Alb., C.-B.)	4	Anglais	12 septembre	20 h-22 h	Jeunes adultes âgés de 18 à 24 ans	7
Comté de Frontenac – Ont.	5	Anglais	13 septembre	18 h-20 h	Voyageurs	8
Est et centre du Canada (Ont. et N.-B.)	6	Français	14 septembre	18 h-20 h	Jeunes adultes âgés de 18 à 30 ans	6
Petites villes et collectivités rurales des Prairies	7	Anglais	15 septembre	20 h-22 h	Personnes préoccupées par l'économie	7
Ville de London (Ont.)	8	Anglais	20 septembre	18 h-20 h	Personnel de la santé	8
Ontario	9	Anglais	21 septembre	18 h-20 h	Membres des Premières Nations vivant dans une réserve	8
Canada atlantique	10	Anglais	22 septembre	17 h-19 h	Propriétaires d'armes à feu	7
Nouveau-Brunswick	11	Français	27 septembre	17 h-19 h	Francophones	6
Terre-Neuve-et-Labrador	12	Anglais	28 septembre	16 h 30-18 h 30	Personnes proches de la retraite	4
Nombre total de participants						83

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Chaque rencontre a débuté par une discussion sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada dans les jours précédents. Ils se sont rappelés une foule d'annonces et d'initiatives, à commencer par le décès de Sa Majesté la reine Elizabeth II le 8 septembre 2022 et le Jour de deuil national décrété par le gouvernement fédéral pour souligner les funérailles d'État de la souveraine à Londres, le 19 septembre 2022. Les participants ont également évoqué la décision récente de la Banque du Canada de hausser ses taux d'intérêt, l'annonce d'une série de mesures fédérales pour aider les Canadiens à faible revenu à composer avec l'augmentation du coût de la vie, l'approbation par Santé Canada d'une version adaptée du vaccin contre la COVID-19 comme dose de rappel, des initiatives visant à mettre fin à la traite de personnes, et le lancement du Plan d'action 2ELGBTQI+ du gouvernement fédéral.

L'ouragan Fiona (francophones du Nouveau-Brunswick, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador proches de la retraite)

Deux groupes de résidents du Canada atlantique ont discuté de l'impact de l'ouragan Fiona, une puissante tempête de catégorie 4 qui a touché terre dans la région le 24 septembre 2022, causant d'énormes dégâts et pertes matérielles. Tous les participants suivaient la situation de près et certains avaient été témoins du passage de l'ouragan. En ce qui concerne la réponse du gouvernement du Canada, plusieurs se rappelaient qu'il avait mobilisé et déployé les Forces armées canadiennes (FAC) dans la région pour aider à coordonner le rétablissement. Les conséquences possibles de la tempête sur les services locaux et l'agriculture en préoccupaient plusieurs, tout comme le sort des familles qui avaient tout perdu et qui n'avaient pas d'assurance, ou dont l'assurance ne couvrirait qu'une partie des pertes. Après avoir reçu plus de détails sur les mesures prises par le gouvernement fédéral, de nombreux participants ont salué sa décision de mobiliser le personnel et les ressources des FAC et de créer un programme de jumelage de dons avec la Croix-Rouge canadienne. Ils ont suggéré, à titre de mesures supplémentaires possibles : un soutien accru aux sinistrés, l'envoi de renforts des FAC pour accélérer le rétablissement, une aide financière pour les non-assurés ainsi que des ressources en santé mentale pour les personnes que l'événement a pu traumatiser.

La Journée nationale de la vérité et de la réconciliation (membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve)

Le groupe de participants des Premières Nations habitant dans une réserve a eu une courte discussion au sujet de la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation tenue le 30 septembre 2022. Les participants trouvaient qu'il était important de faire entendre les voix autochtones et que cette journée offrait une précieuse tribune aux survivants des anciens pensionnats et à leur famille. Nombre d'entre eux avaient toutefois des attentes mitigées à son approche. Pour plusieurs qui travaillaient dans le secteur de l'éducation culturelle, le fait que les Canadiens non autochtones cherchent à mieux connaître l'histoire des peuples autochtones était certes une bonne chose, mais la tâche de les éduquer incombait souvent aux Autochtones eux-mêmes et s'avérait coûteuse en temps et en efforts personnels. Tout en reconnaissant qu'il s'agissait d'une journée importante pour raconter l'histoire et les expériences des Autochtones, de nombreux participants ont souligné que les efforts de réconciliation devaient avoir lieu toute l'année. Ils ne souhaitaient pas que l'attention accordée à cet enjeu se limite à une période précise.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (personnel de la santé de la ville de London, propriétaires d'armes à feu du Canada atlantique, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador proches de la retraite, membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve)

Quatre groupes ont eu des discussions se rapportant à leur région ou à leur communauté, ainsi qu'aux enjeux qui devraient selon eux retenir davantage l'attention du gouvernement du Canada à l'avenir.

Invités à dire dans quels domaines le gouvernement fédéral avait fait du bon travail ces derniers temps, les participants de la ville de London et du Canada atlantique ont mentionné les changements

climatiques et l'environnement, les droits des femmes et l'égalité sociale, ainsi que le soutien renouvelé à l'effort de défense de l'Ukraine contre l'invasion russe. Lorsque nous leur avons demandé de réfléchir aux domaines où le gouvernement fédéral pourrait faire mieux, les participants ont formulé toutes sortes d'idées, comme les soins de santé, la hausse du coût de la vie et l'abordabilité du logement au Canada. Presque tous ont indiqué que leur opinion du gouvernement fédéral s'était détériorée avec le temps et plusieurs lui reprochaient d'avoir géré de manière réactive, plutôt que proactive, des enjeux importants tels que la pandémie de COVID-19 et l'inflation. Questionnés sur les mesures récentes que le gouvernement fédéral avait prises dans ces domaines, plusieurs se sont souvenus de l'annonce récente d'initiatives visant à aider les Canadiens à faible revenu, soit : la création de la Prestation dentaire canadienne, le supplément de 500 \$ aux prestataires du programme d'Allocation canadienne pour le logement et le doublement temporaire du crédit d'impôt pour la TPS. Même si les participants considéraient que ces mesures étaient un pas dans la bonne direction, plusieurs croyaient qu'elles ne suffiraient pas à compenser les effets de l'inflation et qu'une aide sociale supplémentaire serait sans doute nécessaire.

En ce qui concerne plus précisément leur province, les participants du groupe de Terre-Neuve-et-Labrador ont aussi classé le logement, la santé et l'inflation parmi les grandes priorités sur lesquelles le gouvernement fédéral devrait se concentrer. Beaucoup ont mentionné les dommages considérables causés tout récemment par l'ouragan Fiona, en précisant qu'il serait nécessaire de compléter l'aide fédérale déjà fournie par des ressources conséquentes si l'on voulait rebâtir les collectivités touchées. Le transport et la hausse des prix du carburant leur semblaient un autre enjeu important dans la région, car les trajets en avion et en traversier entre la province et le continent coûtaient de plus en plus cher depuis quelque temps, de sorte qu'il était difficile pour les résidents de Terre-Neuve-et-Labrador d'avoir accès au reste du pays.

Enjeux touchant les peuples autochtones (membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve)

Le groupe composé de membres des Premières Nations vivant dans une réserve a discuté des enjeux autochtones prioritaires dont le gouvernement du Canada devrait s'occuper, et notamment de l'approvisionnement en eau potable dans les communautés autochtones du pays. Interrogés sur les préoccupations les plus pressantes des peuples autochtones à l'heure actuelle, plusieurs participants ont aussitôt répondu que de nombreuses réserves étaient privées d'eau potable. De l'avis général, c'était un problème de longue date dont la résolution exigeait de toute urgence plus de ressources. Parmi les autres priorités citées, les participants ont mentionné le règlement des revendications territoriales avec le gouvernement fédéral ainsi que l'allocation de ressources accrues à la lutte contre les problèmes de santé mentale et de consommation de substances dans les communautés autochtones, problèmes qui leur semblaient s'aggraver. Même si plusieurs ont noté que ces questions avaient fait l'objet de reportages dans les médias et aux nouvelles, personne ne croyait que des progrès tangibles avaient eu lieu. Peu de participants jugeaient que le gouvernement fédéral avait bien géré ces enjeux; en revanche, beaucoup ont fait l'éloge d'organisations comme l'Assemblée des Premières Nations (APN) pour leur défense des intérêts des peuples autochtones. En fait, d'après les participants, pour que l'on puisse parler de progrès suffisants, il faudrait que le gouvernement fédéral fasse tout de suite le nécessaire pour répondre aux besoins fondamentaux des communautés

autochtones, en leur assurant l'accès à l'eau potable, à la nourriture, au logement ainsi qu'à des services indispensables comme Internet haute vitesse.

Très peu de participants se souvenaient de mesures fédérales récentes visant à rétablir l'accès à l'eau potable. Après avoir reçu des précisions sur les progrès accomplis à ce jour par le gouvernement du Canada dans la levée des avis à long terme sur la qualité de l'eau potable dans les réserves, les participants ont généralement réagi à ces informations avec scepticisme, jugeant qu'elles ne correspondaient pas à leur expérience personnelle ni aux récits qui leur avaient été faits par les résidents d'autres communautés. Ils restaient fermement convaincus que même si de nombreux avis avaient techniquement été levés, le manque d'eau potable demeurait un problème omniprésent dans les communautés autochtones.

Soins de santé (jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, jeunes adultes de l'Ouest canadien, jeunes adultes francophones de l'est et du centre du Canada, résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie, personnel de la santé de la ville de London, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador proches de la retraite, membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve)

Sept groupes ont abordé un éventail d'enjeux liés à la prestation des soins de santé au Canada. Les participants ont fait part de leurs points de vue sur plusieurs priorités en matière de santé, de leur expérience personnelle pour ce qui est d'accéder au système de soins, des sources d'information sur la santé publique qu'ils consultent habituellement et de leur évaluation de deux concepts créatifs réalisés par Santé Canada.

Priorités en matière de soins de santé (personnel de la santé de la ville de London)

Le groupe composé de participants travaillant dans le secteur de la santé à London, en Ontario, a mené une discussion sur les services de santé locaux et sur les priorités en matière de soins de santé récemment annoncées par le gouvernement du Canada.

Bien que de nombreux participants jugeaient généralement élevé le calibre professionnel et technique des services offerts dans leur région, presque tous trouvaient que leur accessibilité et leur disponibilité posaient problème. Beaucoup croyaient qu'à l'heure actuelle tous les secteurs du système de santé étaient confrontés à une pénurie de personnel et de ressources. Plusieurs ont mentionné que ces pénuries d'effectifs avaient fortement contribué aux fermetures temporaires des salles d'urgence et des blocs opératoires dans de nombreuses régions de la province. Les participants étaient unanimes à penser qu'une refonte du système de santé serait sans doute nécessaire pour mettre en œuvre les changements majeurs qui s'imposent pour répondre aux besoins de la population dans l'avenir.

Nous avons ensuite axé la conversation sur trois grands volets du système de santé au Canada : les soins de santé mentale, les soins de longue durée et les soins primaires. Tous les participants croyaient nécessaire que les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux unissent leurs efforts pour aider davantage les Canadiens aux prises avec des problèmes de santé mentale. Selon l'avis général, le nombre de personnes souffrant de tels problèmes avait fortement augmenté durant la pandémie de

COVID-19. Leurs suggestions quant aux moyens d'améliorer les soins de santé mentale au pays comprenaient la création d'établissements spécialisés, le recrutement et la formation d'autres professionnels de la santé mentale et un financement accru des organisations existantes, comme l'Association canadienne pour la santé mentale (ACSM).

Tournant leur attention vers les soins de longue durée, les participants ont aussitôt noté que les établissements de soins à but lucratif étaient un aspect problématique du système. Selon eux, au lieu de s'appliquer à fournir des soins de grande qualité, ces établissements avaient tendance à privilégier les profits chaque fois que possible. Plusieurs croyaient aussi qu'il faudrait essayer de mieux tirer parti des préposés aux bénéficiaires (PAB) dans le milieu des soins de longue durée, car cet effectif leur semblait sous-utilisé à l'heure actuelle.

En ce qui concerne les soins primaires, de nombreux participants se sont dits préoccupés par ce qu'ils considéraient comme une pénurie généralisée de médecins de famille. Certains ont recommandé que les administrations fédérale et provinciale accentuent leurs efforts pour encourager les nouveaux médecins à ouvrir leur propre cabinet et à travailler comme fournisseurs de soins primaires. D'après eux, cela permettrait aux Canadiens d'obtenir des soins plus facilement et donnerait la possibilité aux patients d'établir une relation durable avec un professionnel qui comprend leurs besoins et leurs antécédents médicaux. De plus, beaucoup pensaient qu'en améliorant l'accès aux fournisseurs de soins primaires, on atténuerait les pressions pesant actuellement sur les hôpitaux et les urgences.

Aucun participant n'était au courant d'annonces ou d'initiatives récentes du gouvernement fédéral dans le domaine de la santé. Pour faciliter la discussion, nous leur avons expliqué qu'il avait récemment énoncé cinq domaines d'action prioritaires pour les services de santé au Canada, soit : remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente, augmenter l'accès aux soins de santé familiale, améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile, s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances, et moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels. Les premières réactions à ces domaines prioritaires ont surtout été favorables. De nombreux participants ont accueilli avec enthousiasme la perspective d'un développement des soins virtuels et d'un accès accru aux services de santé mentale, estimant que ces initiatives amélioreraient notablement l'état de santé des gens qui ont besoin de ces services. Même si tous les participants reconnaissaient les effets positifs qu'auraient ces objectifs prioritaires s'ils se concrétisaient, quelques-uns mettaient en doute la capacité du gouvernement fédéral à réaliser des changements de cette ampleur dans les soins de santé, sachant que ce secteur relève principalement des compétences provinciales et territoriales.

Points de vue sur les soins de santé (résidents de Terre-Neuve-et-Labrador proches de la retraite, membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve)

Les participants de deux groupes se sont exprimés sur la qualité des soins de santé dans leur région ainsi que sur leur expérience personnelle de l'accès aux services. Plusieurs ont dit avoir utilisé les services de santé au cours des derniers mois et être relativement satisfaits de l'expérience. D'autres ont noté qu'ils avaient assez facilement eu accès aux soins primaires, mais qu'en revanche, les rendez-vous avec les spécialistes avaient dû être pris des mois à l'avance, à cause de la forte demande à l'égard de ces services et du petit nombre de professionnels de la santé en mesure de les fournir.

Tous les participants ou presque estimaient que les normes en matière de soins et les compétences du personnel de la santé de leur région étaient excellentes, même si certains pensaient qu'il y aurait moyen d'accroître l'accès aux services pour les gens qui n'ont pas de médecin de famille ou qui ont besoin de services d'urgence. Qui plus est, beaucoup avaient l'impression que l'accès aux services était nettement plus restreint pour les résidents de petites villes ou de collectivités rurales que pour ceux des grandes villes et leurs environs. Certains s'inquiétaient qu'en conséquence, de nombreuses personnes ne puissent pas recevoir les soins dont elles ont besoin.

Lorsque nous avons demandé aux groupes quels étaient les plus grands défis liés aux soins de santé dans leur communauté, les réponses ont tourné autour des temps d'attente prolongés et des pénuries de personnel de la santé. De l'avis général, ces problèmes s'étaient sensiblement détériorés au cours des dernières années et touchaient une grande partie du pays. Par ailleurs, les participants vivant dans une réserve estimaient qu'il faudrait privilégier davantage le recrutement de professionnels de la santé qui sont eux-mêmes autochtones. Cette mesure permettrait selon eux de beaucoup améliorer la communication entre les médecins et leurs patients, et, du même coup, la qualité des soins. Presque tous les participants pensaient que le gouvernement du Canada avait un rôle à jouer pour remédier à ces problèmes, surtout compte tenu de leur portée nationale. Dans cet esprit, plusieurs ont souligné l'importance de la collaboration des divers ordres de gouvernement pour s'assurer de répondre aux besoins de santé de la population et de maintenir la qualité des soins partout au pays.

Informations sur la santé publique (jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, jeunes adultes de l'Ouest canadien, jeunes adultes francophones de l'est et du centre du Canada)

Trois groupes composés de jeunes adultes ont discuté des sources qu'ils consultent habituellement pour trouver des informations sur la santé publique. Lorsque nous leur avons demandé sur quels sujets de santé ils souhaitaient se renseigner, ils ont donné une foule d'exemples, tels que la pandémie de COVID-19 et les exigences connexes en matière de santé publique, le virus de la variole simienne, les annonces du gouvernement du Canada dans le domaine de la santé, et les temps d'attente estimés dans les salles d'urgence et les cliniques sans rendez-vous situées près de chez eux. Invités à décrire comment ils procédaient pour trouver ces informations, les participants ont cité un large éventail de sources. Celles-ci comprenaient la radio et la télévision, les moteurs de recherche en ligne, les plateformes de médias sociaux comme Facebook, Twitter et Instagram, et le bouche-à-oreille des amis et des membres de la famille, y compris certains qui travaillaient dans les professions de la santé.

Les participants se sont prêtés à un exercice qui leur demandait de choisir, parmi diverses sources possibles, celles qu'ils utiliseraient pour se procurer des informations concernant la santé mentale. Dans tous les groupes, les travailleurs de la santé et les moteurs de recherche en ligne ont le plus souvent été désignés comme des sources privilégiées. Ont aussi été régulièrement mentionnés les autorités sanitaires internationales, les journaux et autre presse écrite ainsi que les amis et la famille. À la question de savoir si la liste omettait certaines sources, plusieurs ont mentionné les thérapeutes et les psychiatres comme d'autres sources auxquelles ils pourraient faire appel pour se renseigner sur des questions de santé mentale.

Les participants ont ensuite sélectionné, dans la même liste, les sources auxquelles ils feraient le plus confiance pour obtenir des recommandations en matière de santé générale. Les travailleurs de la santé ont été unanimement reconnus comme la source la plus fiable, tandis que les autorités sanitaires internationales, les scientifiques, et les sites Web officiels du gouvernement du Canada et des gouvernements provinciaux ou territoriaux pertinents ont recueilli des niveaux d'appui variables. Certains participants ont précisé qu'ils avaient modifié leurs réponses par rapport à l'exercice précédent. Ils ont expliqué que les proches, comme les amis et la famille, sont parfois des interlocuteurs plus utiles pour aborder une question de santé mentale personnelle, mais que dans le cas d'ennuis de santé en général, ils auraient plutôt tendance à suivre les conseils des spécialistes et des responsables en santé.

Évaluation de concepts de Santé Canada (résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie)

Les participants de ce groupe ont été invités à évaluer deux concepts créatifs en cours d'élaboration par Santé Canada visant à promouvoir la Prestation dentaire canadienne récemment annoncée par le gouvernement fédéral. Seules quelques personnes du groupe ont indiqué qu'elles avaient des enfants de moins de 12 ans ou qu'elles n'étaient pas couvertes par une assurance dentaire privée. Par conséquent, une minorité de participants s'attendaient à pouvoir profiter de cette initiative.

Après avoir regardé les affiches, les participants ont fait part de leurs premières réactions. Pour nombre d'entre eux, elles évoquaient les thèmes de la famille, de la chaleur humaine, de l'amour, et présentaient un message de réconfort. En ce qui concerne l'aspect visuel, beaucoup ont dit préférer le jeu de couleurs du concept de gauche (aux tons plus clairs) pour son caractère rassurant, apaisant et convivial. Quelques participants trouvaient au contraire que le contraste du texte blanc sur des fonds sombres était un atout dans le concept de droite (aux tons plus foncés), car ce contraste permettait de mieux distinguer le texte et était susceptible de capter l'attention.

À la question de savoir quelles améliorations pourraient être apportées aux affiches, un petit nombre de participants ont mentionné qu'elles étaient un peu banales et suggéré d'y ajouter des émoticônes et d'autres éléments graphiques pour les rendre plus accrocheuses, surtout dans l'éventualité d'une publication en ligne. Quelques autres pensaient qu'en mettant en scène un plus grand groupe de modèles, et notamment plus d'enfants, on aiderait le public à comprendre que ce programme s'adresse tout particulièrement à ce groupe d'âge. Lorsque nous leur avons demandé si les affiches leur paraîtraient plus efficaces vues en personne ou en ligne, beaucoup ont répondu qu'elles auraient plus d'impact dans un contexte réel. Certains ont ajouté qu'étant donné leur conception, elles se prêtaient à être accrochées dans un cabinet dentaire et une clinique médicale, par exemple, ou à être distribuées sous forme de circulaires. Un grand nombre de participants avaient l'impression qu'ils ne s'y arrêteraient pas s'ils tombaient dessus dans les médias sociaux ou en naviguant sur Internet.

Justificatifs numériques (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies, francophones de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, jeunes adultes de l'Ouest canadien, voyageurs du comté de Frontenac en Ontario, jeunes adultes francophones de l'est et du centre du Canada)

Six groupes ont discuté des justificatifs numériques et de leur possible mise en œuvre au Canada. Invités à dire s'ils connaissaient le concept de « justificatifs numériques », peu de participants en avaient entendu parler. De ce nombre, la plupart pensaient que les justificatifs numériques étaient un autre moyen de fournir des renseignements sur leur identité, au lieu de présenter des documents physiques, comme un permis de conduire et un passeport.

Tout compte fait, la majorité était assez à l'aise avec la notion de justificatifs numériques. Plusieurs participants trouvaient pratique d'avoir tous leurs renseignements personnels importants au même endroit et de pouvoir les présenter facilement pour s'identifier. Par ailleurs, ils s'attendaient à ce que le renouvellement et la mise à jour des justificatifs numériques soient plus simples, évitant ainsi aux gens d'avoir à renouveler ou remplacer leurs pièces d'identité, qui peut prendre beaucoup de temps. S'ils restaient ouverts à l'idée d'utiliser des justificatifs numériques, de nombreux participants s'inquiétaient des risques pour la sécurité. Certains d'entre eux craignaient que leurs renseignements personnels soient vulnérables au piratage informatique et, plus précisément, au vol d'identité. Quelques-uns étaient préoccupés par la possibilité que des tiers, comme les entreprises publicitaires, aient accès à des données des justificatifs numériques et tentent de s'en servir à des buts lucratifs. Campés dans une position négative, de rares participants n'envisageraient en aucun cas d'utiliser les justificatifs numériques. Ils hésitaient à adopter les justificatifs numériques notamment parce qu'ils étaient peu à l'aise avec la technologie numérique et préféraient de loin continuer d'utiliser le mode d'identification physique.

Lorsque nous leur avons demandé de fournir des exemples de justificatifs numériques, plusieurs ont pensé immédiatement aux dossiers électroniques en lien avec la pandémie, y compris l'application ArriveCAN et les systèmes de preuves de vaccination numériques mis en place dans les divers territoires et provinces. D'autres ont donné en exemples les options de paiement mobile (p. ex., Apple Pay et Google Pay), les technologies d'autorisation comme DocuSign et les renseignements numériques en matière de santé, dont la version électronique de la carte d'assurance maladie d'une personne. Les participants ont nommé toutes sortes de domaines (voyage, soins de santé, identification personnelle, demandes d'emploi, etc.) dans lesquels les justificatifs numériques pourraient être utilisés dans l'avenir.

Encouragés à imaginer une société au sein de laquelle les justificatifs numériques seraient largement utilisés partout au Canada, certains croyaient que la technologie occuperait une plus grande place dans le quotidien, mais la plupart n'anticipaient pas un grand nombre de changements concrets. Un grand nombre de participants avaient l'impression que les justificatifs numériques étaient déjà utilisés dans de nombreux contextes et plusieurs affirmaient être très à l'aise de s'en servir, par exemple pour régler des transactions de service par carte de débit ou de crédit à l'aide d'un appareil mobile ou pour employer des codes QR afin de consulter ou vérifier de l'information. Toutefois, beaucoup ont réitéré

que les justificatifs numériques devaient servir de complément aux pièces d'identité physique, sans toutefois les remplacer, et que ces deux modes d'identification devaient coexister.

L'économie (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies, francophones de l'Ontario, jeunes adultes francophones de l'est et du centre du Canada)

Les participants de plusieurs groupes tenus en septembre ont fait part de leurs perceptions relatives à l'économie canadienne, y compris sur les liens entre les enjeux économiques et les initiatives du gouvernement du Canada en matière de changement climatique et de garde de jeunes enfants. Dans le cadre des discussions, les participants se sont aussi exprimés sur la situation de l'économie parmi les priorités absolues et le type d'économie que le Canada devrait viser à bâtir selon eux.

Priorités générales et préoccupations économiques (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies, francophones de l'Ontario)

Questionnés au sujet des principaux enjeux sur lesquels le gouvernement du Canada devrait se concentrer, les participants ont cité un éventail de priorités. Deux grandes catégories sont ressorties des suggestions formulées : les enjeux socioéconomiques et ceux liés à l'environnement et au changement climatique. En ce qui concerne l'économie, les participants ont largement mentionné qu'elle figurait en tête de liste de leurs priorités, compte tenu de leurs préoccupations relatives à l'inflation et à la hausse du coût de la vie, aux pénuries perçues de main-d'œuvre, aux salaires insuffisants des travailleurs, au commerce, à la mondialisation et aux problèmes de chaîne d'approvisionnement.

Dans les deux groupes, la plupart des participants jugeaient que le gouvernement du Canada était généralement sur la bonne voie pour ce qui est de s'attaquer aux enjeux économiques. Cette conviction était étayée par des opinions généralement positives à propos des efforts du gouvernement fédéral pour aider financièrement les Canadiens durant la pandémie et de l'augmentation de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), entrée en vigueur au cours de l'été. Aux yeux de bon nombre, le gouvernement du Canada faisait de son mieux pour soutenir la population canadienne dans une période difficile, mais plusieurs croyaient qu'il y avait matière à amélioration. En revanche, d'autres jugeaient que des mesures destinées notamment à combattre l'inflation et à régler la crise perçue du logement avaient trop tardé et étaient surtout réactives.

À la question de savoir s'ils étaient au courant de mesures prises par le gouvernement du Canada en matière d'environnement et de changement climatique, les participants ont cité plusieurs annonces et initiatives à cet égard. Ils ont nommé le financement octroyé aux Canadiens pour rendre leurs maisons plus écoénergétiques dans le cadre de la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes, la mise en œuvre d'un prix fédéral sur le carbone, les efforts en vue de l'élimination des plastiques à usage unique, les objectifs à long terme concernant une utilisation accrue des véhicules à zéro émission (VZE) au Canada et la participation à des conventions internationales sur les changements climatiques, dont l'Accord de Paris. Les participants des deux groupes s'entendaient pour dire que la croissance économique et la lutte contre les changements climatiques étaient des objectifs mutuellement compatibles. Beaucoup s'attendaient par ailleurs à ce que les initiatives environnementales permettent

de combattre l'inflation et d'abaisser les coûts pour les Canadiens, tout en créant de nouveaux emplois assortis de salaires équitables, notamment dans les secteurs en croissance de l'énergie renouvelable et de la production de VZE. De l'avis général, si l'on ne s'attaquait pas immédiatement aux enjeux liés aux changements climatiques, ceux-ci seraient encore plus coûteux à régler dans l'avenir.

La majorité des participants du groupe composé de résidents des Prairies avaient entendu parler des ententes conclues avec divers territoires et provinces pour réduire les frais de garde d'enfants à 10 \$ par jour en moyenne. Les participants savaient aussi que le plan du gouvernement du Canada prévoyait la création de 250 000 places de plus en garderie au Canada d'ici 2025-2026. Invités à dire s'ils avaient l'impression que les actions de ce genre faisaient partie d'une stratégie plus vaste visant à traiter des enjeux économiques et à aider à bâtir une économie juste, inclusive ou progressive, la plupart ont répondu par l'affirmative. En outre, ces mesures leur semblaient plus inclusives, car elles ciblaient les parents, qui avaient d'après eux des dépenses plus élevées que les ménages sans enfant. Selon eux, l'initiative en matière de garde d'enfant du gouvernement fédéral créait des possibilités pour les familles de la classe moyenne et permettait aux gens de retourner travailler et de maintenir un taux élevé de participation au marché du travail à long terme.

Priorités économiques (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies, francophones de l'Ontario, jeunes adultes francophones de l'est et du centre du Canada)

Nous avons montré aux participants de deux de ces groupes, à savoir ceux composés de francophones de l'Ontario et de résidents des Prairies, six expressions décrivant le type d'économie que le gouvernement du Canada devrait viser à bâtir, puis leur avons demandé ce qu'ils en pensaient. L'interprétation de chacune des formulations et les préférences générales des participants sont détaillées ci-dessous :

Une économie juste

La plupart des participants pensaient qu'une économie juste était équitable et visait à assurer une répartition plus juste et raisonnable de la richesse dans la société. Ce type d'économie permettrait d'après eux de réduire la discrimination envers les groupes marginalisés et de leur offrir plus de possibilités, en leur donnant des moyens d'y participer plus pleinement et de retirer des avantages à la hauteur de leurs efforts. À leur avis, une économie juste assurait un salaire vital aux travailleurs, afin que tous les Canadiens puissent avoir accès aux produits de première nécessité, peu importe leur revenu, leur formation ou leurs études.

Une économie verte

Pour ce type d'économie, les participants imaginaient une société façonnée autour d'une économie durable sur le plan de l'environnement reposant sur un cadre de politiques qui font la promotion « d'activités et d'initiales écologiques » et un processus décisionnel fondé sur les risques environnementaux. Les participants supposaient qu'une économie verte serait axée sur le développement de communautés mettant l'accent sur le potentiel piétonnier, les incitatifs visant à encourager l'adoption des véhicules à zéro émission (VZE), l'intégration de sources d'énergies renouvelables et l'application répandue de pratiques durables.

Une économie progressive

Les participants décrivaient ce type d'économie comme une approche qui serait proactive, agile, innovante et propice aux changements. Pour réussir à avoir une économie progressive, il faudrait d'après eux que les particuliers et les entreprises soient plus enclins à prendre des risques. Certains ont ajouté qu'une économie progressive créerait plus de possibilités pour tout le monde et, qu'à l'instar d'une économie juste, elle assurerait un niveau de vie de base à l'ensemble des Canadiens. À leurs yeux, une économie progressive accordait la priorité aux progrès socioéconomiques, plus particulièrement à l'accès aux études postsecondaires et à la formation.

Une économie qui travaille pour tous les Canadiens

De l'avis général, une économie qui travaille pour tous les Canadiens indiquerait aux gens la voie à suivre pour bien gagner leur vie. Cela dit, les participants s'attendaient aussi à ce que ce type d'économie s'attaque aux enjeux sociaux et environnementaux (p. ex., l'itinérance et les changements climatiques) dans le but de bâtir des communautés plus fortes et équitables. Les participants voyaient des recoupements avec la notion d'économie juste, notamment pour ce qui est de lutter contre les inégalités et d'assurer une égalité des chances et un accès aux soins de santé et à l'éducation à tous les segments de la société, peu importe la période de la vie, y compris les jeunes, les gens d'âge moyen et les personnes âgées.

Une économie inclusive

Une économie inclusive était considérée essentiellement comme une approche qui soutient, valorise et crée des possibilités pour tous les Canadiennes et les Canadiens, peu importe l'origine, l'ethnicité, l'appartenance religieuse ou le statut socioéconomique. Quelques-uns pensaient qu'une économie inclusive viserait surtout à répondre aux besoins des groupes marginalisés et des nouveaux arrivants au Canada, en veillant à ce qu'ils aient accès aux services nécessaires et à des possibilités de participer pleinement à la société.

Une économie innovatrice

La créativité et les mesures proactives étaient considérées comme les principales caractéristiques d'une économie innovatrice. Plusieurs participants qualifiaient ce type d'économie comme une approche qui sort des sentiers battus, dans l'optique d'améliorer les processus et les pratiques en place, de faire naître et mûrir de nouvelles idées et de trouver de meilleures façons d'utiliser les ressources intérieures du Canada. Il leur semblait qu'une économie de la sorte nécessiterait des investissements supplémentaires de la part du gouvernement du Canada pour soutenir l'innovation et les entrepreneurs canadiens.

Après avoir examiné les six types d'économie, la plupart estimaient que le gouvernement fédéral devait tâcher de mettre en place une économie qui, en plus de travailler pour tous les Canadiens, était progressive. Ces idées ont interpellé les participants pour plusieurs raisons. Une économie qui travaille pour tous les Canadiens leur semblait plus englobante, compte tenu du fait qu'elle intégrait de nombreux éléments des autres approches étudiées, y compris l'inclusivité, la progressivité, le développement durable, la justice et l'équité. Évoquant des raisons similaires, les participants étaient tout autant en faveur d'une économie progressive, puisqu'elle comprenait maints aspects positifs des

autres approches économiques abordées. Par ailleurs, les participants ont manifesté un intérêt envers une économie innovatrice, plusieurs estimant que l'innovation n'occupait pas nécessairement une place importante dans les autres types d'économie proposés.

Nous avons ensuite montré des paires d'expressions aux participants et leur avons demandé de dire en quoi elles se ressemblaient ou différaient. Les deux premières expressions présentées aux participants étaient *soutenir la classe moyenne* et *soutenir les travailleuses et les travailleurs*. Si beaucoup de participants considéraient que ces formulations étaient semblables ou interchangeables, car la plupart des travailleurs font partie de la classe moyenne, d'autres croyaient au contraire que « les travailleuses et les travailleurs » renvoyaient à un concept plus général et inclusif, peu importe le niveau de revenu et « classe moyenne », à un concept plus vague et un peu moins concret. Concernant les mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour soutenir les travailleurs, les participants lui recommandaient de veiller à ce que tous les travailleurs reçoivent un salaire équitable et que les milieux de travail fassent la promotion et assurent le maintien de normes de santé et de sécurité. Pour ce qui est de soutenir la classe moyenne, les participants suggéraient une approche comparable ainsi qu'une mesure axée sur la réduction d'impôts. De plus, selon de nombreux participants, le gouvernement fédéral pouvait redoubler d'efforts pour aider les Canadiens de la classe moyenne à faire face à l'inflation et à la hausse du coût des biens et services essentiels.

Voici la deuxième paire d'expressions que nous avons montrée aux participants : *population active* et *main-d'œuvre*. De l'avis général, le terme « main-d'œuvre » s'appliquait aux personnes qui travaillaient actuellement alors que « population active » désignait davantage un sous-groupe de personnes dont le travail pouvait être considéré comme physique ou manuel. D'autres voyaient les choses un peu différemment. Pour eux, « main-d'œuvre » se rapportait uniquement à un groupe de personnes occupant présentement un emploi, tandis que « population active » englobait tout le monde qui travaillait ou était à la recherche d'un emploi en ce moment.

Dans le groupe composé de jeunes adultes francophones de l'est et du centre du Canada, nous avons montré aux participants diverses expressions décrivant le type d'économie que le gouvernement du Canada devrait viser à bâtir et leur avons demandé d'en discuter. Par la suite, nous les avons invités à donner leur avis sur ces formulations et à dire s'ils trouvaient qu'elles signifiaient toutes la même chose ou différaient l'une de l'autre. Si les participants croyaient que tous ces énoncés évoquaient l'objectif général d'aider les Canadiens et d'améliorer leur bien-être financier, ils étaient nombreux à percevoir des subtilités qui modifiaient légèrement le sens ou l'intention de chacun.

Lorsque nous leur avons demandé de choisir la formulation qu'ils préféraient, dans l'ensemble, les participants penchaient plutôt pour *une économie centrée sur le bien-être des Canadiens* et *une économie qui donne des résultats pour tous les Canadiens*. Dans la même veine que les commentaires antérieurs, les participants ont accordé la préférence au premier énoncé parce qu'il mettait l'accent sur le bien-être des Canadiens. *Une économie qui donne des résultats pour tous les Canadiens* a eu la cote auprès d'un certain nombre de participants, qui le trouvaient plus complet et englobant, malgré son caractère assez général. Ces participants ont été interpellés par la priorité accordée aux résultats, qui, selon eux, véhiculait également l'idée d'une économie axée sur le bien-être des Canadiens.

Ce groupe a aussi été appelé à évaluer deux autres énoncés : *on continue notre travail pour que tous les Canadiens tirent profit de l'économie* et *on continue notre travail pour que tous les Canadiens soient au centre de l'économie*. Après les avoir passés en revue, la plupart avaient le sentiment d'avoir compris le message que le gouvernement du Canada tentait de communiquer. Les participants ont particulièrement bien réagi au message implicite voulant que le travail soit en cours ou se poursuive et que les Canadiens soient au cœur des mesures et des objectifs du gouvernement fédéral. Quelques-uns jugeaient le second énoncé plus intéressant, car il leur semblait évoquer une approche davantage axée sur la collaboration, au sein de laquelle les Canadiens jouent un double rôle : ils y contribuent et en bénéficient. À la question visant à savoir s'il était approprié pour le gouvernement du Canada de communiquer ce genre de message, la plupart estimaient que ce type d'affirmation aidait à rassurer les Canadiens sur le fait que le pays était sur la bonne voie et que les citoyens et le gouvernement fédéral travaillaient ensemble à alimenter la croissance économique.

Secteur pétrolier et gazier (jeunes adultes de l'Ouest canadien, voyageurs du comté de Frontenac en Ontario, résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie)

Trois groupes ont pris part à des discussions portant sur le secteur pétrolier et gazier canadien ainsi que sur les récents efforts du gouvernement fédéral visant à plafonner les émissions de gaz à effet de serre (GES) produites par les sociétés pétrolières et gazières. Invités à dire s'ils avaient entendu parler du plan du gouvernement du Canada visant à plafonner les émissions dans ce secteur, plusieurs ont répondu par l'affirmative. Sans pouvoir donner beaucoup de précisions, quelques-uns se rappelaient avoir pris connaissance d'initiatives à ce sujet dans les médias, dont l'engagement du gouvernement du Canada à atteindre la carboneutralité d'ici 2050 et à faire en sorte que tous les nouveaux véhicules vendus au Canada soient des véhicules à zéro émission (VZE) d'ici 2035 ainsi que l'appui qu'il continue de témoigner aux conventions internationales sur les changements climatiques, dont l'Accord de Paris.

Même si tous les participants pensaient que le gouvernement fédéral devrait se concentrer sur la réduction des émissions produites par le secteur pétrolier et gazier, certains se demandaient si les objectifs qu'il s'était fixés étaient réalistes ou atteignables. Plusieurs étaient d'avis que toute mesure prise pour réduire les émissions se voulait un pas dans la bonne direction et trouvaient fort avisé de la part du gouvernement fédéral de cibler les activités industrielles (notamment dans le secteur pétrolier et gazier), qu'ils considéraient comme les principales responsables des émissions au Canada. Quant à ceux qui accueillait avec plus de scepticisme ces initiatives, ils s'entendaient pour dire que d'ici à ce qu'une source d'énergie de remplacement efficace soit répandue, les émissions du secteur pétrolier et gazier continueraient d'être un enjeu dans un avenir rapproché. Préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie à l'échelle mondiale, quelques participants ne souhaitaient pas que la quantité de pétrole et de gaz produite au Canada diminue.

Si presque tous les participants croyaient que le gouvernement du Canada allait devoir intervenir pour induire une réduction concrète des émissions, quelques-uns proposaient d'encourager les sociétés pétrolières et gazières à agir en ce sens au lieu de mettre des limites et des règlements en œuvre. Des participants estimaient que la réalisation de progrès sur ce plan passerait par un virage sociétal vers

l'utilisation de sources d'énergie plus durables. Selon d'autres, tant qu'il y aurait une demande de pétrole et de gaz de la part des Canadiens, les entreprises de ce secteur continueraient de maximiser leur production.

Plusieurs jugeaient qu'un plafonnement des émissions du secteur pétrolier et gazier canadien pouvait avoir un impact modéré dans la lutte contre les changements climatiques, mais la plupart croyaient que cette mesure ne suffirait pas à elle seule et que des efforts concertés à l'échelle mondiale seraient nécessaires. Un certain nombre de participants y voyaient une utilité jugeant que toute mesure visant à atténuer les effets des changements climatiques valait la peine d'être mise en œuvre. Beaucoup s'attendaient à ce que le prix de l'essence augmente advenant un tel plafonnement, mais ne s'entendaient pas sur l'ampleur de cette hausse, à savoir si elle serait minime ou considérable. Questionnés à propos du conflit en Ukraine, les participants étaient majoritaires à croire que la production canadienne de pétrole et de gaz avait été plutôt épargnée par ce qui se passe là-bas. De rares participants estimaient toutefois que le gouvernement du Canada devrait rester ouvert à l'idée d'augmenter la production de pétrole et de gaz si le conflit dégénérait et être prêt à fournir de l'aide aux alliés européens qui risquaient d'être aux prises avec des pénuries d'énergie en hiver.

Armes à feu (jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie, propriétaires d'armes à feu du Canada atlantique)

Trois groupes se sont engagés dans des conversations sur les armes à feu. Celles-ci ont porté sur les points de vue des participants sur les armes à feu et les récentes mesures introduites par le gouvernement du Canada pour contribuer à réduire les crimes à main armée au Canada.

Perspectives sur les armes à feu (propriétaires d'armes à feu du Canada atlantique)

Les participants de ce groupe ont exprimé leurs impressions concernant les armes à feu ainsi que leurs points de vue concernant le niveau actuel des crimes à main armée au Canada. À la question de savoir s'il était difficile d'acheter une arme à feu au pays, la plupart n'étaient pas de cet avis, considérant le processus comme relativement simple et raisonnable. Les participants ont toutefois reconnu que la démarche pour la certification et la vérification des antécédents, nécessaire à l'obtention du permis de possession et d'acquisition (PPA) en vue de l'achat d'armes à feu ou de munitions, pouvait souvent prendre quelques mois. Plusieurs ont indiqué que cet aspect était un élément positif des lois canadiennes sur les armes à feu, et beaucoup croyaient que l'absence de règlements similaires dans des pays comme les États-Unis était un facteur clé expliquant pourquoi l'incidence des crimes à main armée y est considérablement plus élevée qu'au Canada. À la question de savoir si, au Canada, il était plus difficile d'acheter une arme de poing que d'autres types d'armes à feu comme les fusils de chasse, la plupart avaient l'impression que c'était le cas.

En discutant du niveau des crimes par arme à feu au Canada, presque tous les participants étaient d'avis que ceux-ci avaient augmenté ces derniers temps. Beaucoup croyaient que les crimes à main armée étaient devenus un problème particulier dans des centres urbains comme Halifax et St. John's, et un certain nombre de participants ont affirmé qu'ils entendaient parler de ces types de crimes

presque tous les jours. En ce qui concerne les causes possibles de l'augmentation perçue des crimes commis avec des armes à feu, de nombreuses personnes ont indiqué que les problèmes de santé mentale constituaient un facteur important, soulignant que parmi les Canadiens qui en sont atteints, plusieurs ne peuvent recevoir les soins dont ils ont besoin, ce qui les amène à se tourner vers des activités criminelles. Les participants ont également mentionné l'augmentation de la pauvreté et les problèmes liés aux drogues et à la toxicomanie comme étant des facteurs clés.

Aucun participant ne pensait que les lois canadiennes actuelles sur les armes à feu étaient trop strictes, la plupart estimant qu'elles s'avéraient adéquates à l'heure actuelle. Plusieurs ont fait remarquer qu'il était logique d'avoir un processus rigoureux de certification et de délivrance de permis pour les utilisateurs éventuels d'armes à feu et affirmé que ces règlements leur conféraient un sentiment général de sécurité à l'égard de telles armes au Canada. Tout en estimant que les lois canadiennes en la matière étaient raisonnables dans l'ensemble, quelques participants ont souligné le fait que ceux qui utilisent des armes à feu à des fins sportives (comme le tir à la cible) ou souhaitent se procurer des pistolets ou des revolvers anciens en tant que collectionneurs devraient avoir la liberté de le faire. Certains participants ont affirmé que des mesures comme le récent gel fédéral de l'achat et de la vente des armes de poing étaient trop punitives pour les utilisateurs d'armes à feu respectueux de la loi. Plusieurs pensaient par ailleurs que de plus grands efforts devaient être déployés pour lutter contre la contrebande d'armes à feu à la frontière canado-américaine, indiquant qu'il s'agissait d'un problème majeur à l'heure actuelle.

Mesures concernant les armes à feu (jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie, propriétaires d'armes à feu du Canada atlantique)

Trois groupes ont discuté d'un éventail de mesures relatives aux armes à feu récemment mises en œuvre par le gouvernement du Canada. Dans l'ensemble, seul un petit nombre de personnes pouvaient se rappeler de mesures antérieures adoptées par le gouvernement fédéral en matière d'armes à feu. Parmi ces participants, certains ont indiqué connaître les initiatives visant à interdire la possession d'armes à feu de type « arme d'assaut », tandis que d'autres ont mentionné l'annonce récente d'un gel national de l'achat et de la vente des armes de poing au Canada. Pour faciliter la conversation, on a montré aux participants une liste de mesures que le gouvernement du Canada avait récemment prises pour lutter contre les crimes à main armée. Celles-ci comprenaient un gel national de l'achat et de la vente des armes de poing, le retrait des permis d'armes à feu de personnes impliquées dans des actes de violence familiale ou de harcèlement criminel, l'instauration d'une loi « drapeau rouge » pour les personnes considérées comme un danger potentiel pour elles-mêmes ou pour autrui, et l'adoption de mesures visant à lutter contre la contrebande d'armes à feu et à faire en sorte que les armes d'épaule ne puissent contenir plus de cinq cartouches.

Si la plupart des participants ont appuyé l'objectif global de réduire la prévalence des crimes à main armée et de diminuer le nombre total d'armes de poing en circulation, un certain nombre étaient sceptiques quant à l'efficacité du gel national de l'achat et de la vente de telles armes. Les participants favorables à cette mesure, en plus grand nombre, pensaient généralement que les armes de poing n'avaient pas leur place dans la société canadienne et que la majorité des gens avaient peu de raisons

d'en posséder une, à part ceux qui travaillent dans les forces de l'ordre ou dans un domaine connexe. Un nombre de participants moins important, mais tout de même significatif a remis en question l'efficacité de cette initiative. En effet, la majeure partie des crimes à main armée sont commis par des personnes qui ont obtenu leurs armes illégalement. Par conséquent, cette mesure n'aurait que peu d'effet sur le problème.

Tous les participants pensaient que la lutte contre la contrebande et le trafic d'armes à feu était une priorité importante sur laquelle le gouvernement fédéral devait se concentrer et croyaient que cette mesure serait utile pour combattre les crimes par armes à feu. Plusieurs estimaient qu'à l'heure actuelle, les crimes à main armée au Canada impliquaient principalement des armes illégales et que la répression de la contrebande permettrait de réduire considérablement le nombre d'incidents de ce type. Les participants ont également réagi de manière extrêmement positive aux initiatives visant à retirer les permis d'armes à feu aux personnes impliquées dans des actes de violence familiale ou de harcèlement criminel, ainsi qu'à la promulgation d'une loi « drapeau rouge » pour les personnes qui représentent un danger pour elles-mêmes ou celles qui risquent de commettre des actes de violence fondés sur le sexe ou contre un proche. Plusieurs ont été étonnés de constater que ces lois n'étaient pas déjà en place, affirmant que de telles mesures auraient dû être promulguées il y a des années.

Bien qu'un certain nombre de participants aient estimé ne pas en savoir assez sur les armes à feu pour déterminer si le fait d'exiger que les chargeurs ne contiennent pas plus de cinq cartouches était une mesure efficace, la plupart ont considéré qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction. Dans le même ordre d'idées, plusieurs se sont demandé pourquoi une personne aurait besoin de plus de cinq cartouches, estimant que c'était plus que suffisant, surtout pour les activités récréatives comme la chasse.

Expériences de voyages (voyageurs du comté de Frontenac en Ontario)

Un groupe composé de participants reconnus comme étant de grands voyageurs a discuté d'un certain nombre de questions liées aux voyages et à la prestation de services fédéraux. La discussion a notamment porté sur les préoccupations liées au renouvellement des passeports, les longues périodes d'attente dans les aéroports et les retards signalés dans le traitement des demandes de services en matière d'immigration. De nombreux participants se souvenaient d'avoir été personnellement confrontés à des problèmes liés au transport aérien au cours des derniers mois, plusieurs d'entre eux faisant état de retards importants dans l'horaire des vols et de bagages retardés ou perdus. Un certain nombre de participants ont aussi évoqué les témoignages de membres de la famille et d'amis concernant les difficultés d'utilisation de l'application ArriveCAN, ainsi que les pénuries de personnel dans les aéroports, lesquelles auraient exacerbé les problèmes liés aux voyages.

Interrogés sur les mesures ou annonces récentes du gouvernement fédéral en matière de voyages et de services pour les Canadiens, certains ont indiqué avoir entendu dire que Service Canada allait améliorer ses capacités de traitement des demandes de passeport, notamment en embauchant de nouveaux employés et en renforçant la capacité administrative des bureaux régionaux, comme celui de Kingston, en Ontario. Pour favoriser la discussion, les participants ont été informés que le gouvernement du Canada a récemment embauché plus de 700 nouveaux employés aux bureaux de

Service Canada, réduit les temps d'attente dans les centres d'appels consacrés aux passeports et ajouté un plus grand nombre de points de service pour la récupération des passeports. Si la plupart d'entre eux considéraient qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, plusieurs ont affirmé que ces mesures avaient été trop réactives et que le gouvernement fédéral aurait dû prévoir ces problèmes et prendre des dispositions de manière proactive pour régler ces difficultés avant qu'elles ne deviennent trop importantes. Interrogés sur les mesures supplémentaires que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour régler cette question, les participants ont recommandé de prolonger les heures d'ouverture des bureaux afin d'accommoder les personnes ayant des horaires non conventionnels, de mettre davantage l'accent sur l'accélération du traitement des demandes envoyées par la poste et d'améliorer l'accessibilité physique des bureaux de Service Canada.

La plupart des répondants ont attribué les causes perçues des retards dans les services de passeports aux pénuries de personnel, lesquelles constituent un problème majeur à l'heure actuelle. De l'avis général, un manque de travailleurs est actuellement constaté dans de nombreux secteurs et industries. Certains ont par ailleurs émis l'hypothèse que ces problèmes avaient été exacerbés par une forte augmentation de la demande, de nombreux Canadiens souhaitant voyager à l'étranger pour la première fois depuis plus de deux ans.

Dans le cadre d'un exercice, nous avons présenté aux participants un certain nombre de facteurs susceptibles de contribuer à ces retards et leur avons demandé d'identifier ceux qui, à leur avis, exerçaient le plus d'impact. Les participants ont surtout mis l'accent sur l'augmentation du nombre de demandes de passeport et le passage aux demandes par la poste comme étant les facteurs ayant eu le plus d'impact sur ces retards. Certains ont estimé qu'il était logique qu'un plus grand nombre de demandes envoyées par la poste prennent plus de temps à traiter étant donné la complexité supplémentaire à laquelle elles sont susceptibles de donner lieu. Alors que quelques participants se sont montrés sceptiques quant à l'existence d'un nombre disproportionné de demandes complexes à l'heure actuelle, plusieurs d'entre eux ont estimé que cela pouvait également jouer un rôle dans les retards constatés au sein du processus de renouvellement.

La plupart des participants n'étaient pas au courant des mesures que le gouvernement fédéral avait prises pour remédier aux temps d'attente et aux retards dans les aéroports canadiens. Un petit nombre d'entre eux, cependant, se souvenaient d'avoir entendu que des efforts avaient été déployés pour simplifier le dépistage aléatoire obligatoire de la COVID-19 chez les voyageurs entièrement vaccinés arrivant au Canada, notamment en n'exigeant plus que ceux-ci demeurent à l'aéroport ou en quarantaine en attendant les résultats de leur test. Les participants ont reçu une liste de mesures que le gouvernement du Canada a récemment adoptées pour remédier aux retards dans les aéroports et aux longs délais d'attente. Bien que les participants aient réagi favorablement à ces initiatives, ils ont estimé qu'il faudrait probablement en faire plus pour relever pleinement les défis auxquels les voyageurs sont actuellement confrontés. Plus précisément, de nombreuses personnes étaient d'avis qu'il faudrait embaucher du personnel supplémentaire dans les aéroports pour effectuer des tâches essentielles, comme le transport des bagages et l'assistance aux passagers dans les démarches préalables au vol. Les participants ont souligné que l'embauche d'un nombre suffisant d'employés pour remédier efficacement à ces retards représenterait probablement un processus important, lequel

devrait faire l'objet d'un effort concerté de la part du gouvernement du Canada et de chacune des compagnies aériennes.

Seul un petit nombre de participants étaient au courant de toutes les mesures récentes prises par le gouvernement du Canada pour régler l'arriéré des demandes de services d'immigration. Parmi ceux qui avaient entendu quelque chose, on croyait que du personnel supplémentaire avait été embauché pour travailler dans les bureaux d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) des quatre coins du Canada. De plus, on croyait que certains processus avaient été simplifiés, notamment en permettant aux personnes de demander leur visa et leur permis de travail simultanément plutôt que consécutivement. Informés du fait que le gouvernement du Canada avait récemment annoncé qu'IRCC embaucherait jusqu'à 1 250 nouveaux employés d'ici la fin de l'automne, les participants ont réagi positivement, considérant qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction qui serait grandement utile pour ceux qui sont actuellement soumis au processus d'immigration.

Agriculture (résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie)

Dans ce groupe composé de personnes résidant dans de petits centres ruraux des Prairies, les participants ont discuté de l'utilisation des engrais dans les fermes canadiennes, ainsi que des efforts récents du gouvernement du Canada pour réduire les émissions de gaz à effet de serre attribuables aux engrais. Invités à dire s'ils pensaient que l'utilisation d'engrais avait augmenté, diminué ou était demeurée la même au cours des quinze dernières années, la plupart étaient d'avis qu'elle avait probablement augmenté. Plusieurs ont mentionné la croissance constante de la population canadienne et le désir des agriculteurs d'accroître le rendement des cultures comme étant les principaux facteurs de cette hausse perçue. À la question de savoir s'il y avait un lien entre l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) et un plus grand recours aux engrais, beaucoup ont répondu par l'affirmative. La plupart des participants étaient d'avis que les émissions de GES provenant de l'utilisation des engrais constituaient un problème croissant et représenteraient un défi environnemental majeur dans l'avenir si des mesures n'étaient pas prises pour y remédier. Plusieurs ont indiqué qu'une plus grande instabilité du climat attribuable aux émissions de GES entraînerait probablement des répercussions négatives sur la production alimentaire et rendrait plus difficile le fait de répondre aux besoins nutritionnels des Canadiens dans les années à venir.

Peu de participants étaient au courant du plan du gouvernement fédéral visant à réduire les émissions de GES produites par les engrais. Parmi ceux qui en avaient entendu parler, certains croyaient que le gouvernement du Canada avait récemment pris des mesures pour réglementer l'utilisation des engrais dans les fermes canadiennes, réduisant ainsi la quantité qu'elles peuvent utiliser. Pour faciliter la conversation, les participants ont reçu des informations concernant l'approche adoptée par le gouvernement fédéral pour réduire ces émissions. À la question de savoir s'ils appuyaient les démarches du gouvernement du Canada visant à réduire les émissions provenant des engrais, tous ont répondu qu'il s'agissait d'une priorité importante sur laquelle il fallait se concentrer, estimant que de telles initiatives étaient essentielles pour promouvoir la durabilité à long terme. Plusieurs ont toutefois exprimé des inquiétudes. Certains ont réitéré leurs préoccupations quant à l'impact négatif que cette

approche pourrait avoir sur les petites exploitations agricoles ou les fermes familiales, disant espérer que le gouvernement fédéral trouverait des moyens de soutenir ces agriculteurs dans leur transition vers une utilisation plus faible d'engrais pour leurs cultures.

Si presque tous croyaient que le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer dans la réduction des émissions de GES attribuables au secteur agricole, la plupart étaient d'avis qu'il faudrait un minimum de souplesse en ce qui concerne la réglementation afin de s'assurer que les petites exploitations agricoles ne soient pas désavantagées de façon indue. Quelques-uns ont suggéré qu'en plus d'encourager la réduction de l'utilisation des engrais, le gouvernement du Canada pourrait également offrir aux agriculteurs des incitatifs pour ce faire, créant ainsi un élan financier qui les amènerait à adopter des pratiques plus durables à cet égard. La plupart des participants s'attendaient à ce qu'une réduction de l'utilisation des engrais entraîne des effets positifs, mais étaient généralement d'avis qu'un effort mondial serait nécessaire pour faire face de façon satisfaisante à la menace que représentent les changements climatiques.

Changements climatiques (francophones du Nouveau-Brunswick)

Un groupe a brièvement discuté des changements climatiques, en se concentrant sur leurs répercussions éventuelles à venir, ainsi que sur les mesures qui pourraient être prises pour atténuer leurs effets. Interrogés sur ce qui leur venait à l'esprit lorsqu'ils pensaient aux changements climatiques, beaucoup ont mentionné les événements météorologiques extrêmes, comme les ouragans et les tempêtes de verglas, les sécheresses prolongées et les variations à long terme des régimes climatiques. Pour décrire les impacts des changements climatiques sur leur propre collectivité, plusieurs ont mentionné les défis découlant de la réduction des stocks de poissons, l'érosion côtière et les préoccupations accrues liées aux incendies de forêt au cours des dernières années.

La plupart étaient d'avis que les effets des changements climatiques dans l'ensemble avaient été relativement minimes au Nouveau-Brunswick et beaucoup n'avaient pas l'impression d'avoir été personnellement touchés à ce jour. Les participants ont exprimé une inquiétude modérée quant aux impacts potentiels des changements climatiques sur leur collectivité dans un avenir proche. La plupart croyaient généralement que celle-ci était prête à faire face aux conséquences possibles des changements climatiques à court terme et n'avaient pas l'impression qu'il fallait prendre des mesures immédiates pour se préparer à des catastrophes, comme des inondations ou des ouragans. En ce qui concerne leur niveau personnel de préparation aux situations d'urgence, tous les participants ont déclaré avoir pris, au cours de la dernière année, des mesures permettant de mieux préparer leur foyer aux conséquences éventuelles que pourraient entraîner les feux de friches et les tempêtes majeures.

Défis et priorités en matière de langues officielles (francophones du Nouveau-Brunswick)

Dans un groupe composé de francophones du Nouveau-Brunswick, les participants ont discuté de la situation du français au Canada, des défis liés aux services de langue française dans leurs collectivités et de leurs perspectives concernant un certain nombre de mesures et d'initiatives que le gouvernement du Canada pourrait mettre en place pour mieux soutenir les communautés

francophones hors Québec. La plupart avaient une opinion favorable de la situation actuelle du français au Nouveau-Brunswick. Ce point de vue s'expliquait en grande partie par une impression que la majorité des collectivités dans la province avaient accès à des services en français et qu'elles pouvaient généralement communiquer dans cette langue dans leur quotidien. Questionnés à savoir s'ils étaient préoccupés par l'avenir de la langue française dans leurs communautés, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Certains ont indiqué que même si une bonne partie de la population dans cette région utilisait toujours le français, l'anglais était la langue prédominante, surtout parmi les jeunes en dehors des heures de classe. Les participants ont également mentionné que la majorité du contenu que consommait leur famille, que ce soit à la télévision ou sur le Web, était en anglais, contribuant ainsi à leur perception selon laquelle le français était en péril.

Lorsque nous leur avons présenté plusieurs défis auxquels étaient confrontés les francophones au Nouveau-Brunswick et demandé lequel était le plus important, de nombreux participants étaient convaincus qu'*attirer des francophones venant de l'extérieur de la région* pour s'installer dans leurs communautés représentait leur plus grand défi à l'heure actuelle. Certains croyaient que le manque d'emplois disponibles, notamment pour ceux qui s'expriment principalement en français, dissuadait les francophones de venir s'installer au Nouveau-Brunswick. À ce sujet, *retenir les jeunes francophones dans la région* a également été identifié comme un enjeu majeur et plusieurs avaient l'impression que la vaste majorité des jeunes francophones quittaient la province afin de trouver de meilleures perspectives ailleurs. Réaffirmant leurs préoccupations face à leurs enfants qui s'expriment principalement en anglais dans des contextes sociaux et qui consomment surtout des médias de langue anglaise, plusieurs ont également indiqué que *transmettre la langue et la culture françaises à la prochaine génération* était un défi permanent.

Nous avons ensuite présenté aux participants une série de priorités potentielles en matière de langues officielles et leur avons demandé de sélectionner celles que le gouvernement du Canada devrait traiter en priorité. Plusieurs ont mentionné augmenter le financement des écoles pour les communautés francophones hors Québec, investir pour améliorer l'accès aux programmes d'immersion en français et de français langue seconde dans tout le pays, et garantir l'égalité des langues française et anglaise au Canada comme priorités majeures. Sur le plan de l'éducation, de nombreux participants avaient le sentiment que les écoles anglophones étaient souvent mieux financées et disposaient de meilleures installations que les établissements de langue française et qu'il faudrait redoubler d'efforts pour s'assurer que les établissements d'enseignement francophones reçoivent le même soutien. Plusieurs croyaient qu'il y aurait lieu d'améliorer la qualité de l'éducation en français en embauchant des enseignants dont la langue maternelle est le français plutôt que l'anglais. Garantir l'égalité des langues française et anglaise au Canada a également été considéré comme une priorité d'une grande importance. Les participants s'entendaient pour dire que l'accès aux services dans les deux langues officielles était un droit fondamental pour tous les Canadiens et une responsabilité du gouvernement fédéral. Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement fédéral devrait prendre d'autres mesures pour appuyer la communauté francophone au Canada, plusieurs participants ont suggéré d'augmenter le financement pour l'éducation en français, y compris les programmes postsecondaires et les subventions pour ceux qui choisissent d'étudier en français, et d'offrir des incitatifs aux diplômés de langue française pour qu'ils viennent s'installer et travailler dans des collectivités francophones.

Préoccupations liées à la retraite (résidents de Terre-Neuve-et-Labrador proches de la retraite)

Les participants proches de la retraite se sont dits préoccupés par plusieurs enjeux, notamment le coût de la vie, le logement, les soins de santé et le changement climatique. Ils étaient d'avis que les pressions inflationnistes, combinées à l'instabilité récente du marché boursier et du marché du logement avaient contribué à susciter chez eux un sentiment de vulnérabilité financière. Certains ont qualifié leur perspective financière à long terme de sombre, ajoutant qu'ils n'étaient pas convaincus que la situation s'améliorerait à la retraite. Par conséquent, plusieurs avaient commencé à revoir leur plan et envisageaient de prolonger leur participation au marché du travail, que ce soit à temps plein ou à temps partiel, de manière à augmenter le revenu de leur ménage avant ou en début de retraite. À ce sujet, un certain nombre de participants ont exprimé leurs inquiétudes à l'idée que tout revenu additionnel pourrait être récupéré par le gouvernement fédéral sous forme d'impôt. C'était notamment le cas de ceux dont le conjoint ou la conjointe recevait des prestations ou des suppléments de revenus du gouvernement (p. ex., des prestations d'invalidité), amenant certains à dire que le gouvernement du Canada devrait mettre en place un quelconque revenu de base universel. Quelques-uns étaient également d'avis que celui-ci devrait venir en aide aux familles et aux aînés en leur offrant des subventions alimentaires pour rendre les biens essentiels comme l'épicerie plus abordables.

La planification de la retraite a été identifiée comme une priorité majeure par tous les participants. Bien que bon nombre d'entre eux fussent généralement au courant des programmes gouvernementaux comme le Régime de pensions du Canada (RPC), la Sécurité de la vieillesse (SV) et le Supplément de revenu garanti (SRG), ils étaient toutefois moins familiarisés avec les détails, en particulier pour le SRG. Plusieurs prévoyaient ne pas être admissibles au SRG, compte tenu du revenu de leur ménage, et croyaient qu'ils devraient sans doute rembourser les prestations de SV et du RPC, en tout ou en partie, une fois qu'ils y seraient admissibles. De nombreux participants ont indiqué qu'ils cotisaient à des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) ou participaient à des régimes de retraite financés et gérés par l'employeur pour accroître leur revenu de retraite. La plupart ont mentionné qu'ils devraient utiliser plusieurs sources de revenus pour financer leur retraite, comme des pensions, des REER et des programmes de soutien du revenu, et qu'il leur faudrait gérer scrupuleusement leurs dépenses à cette étape de leur vie.

Des renseignements supplémentaires sur chacun des trois programmes gouvernementaux et sur les récents changements à deux d'entre eux ont été fournis aux participants afin de préciser que :

- La Sécurité de la vieillesse (SV) est imposable et est assujettie à un impôt de récupération si le revenu annuel net est supérieur à 79 845 \$ (pour 2021). Depuis juillet 2022, les personnes âgées de 75 ans et plus ont vu une augmentation automatique de 10 % de leur pension de la SV;
- Le Supplément de revenu garanti (SRG) est une prestation non imposable payable aux pensionnés à faible revenu dont le montant est établi en fonction de son état matrimonial et de son revenu. Les paiements peuvent augmenter, diminuer ou même cesser en fonction de la variation du revenu net annuel; et

- Le Régime de pensions du Canada (RPC) est une prestation mensuelle imposable qui peut être versée dès l'âge de 60 ans. Le montant est établi en fonction de la moyenne des revenus tout au long de la vie active, des cotisations au RPC et de l'âge auquel le bénéficiaire commence à recevoir sa pension de retraite du RPC. La mise en œuvre du RPC bonifié a commencé en 2019. Elle entraînera le versement de prestations plus élevées à la retraite en contrepartie de cotisations plus élevées au RPC.

Les participants ignoraient que les prestations de SV, de SRG et de RPC seraient dorénavant rajustées tous les ans en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC), mais ont accueilli très favorablement l'idée. De même, la plupart ignoraient que les prestations de SV étaient soumises à un impôt de récupération au-delà d'un certain seuil de revenu. En ce qui concerne la bonification du RPC, certains ignoraient s'ils y étaient admissibles puisqu'ils prévoyaient prendre leur retraite très prochainement. Par ailleurs, presque tous les participants étaient d'accord avec cette bonification et croyaient qu'elle profiterait aux générations futures qui selon eux pourraient avoir plus de difficulté à épargner en vue de leur retraite. Certains croyaient également que des cotisations plus élevées au RPC seraient essentielles pour assurer la viabilité du programme à long terme. Pour ce qui est d'augmenter la pension de la SV pour les aînés de 75 ans et plus, certains étaient d'avis que cette augmentation devrait s'appliquer à toutes les personnes de 65 ans et plus. Questionnés à savoir ce que le gouvernement du Canada devrait faire d'autre pour aider ceux qui planifient leur retraite, les participants ont recommandé de revoir les seuils de revenu pour le SRG et la SV, dans le but d'ajuster les seuils pour l'impôt de récupération. Cela préoccupait surtout les couples qui produisaient ensemble leurs déclarations de revenus, contrairement aux autres qui les produisaient individuellement, et qui craignaient que leurs revenus combinés aient une incidence sur leur admissibilité à ces programmes ou au montant recouvré.

Enjeux spécifiques aux Premières Nations (membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve)

Dans un groupe, les participants ont discuté de plusieurs enjeux touchant les peuples des Premières Nations. Les conversations tournaient autour des difficultés auxquelles étaient confrontées leurs communautés respectives, et des expériences des participants en matière d'accès aux services du gouvernement fédéral. Tous étaient des résidents de l'Ontario qui vivaient dans une réserve.

Même s'ils avaient l'impression que les enjeux spécifiques aux Premières Nations avaient souvent fait l'actualité dans les dernières années, très peu de participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada avait fait de réels progrès pour traiter les enjeux les plus pressants pour leurs communautés. Lorsque nous leur avons demandé d'identifier les situations où le gouvernement fédéral a fait quelque chose de bien en ce qui concerne les enjeux des Premières Nations, ceux-ci n'ont pu se rappeler aucune mesure ou initiative positive. Discutant des secteurs où le gouvernement fédéral pourrait s'améliorer, les participants ont fourni des réponses diverses, y compris le manque d'eau potable et la nécessité de prendre des mesures additionnelles afin de satisfaire ce besoin fondamental pour toutes les communautés des Premières Nations, les défis liés à l'abordabilité du logement, et les relations tendues avec les forces de l'ordre. Sur ce dernier point, plusieurs participants s'entendaient pour dire

qu'il y avait un manque de compréhension et de confiance entre les communautés des Premières Nations et des forces de l'ordre en général.

Questionnés à savoir si la sécurité était un sujet de préoccupation pour leur communauté, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs ont expliqué que la consommation de drogues et la dépendance étaient des problèmes grandissants dans leurs réserves, lesquels entraînaient une augmentation des actes violents ou criminels commis par les individus souffrant de ces affections. Certains ont parlé des problèmes de sécurité associés à l'infrastructure limitée ou en état de détérioration dans leurs réserves et ont raconté que dans certains cas, il pouvait s'écouler plusieurs jours, voire plusieurs semaines avant que le courant soit rétabli après une tempête majeure. Aucun des participants n'avait l'impression que sa communauté avait un accès suffisant aux services de sécurité. Certains ont mentionné que leurs réserves n'avaient aucun accès aux services ambulanciers, entre autres, et que les signalements se faisaient de bouche à oreille, en l'absence d'un système d'alerte rapide.

Tournant ensuite leur attention sur l'accessibilité des services fédéraux dans leurs réserves respectives, la plupart des participants ont indiqué qu'ils avaient eu très peu d'interactions avec les organismes, les ministères ou les représentants du gouvernement du Canada. Même si un petit nombre se rappelait d'avoir fait une demande de renouvellement de passeport ou utilisé les services de la Couronne, comme Postes Canada, ils se souvenaient très peu d'avoir utilisé d'autres services du gouvernement fédéral. La plupart étaient d'avis que le gouvernement du Canada pourrait en faire davantage pour s'assurer que les personnes qui vivent dans les réserves aient accès au même niveau de service que les autres Canadiens. Ceci étant dit, plusieurs ont réclamé que le gouvernement du Canada affecte plus de ressources pour établir la connexion Internet haute vitesse et un service de téléphonie fiable dans leurs réserves, croyant que ces services manquaient cruellement dans de nombreuses communautés à l'heure actuelle.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : 16 décembre 2021

Valeur du contrat : 2 428 991,50 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en septembre

Afin de situer les groupes de discussion dans leur contexte, nous présentons ci-après un bref rappel des événements clés qui ont eu lieu au cours du mois de septembre 2022.

- Du 1^{er} au 7 septembre
 - [Groupe de discussion des résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies \(31 août\)](#).
 - Le 1^{er} septembre : Santé Canada autorise l'utilisation du premier vaccin bivalent contre la COVID-19 (Spikevax, de Moderna) à titre de dose de rappel chez les personnes âgées de 18 ans ou plus.
 - [Groupe de discussion des francophones de l'Ontario \(1^{er} septembre\)](#).
 - Le 2 septembre : Le gouvernement du Canada annonce un financement de plus d'un million de dollars au cours des quatre prochaines années en soutien à douze projets qui auront lieu en Colombie-Britannique, dans le cadre du programme de financement communautaire ÉcoAction axé sur l'amélioration et la protection de l'eau douce.
 - Le 6 septembre : Le gouvernement du Canada annonce un financement fédéral-provincial conjoint d'environ 1,9 million de dollars destiné à deux projets de CityWest qui fourniront l'accès à Internet haute vitesse à 663 ménages ruraux de l'île Keats et de New Brighton, en Colombie-Britannique.
 - Le 6 septembre : Le gouvernement du Canada annonce une contribution de 2,5 millions de dollars au Programme des Nations Unies pour le développement afin de soutenir les opérations internationales d'urgence liées au sauvetage du pétrolier Safer, ancré en mer rouge au large du Yémen.
 - [Groupe de discussion des jeunes adultes âgés de 25 à 30 ans vivant dans l'est du Canada \(soit dans la région de l'atlantique et en Ontario\) \(7 septembre\)](#).

- Du 8 au 15 septembre
 - [Groupe de discussion des jeunes adultes âgés de 18 à 24 ans vivant dans l'Ouest canadien \(soit en Saskatchewan, au Manitoba, en Alberta et en Colombie-Britannique\) \(8 septembre\)](#).
 - Le 10 septembre : Le chef d'état-major de la Défense publie une déclaration soulignant le décès de la Commandante en chef du Canada, Sa Majesté la Reine Elizabeth II.
 - Le 13 septembre : Le gouvernement du Canada annonce qu'il doublera le crédit pour la taxe sur les produits et services (TPS) pour la période allant de juillet 2022 à juin 2023. Sous réserve de leur admissibilité, les célibataires sans enfant pourront recevoir 467 \$, les couples mariés ou en union de fait, 612 \$ et les familles monoparentales, 612 \$, à quoi s'ajoutera un montant de 161 \$ pour chaque enfant âgé de moins de 19 ans.
 - [Groupe de discussion des voyageurs du comté de Frontenac en Ontario \(13 septembre\)](#).
 - Le 13 septembre : Le gouvernement du Canada dévoile la Prestation dentaire canadienne, qui versera aux parents et aux tuteurs admissibles des paiements directs non imposables

couvrant les frais dentaires de leurs enfants âgés de moins de 12 ans. La date de mise en œuvre est fixée au 1^{er} décembre 2022.

- Le 13 septembre : Le gouvernement du Canada annonce un supplément unique non imposable de 500 \$ au programme d'Allocation canadienne pour le logement, en soutien direct aux locataires à faible revenu qui ont du mal à trouver un logement abordable.
 - Le 13 septembre : Le premier ministre annonce que le gouvernement du Canada égalera les dons faits à la Coalition humanitaire et à ses membres jusqu'au 28 septembre 2022, jusqu'à concurrence de 3 millions de dollars, en réponse aux inondations au Pakistan.
 - **Groupes de discussion des jeunes adultes âgés de 18 à 30 ans vivant dans l'est ou le centre du Canada (plus précisément au Nouveau-Brunswick et en Ontario) (14 septembre) et des résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie (15 septembre).**
 - Le 15 septembre : Le gouvernement du Canada annonce un investissement qui pourrait totaliser 250 millions de dollars sur quatre ans, provenant du Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone (FEFEC), afin de rendre le chauffage résidentiel plus abordable pour les familles canadiennes, en particulier les ménages à revenu modeste.
- Du 16 au 22 septembre
 - Le 17 septembre : Le gouvernement du Canada annonce un financement de plus de 26 millions de dollars destiné à dix projets visant à améliorer les infrastructures de loisirs et à renforcer la protection contre les feux dans les Territoires du Nord-Ouest.
 - Le 19 septembre : Jour de deuil au Canada en l'honneur de Sa Majesté la reine Elizabeth II.
 - Le 20 septembre : Le gouvernement du Canada dépose deux textes législatifs, le projet de loi C-30, *Loi n° 1 sur l'allègement du coût de la vie (allègement fiscal ciblé)*, qui doublerait le crédit pour la taxe sur les produits et services pendant six mois, ainsi que le projet de loi C-31, *Loi n° 2 sur l'allègement du coût de la vie (soutien ciblé aux ménages)*, qui entérinerait la Prestation dentaire canadienne et le supplément unique au programme d'Allocation canadienne pour le logement.
 - Le 20 septembre : Le gouvernement du Canada annonce que Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan) versera une aide de plus de 5,5 millions de dollars à la Community Futures Development Association of B.C. pour mener une initiative de rétablissement après catastrophe et d'ajustement économique en Colombie-Britannique.
 - Le 20 septembre : Le premier ministre annonce l'engagement du Canada de verser jusqu'à 1,9 million de dollars sur trois ans à l'organisme Tech Against Terrorism pour passer à la phase 2 de sa *Terrorist Content Analytics Platform*, un outil qui automatise la détection, le signalement et l'analyse de contenu terroriste vérifié.
 - **Groupes de discussion du personnel de la santé de la ville de London (20 septembre).**
 - Le 21 septembre : Le ministre des Ressources naturelles annonce l'octroi de 5,3 millions de dollars fédéraux à l'organisme Student Energy pour mener un projet de développement des capacités qui encourage la participation des jeunes dans le secteur canadien de l'énergie propre.
 - Le 21 septembre : Le premier ministre annonce une contribution de 1,21 milliard de dollars au Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme.

- Le 21 septembre : Le ministre de la Sécurité publique s'engage à déposer un projet de loi à l'automne qui ferait des services de police des Premières Nations un service essentiel.
- Le 22 septembre : Le gouvernement du Canada annonce un examen législatif de la *Loi sur le cannabis* qui permettra d'actualiser la Loi, s'il y a lieu, et de veiller à ce qu'elle continue de répondre aux besoins et aux attentes de la population canadienne.
- Le 22 septembre : Le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté annonce l'arrivée du vingt millièmè réfugié afghan au Canada depuis le mois d'août 2021.
- Le 22 septembre : La présidente du Conseil du Trésor publie le Plan d'action national pour un gouvernement ouvert 2022-2024.
- [Groupe de discussion des propriétaires d'armes à feu du Canada atlantique \(22 septembre\).](#)
- Du 23 au 30 septembre
 - Le 23 septembre : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de plus de 3,9 millions de dollars sur trois ans pour soutenir la réalisation de 39 nouveaux projets en Ontario par le truchement de l'Initiative de protection des Grands Lacs, dans le cadre du Plan d'action sur l'eau douce du gouvernement du Canada.
 - Le 23 septembre : Le gouvernement du Canada annonce un financement fédéral-provincial totalisant environ 70,6 millions de dollars afin de fournir l'accès à Internet haute vitesse à quelque 10 400 ménages de collectivités rurales de l'Alberta, dont 2700 ménages autochtones.
 - Le 26 septembre : Le gouvernement du Canada annonce la levée de l'ensemble des restrictions d'entrée à la frontière liées à la COVID-19 et des exigences en matière de dépistage, de quarantaine et d'isolement pour toute personne entrant au Canada, à compter du 1^{er} octobre 2022.
 - Le 26 septembre : Le gouvernement du Canada annonce une enveloppe de 2,5 millions de dollars pour huit projets au Manitoba qui visent à offrir de l'aide et des soins personnalisés à des toxicomanes qui courent un risque élevé de surdose et qui ont du mal à obtenir un traitement dans la région de Winnipeg.
 - Le 27 septembre : Le gouvernement du Canada annonce un investissement d'environ 9,7 millions de dollars par l'entremise du Programme de développement du nord de l'Ontario (PDNO) de FedNor et du Fonds d'aide au tourisme (FAT) du gouvernement du Canada, afin de protéger, renforcer et développer le secteur du tourisme dans le nord de l'Ontario.
 - Le 27 septembre : Le gouvernement du Canada investit plus de 21 millions de dollars au titre du Fonds stratégique pour l'innovation (16 millions de dollars) et de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario (5 millions de dollars).
 - [Groupes de discussion des francophones du Nouveau-Brunswick \(27 septembre\) et des résidents de Terre-Neuve-et-Labrador proches de la retraite \(28 septembre\).](#)
 - Le 29 septembre : Le gouvernement du Canada annonce des investissements respectifs de 1,4 million de dollars et de 10 millions de dollars pour soutenir les initiatives menées par la Redcliff Cypress Regional Waste Management Authority et par PurEnergy Inc. afin de réduire leurs émissions provenant de déchets alimentaires.

- Le 29 septembre : Le ministre des Transports annonce l'octroi de 50 millions de dollars en soutien direct aux partenariats avec les peuples autochtones dans le cadre du Plan de protection des océans pour assurer la protection, la conservation et la restauration des océans et des cours d'eau.
- [Groupe de discussion des membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve \(29 septembre\).](#)
- Le 30 septembre : Journée nationale de la vérité et de la réconciliation.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Chaque rencontre a débuté par une discussion sur ce que les participants avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada dans les jours précédents. Ils se sont rappelés une foule d'annonces et d'initiatives, entre autres celles qui suivent :

- Le décès de Sa Majesté la reine Elizabeth II le 8 septembre 2022. Les participants étaient généralement au courant de l'événement ainsi que de l'annonce par le gouvernement fédéral d'un Jour de deuil national coïncidant avec la tenue des funérailles d'État de la souveraine à Londres, le 19 septembre 2022;
- La décision par la banque du Canada de hausser son taux directeur de 75 points de base le 7 septembre 2022. Les participants espéraient que cette mesure aurait un effet modérateur sur le taux d'inflation;
- L'annonce d'un train de mesures fédérales pour aider les Canadiens à faible revenu à composer avec l'augmentation du coût de la vie. Ont été mentionnés le doublement du crédit pour la taxe sur les produits et services (CTPS) pendant six mois, les paiements de la Prestation dentaire canadienne aux familles ayant des enfants de moins de 12 ans qui ne sont pas couverts par une assurance dentaire, et le supplément unique de l'Allocation canadienne pour le logement qui permettrait de verser 500 \$ à plus de 1,8 million de locataires canadiens peinant à joindre les deux bouts;
- Le différend entre le gouvernement du Canada et les États-Unis au sujet des droits imposés sur les exportations canadiennes de bois d'œuvre. Qualifiant ces droits d'injustifiés et d'injustes, le gouvernement fédéral avait déposé un avis, le 29 août 2022, indiquant qu'il les contesterait en vertu de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM);
- L'autorisation par Santé Canada d'utiliser une version adaptée du vaccin Spikevax de Moderna (un vaccin dit « bivalent ») en guise de dose de rappel contre la COVID-19 chez les adultes de 18 ans et plus. Quelques participants s'inquiétaient à la perspective d'une flambée des cas de COVID-19 au cours de l'automne et de l'hiver et espéraient que ce vaccin parviendrait à amoindrir les effets du virus;
- L'engagement renouvelé du gouvernement du Canada de mettre fin à la traite des personnes sous toutes ses formes et de sensibiliser l'opinion à ce sujet. Certains participants se sont rappelés que le gouvernement fédéral consacrerait 273 000 \$ (sur quatre ans) à un projet

intitulé *Empowering Against Exploitation*, comportant des initiatives de prévention tenant compte de l'expérience des survivants;

- Les réactions aux événements tragiques survenus dans la nation crie de James Smith, qui ont fait onze victimes et de nombreux blessés. Le gouvernement du Canada avait promis de soutenir ces communautés tout au long du processus de rétablissement, et Services aux Autochtones Canada (SAC) avait prévu des fonds pour couvrir les frais funéraires et la prestation de services en santé mentale aux personnes affectées;
- Le lancement du Plan d'action 2ELGBTQI+ par le gouvernement fédéral, assorti d'investissements visant à améliorer la situation socioéconomique et la santé des personnes 2ELGBTQI+ au Canada.

L'ouragan Fiona (francophones du Nouveau-Brunswick, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador proches de la retraite)

Deux groupes de résidents du Canada atlantique ont discuté de l'impact de l'ouragan Fiona, une puissante tempête de catégorie 4 qui a touché terre dans la région le 24 septembre 2022, causant d'énormes dégâts et pertes matérielles. Tous les participants suivaient la situation de près et certains avaient été témoins du passage de l'ouragan. En ce qui concerne la réponse du gouvernement du Canada, plusieurs se rappelaient qu'il avait mobilisé et déployé les Forces armées canadiennes (FAC) dans la région pour aider à coordonner le rétablissement. Beaucoup savaient également que de nombreux responsables fédéraux, dont le premier ministre, s'étaient rendus sur les lieux pour évaluer les dommages et discuter des mesures à prendre. Les conséquences possibles de la tempête sur les services locaux et l'agriculture en préoccupaient plusieurs, tout comme le sort des familles qui avaient tout perdu et qui n'avaient pas d'assurance, ou dont l'assurance ne couvrirait qu'une partie des pertes. Afin d'éclairer la discussion, nous avons présenté aux participants la description qui suit des mesures prises par le gouvernement du Canada en réponse à la situation :

- *Le Centre des opérations du gouvernement travaille avec le personnel de la région et coordonne l'intervention fédérale à la tempête tropicale Fiona;*
- *En réponse aux demandes d'aide fédérale de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve-et-Labrador, le gouvernement du Canada fournit un soutien pour le rétablissement et le nettoyage;*
- *Les Forces armées canadiennes ont mobilisé des ressources et du personnel afin de fournir un soutien sur le terrain aux autorités locales là où elles en ont besoin;*
- *Le gouvernement du Canada a établi un programme de jumelage de dons avec la Croix-Rouge canadienne pour aider les Canadiennes et Canadiens touchés par l'ouragan Fiona. Les dons appuieront la gamme de services d'urgence que la Croix-Rouge offre aux personnes qui en ont besoin, y compris du logement provisoire, des vêtements, de la nourriture et d'autres fournitures essentielles.*

Les participants ont été unanimes à dire que les mesures du gouvernement fédéral étaient appropriées, et beaucoup l'ont félicité d'avoir mobilisé le personnel et les ressources des FAC et créé un programme de jumelage de dons avec la Croix-Rouge canadienne. Même si ces mesures

correspondaient généralement à leurs attentes quant à la conduite souhaitée de l'État en pareille situation, plusieurs estimaient que le gouvernement du Canada pourrait aider davantage la région, surtout vu l'ampleur de la tempête et la dévastation laissée dans son sillage. Parmi les mesures supplémentaires qu'ils ont suggérées figuraient : un soutien accru aux sinistrés, l'envoi d'autres membres des FAC pour faciliter le rétablissement, une aide financière pour les non-assurés ainsi que des ressources en santé mentale pour les personnes que l'événement aurait traumatisées. Quelques autres ont recommandé de développer dès maintenant des stratégies climatiques prévoyant la reconstruction, voire le déplacement de certaines collectivités côtières comme Port aux Basques, à Terre-Neuve, dont la situation les rend vulnérables face à ce type de phénomènes météorologiques.

La Journée nationale de la vérité et de la réconciliation (membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve)

Le groupe de participants des Premières Nations habitant dans une réserve a eu une courte discussion au sujet de la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation qui serait soulignée le 30 septembre 2022. Les participants trouvaient qu'il était important de faire entendre les voix autochtones et que cette journée offrait une précieuse tribune aux survivants des anciens pensionnats et à leur famille. Nombre d'entre eux avaient toutefois des attentes mitigées à son approche. Pour plusieurs qui travaillaient dans le secteur de l'éducation culturelle, le fait que les Canadiens non autochtones cherchent à mieux connaître l'histoire des peuples autochtones était certes une bonne chose, mais la tâche de les éduquer incombait souvent aux Autochtones eux-mêmes et s'avérait coûteuse en temps et en efforts personnels. Selon d'autres, cette journée permettait à certains non-Autochtones de se décharger de leurs sentiments de culpabilité face aux torts causés aux peuples autochtones sans forcément comprendre les messages transmis par les aînés et les autres intervenants. Tout en reconnaissant qu'il s'agit d'une journée importante pour raconter l'histoire et les expériences des Autochtones, de nombreux participants ont souligné que les efforts de réconciliation doivent avoir lieu toute l'année. Ils ne voulaient pas que l'attention accordée à cet enjeu se limite à une période précise.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (personnel de la santé de la ville de London, propriétaires d'armes à feu du Canada atlantique, résidents de Terre-Neuve- et-Labrador proches de la retraite, membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve)

Quatre groupes ont eu des discussions se rapportant à leur région ou à leur communauté, ainsi qu'aux enjeux qui devraient selon eux retenir davantage l'attention du gouvernement du Canada à l'avenir.

Invités à signaler les domaines dans lesquels le gouvernement fédéral avait fait du bon travail ces derniers temps, les participants de la ville de London et du Canada atlantique ont fourni plusieurs réponses :

- Les changements climatiques et l'environnement – Plusieurs ont indiqué que l'environnement était au cœur des priorités du gouvernement fédéral et croyaient se rappeler qu'il venait de lancer une série d'initiatives visant à promouvoir des pratiques plus écologiques et plus durables auprès des entreprises et des ménages canadiens. Il leur semblait, en particulier, qu'il avait déployé des efforts considérables pour encourager l'utilisation d'énergies renouvelables telles que les énergies solaire, éolienne ou hydroélectrique et les modes de transport durables, comme les véhicules à zéro émission (VZE);
- Les droits des femmes et l'égalité sociale – Certains participants pensaient également que les droits des femmes et l'attachement à l'égalité sociale et à l'équité constituaient d'importantes priorités pour le gouvernement fédéral. Quelques-uns se rappelaient les propos fermes et sans équivoque tenus par les responsables fédéraux pour rassurer la population quant au maintien de l'accès à des services d'avortement au Canada, dans la foulée de la décision de la Cour suprême des États-Unis d'invalider les protections de l'avortement contenues dans l'arrêt historique Roe c. Wade. D'autres trouvaient par ailleurs que le gouvernement fédéral avait multiplié les efforts pour protéger les droits des minorités au Canada et pour promouvoir l'importance de la diversité et du multiculturalisme à l'échelle nationale;
- L'aide internationale – Beaucoup ont fait l'éloge du soutien sous la forme d'aide financière et militaire que le gouvernement du Canada continuait d'apporter au gouvernement ukrainien pour l'aider à défendre le pays contre les attaques russes, et de ses démarches d'accueil des Ukrainiens en quête d'une terre d'asile.

Lorsque nous leur avons demandé de réfléchir aux domaines où le gouvernement fédéral pourrait faire mieux, les participants ont avancé diverses suggestions :

- Les soins de santé – De nombreux participants croyaient que le secteur de la santé avait grand besoin d'attention. Plusieurs avaient entendu parler des pénuries de personnel généralisées, qui entraînaient de longues attentes dans les salles d'urgence et les cliniques sans rendez-vous et un délai de plusieurs mois pour voir un spécialiste ou se faire opérer. Le gouvernement fédéral devait selon eux débloquer des ressources supplémentaires pour mieux rémunérer ces professionnels et tâcher de recruter plus de personnel de la santé, y compris venant d'ailleurs. À ce sujet, les participants pensaient qu'il fallait en faire plus pour accélérer le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers; certains avaient l'impression que beaucoup de travailleurs de la santé qualifiés s'étaient installés au Canada, mais qu'ils ne pouvaient obtenir les accréditations voulues pour exercer dans leur domaine;
- L'inflation et le coût de la vie – La forte inflation et l'impression que le coût de la vie ne cesse d'augmenter préoccupaient également de nombreux participants. Même si certains savaient que la Banque du Canada s'appliquait à juguler l'inflation en relevant ses taux d'intérêt, d'autres mesures leur paraissaient nécessaires pour s'attaquer au problème. Beaucoup croyaient que l'économie canadienne se dirigeait vers une récession et que le gouvernement

fédéral aurait à mettre en place d'autres soutiens financiers pour venir en aide aux personnes en difficulté;

- Le logement abordable – Certains participants ont aussi décrit le manque d'abordabilité du logement comme un problème croissant partout au pays. Tous s'entendaient sur le fait que le prix des habitations atteignait de nouveaux sommets, peu importe que l'on cherche à acheter ou à louer. D'après plusieurs participants, la cherté du logement, conjuguée à des problèmes de santé mentale, de dépendance ou d'autres difficultés, avait aggravé le phénomène de l'itinérance dans leurs collectivités au cours des dernières années.

Lorsque nous leur avons demandé si leur opinion du gouvernement fédéral s'était améliorée ou détériorée avec le temps, presque tous les participants ont répondu qu'elle s'était détériorée. Plusieurs trouvaient que le gouvernement fédéral avait géré de manière réactive, plutôt que proactive, des enjeux tels que la pandémie de COVID-19 et l'inflation, et qu'il n'avait pas consacré assez de ressources à l'élaboration d'une stratégie à long terme qui permettrait de faire avancer des dossiers importants comme les soins de santé, le coût de la vie, la réconciliation et l'offre de services sociaux aux groupes vulnérables, notamment les aînés, les réfugiés, les personnes vivant dans la pauvreté ou les sans-abri. Questionnés sur les mesures récentes que le gouvernement fédéral avait prises dans ces domaines, plusieurs participants se sont souvenus de l'annonce récente d'initiatives visant à aider les Canadiens à faible revenu, soit : la création de la Prestation dentaire canadienne, le supplément de 500 \$ aux prestataires du programme d'Allocation canadienne pour le logement et le doublement temporaire du crédit d'impôt pour la TPS. Certains ont également cité l'augmentation récente de prestations comme l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) et la Sécurité de la vieillesse (SV). Même si beaucoup considéraient que c'était un pas dans la bonne direction, plusieurs croyaient que cela ne suffirait pas à compenser les effets de l'inflation et qu'une aide sociale supplémentaire serait sans doute nécessaire.

En ce qui concerne plus précisément leur province, les participants du groupe de Terre-Neuve-et-Labrador ont aussi classé le logement, la santé et l'inflation parmi les grandes priorités sur lesquelles le gouvernement fédéral devrait se concentrer. Beaucoup ont mentionné les dommages considérables causés tout récemment par l'ouragan Fiona, en précisant qu'il serait nécessaire de compléter l'aide fédérale déjà fournie par des ressources conséquentes si l'on voulait rebâtir les collectivités touchées. Le transport et la hausse des prix du carburant leur semblaient un autre enjeu important dans la région, car les trajets en avion et en traversier entre la province et le continent coûtaient de plus en plus cher depuis quelque temps, de sorte qu'il était difficile pour les résidents d'avoir accès au reste du pays. Une majorité de participants de ce groupe croyaient que le gouvernement du Canada faisait fausse route dans sa gestion de ces enjeux et qu'il devrait chercher à mieux comprendre les besoins de tous les jours des Canadiens moyens et veiller à ce que l'ensemble de la population reçoive des services fédéraux de même qualité. À cet égard, plusieurs trouvaient que bien souvent, le Canada atlantique ne recevait pas autant d'attention et de ressources que d'autres régions du pays et que cela rendait les choses plus difficiles étant donné le coût de la vie élevé dans ces provinces.

Enjeux touchant les peuples autochtones (membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve)

Le groupe composé de membres des Premières Nations vivant dans une réserve a discuté des enjeux autochtones prioritaires dont le gouvernement du Canada devrait s'occuper. L'accent a notamment porté sur l'approvisionnement en eau potable dans les communautés autochtones du pays.

À la question de savoir quelles étaient les préoccupations les plus pressantes des peuples autochtones à l'heure actuelle, plusieurs participants ont aussitôt mentionné l'absence d'eau potable dans de nombreuses réserves. De l'avis général, c'était un problème de longue date dont la résolution exigeait qu'on y consacre sur-le-champ davantage de ressources. Nombre de participants ont fait remarquer que la mauvaise qualité de l'eau dans leur communauté les obligeait souvent à acheter de l'eau embouteillée. Ressentant une frustration palpable, certains ont déclaré que cela faisait des décennies que leur communauté n'avait pas d'eau potable et qu'ils ne comprenaient pas pourquoi il avait fallu tant de temps pour corriger la situation. Parmi les autres priorités citées, les participants ont mentionné le règlement des revendications territoriales avec le gouvernement fédéral ainsi que l'allocation de ressources accrues à la lutte contre les problèmes de santé mentale et de consommation de substances dans les communautés autochtones, problèmes qui leur semblaient empirer. Même si plusieurs ont noté que ces questions avaient fait l'objet de reportages dans les médias et aux nouvelles, personne ne croyait que des progrès tangibles avaient eu lieu. Il a été ajouté qu'en plus du manque de progrès dans ces domaines, d'autres enjeux tels que la discrimination systémique à l'égard des Autochtones et le dossier des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées (FFADA) semblaient aussi être laissés de côté par le gouvernement fédéral. Plusieurs trouvaient que ce dernier manquait de constance dans ses efforts et avaient l'impression que les initiatives touchant les Autochtones n'avançaient souvent que par à-coups. Somme toute, peu de participants jugeaient que le gouvernement fédéral avait bien géré ces enjeux, mais beaucoup ont fait l'éloge d'organisations comme l'Assemblée des Premières Nations (APN) pour leur défense des intérêts des peuples autochtones. En fait, d'après les participants, pour que l'on puisse qualifier les progrès de suffisants, il faudrait que le gouvernement fédéral fasse tout de suite le nécessaire pour répondre aux besoins fondamentaux des communautés autochtones, en leur assurant l'accès à l'eau potable, à la nourriture, au logement ainsi qu'aux infrastructures et aux services indispensables, comme Internet haute vitesse. Plusieurs pensaient aussi que le gouvernement fédéral devait chercher à mieux écouter les préoccupations des peuples autochtones et à trouver des moyens de collaborer avec les communautés sur une base individuelle, pour voir à leurs besoins particuliers.

Très peu de participants se souvenaient de mesures récentes du gouvernement du Canada pour assurer l'accès à de l'eau potable. En guise d'éclaircissement, nous leur avons présenté l'infographie ci-dessous, qui met en lumière le travail en cours pour lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau dans les communautés autochtones :

Mis à jour le 15 septembre 2022



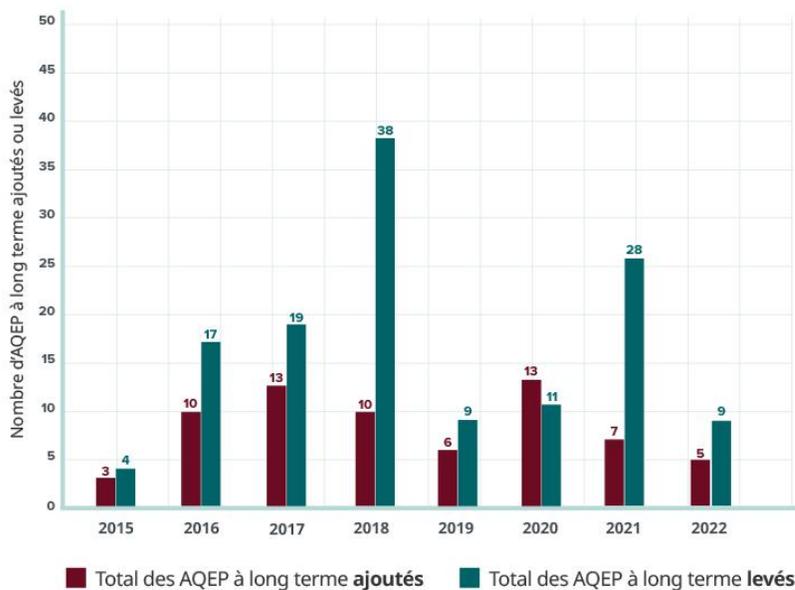
135

avis à long terme sur la qualité de l'eau potable levés depuis novembre 2015

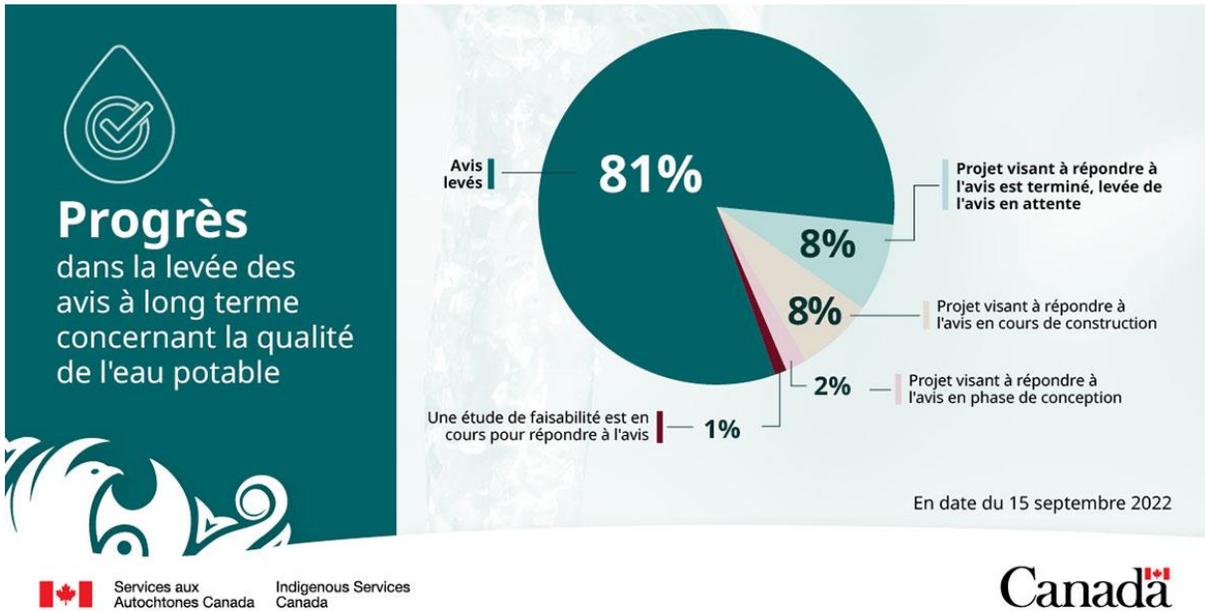
32 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable

en vigueur dans

28 communautés



Cette infographie présente des données et un graphique à barres illustrant les progrès accomplis par le gouvernement fédéral pour ce qui est de lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable (AQEP-LT) dans les réserves autochtones depuis novembre 2015. Dans la partie supérieure gauche de l'image, on voit l'icône d'une goutte d'eau avec une coche au centre, accompagnée du message : « 135 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable levés depuis novembre 2015 » en caractères turquoise, le chiffre « 135 » étant en plus gros caractères gras. Dans sa partie supérieure droite, séparée par une ligne pointillée turquoise, on lit le message : « 32 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable en vigueur dans 27 communautés », en caractères turquoise et brun rougeâtre, les chiffres « 32 » et « 28 » étant en plus gros caractères gras. Les deux tiers inférieurs de l'infographie sont constitués d'un graphique à barres. L'axe des y correspond au « Nombre d'AQEP à long terme ajoutés ou levés ». L'axe des x correspond au « Total des AQEP à long terme ajoutés » et au « Total des AQEP à long terme levés », respectivement représentés par une barre brun rougeâtre et une barre turquoise. Le graphique à barres fournit les données suivantes : 2015 – 3 AQEP-LT ajoutés/4 AQEP-LT levés, 2016 – 10 ajoutés/17 levés, 2017 – 13 ajoutés/19 levés, 2018 – 10 ajoutés/38 levés, 2019 – 6 ajoutés/9 levés, 2020 – 13 ajoutés/11 levés, 2021 – 7 ajoutés/28 levés, 2022 – 5 ajoutés/9 levés. L'infographie est à jour au 15 septembre 2022.



Cette infographie se compose principalement d'un graphique circulaire accompagné de pourcentages qui illustrent les progrès accomplis par le gouvernement fédéral pour ce qui est de lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable (AQEP-LT) dans les réserves autochtones au cours des dernières années. Dans le tiers gauche de l'infographie, on peut lire ce message en caractères blancs sur un fond turquoise foncé : « Progrès dans la levée des avis à long terme concernant l'eau potable », le mot « progrès » étant en plus gros caractères gras. Le message est surmonté de l'icône d'une goutte d'eau avec une coche encerclée au centre; en dessous, on voit un motif artistique d'inspiration autochtone dessiné en blanc ainsi que le logo de Services aux Autochtones Canada tout en bas. Dans la partie inférieure droite figure le mot-symbole du gouvernement du Canada. Le reste de l'infographie est consacré au graphique circulaire faisant état des progrès réalisés par le gouvernement fédéral jusqu'à présent. Les données suivantes sont fournies : 81 % – Avis levés (turquoise foncé), 8 % – Projet visant à répondre à l'avis est terminé, levée de l'avis en attente (bleu clair), 8 % – Projet visant à répondre à l'avis en cours de construction (beige), 2 % – Projet visant à répondre à l'avis en phase de conception (mauve pâle), et 1 % – Une étude de faisabilité est en cours pour répondre à l'avis (brun rougeâtre). L'infographie est à jour au 15 septembre 2022.

Les participants ont généralement réagi avec scepticisme à ces informations, jugeant qu'elles ne correspondaient pas à leur expérience personnelle ni à ce que leur avaient raconté les résidents d'autres communautés. Ils restaient fermement convaincus que le manque d'eau potable demeurerait omniprésent dans les communautés autochtones et que cette infographie, même si elle était exacte au plan technique, ne représentait pas fidèlement l'ampleur du problème. Quelques participants se demandaient également si les solutions apportées dans ces communautés étaient permanentes ou plutôt temporaires.

Soins de santé (jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, jeunes adultes de l'Ouest canadien, jeunes adultes francophones de l'est et du

centre du Canada, résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie, personnel de la santé de la ville de London, résidents de Terre-Neuve-et-Labrador proches de la retraite, membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve)

Sept groupes ont abordé un éventail d'enjeux liés à la prestation des soins de santé au Canada. Les participants ont fait part de leurs points de vue sur plusieurs priorités en matière de santé, de leur expérience personnelle pour ce qui est d'accéder au système de soins, des sources d'information sur la santé publique qu'ils consultent habituellement et de leur évaluation de deux concepts publicitaires créés par Santé Canada.

Priorités en matière de soins de santé (personnel de la santé de la ville de London)

Le groupe composé de participants travaillant dans le secteur de la santé à London, en Ontario, a mené une discussion sur les services de santé locaux et sur les priorités en matière de soins de santé récemment annoncées par le gouvernement du Canada. Pour commencer, nous leur avons demandé d'évaluer la qualité et la disponibilité des services de santé dans leur région. Si de nombreux participants jugeaient que le calibre professionnel et technique de ces services était généralement élevé, presque tous, en revanche, considéraient que leur accessibilité et leur disponibilité laissaient à désirer. Développant leur propos, beaucoup ont désigné le manque d'accès aux généralistes et aux médecins de famille, les nombreux patients en attente de rendez-vous ou d'interventions importantes, et la nette insuffisance des ressources en santé mentale, comme des défis actuels liés aux soins dans leur région. Quelques participants croyaient qu'à cause des difficultés d'accès aux médecins de famille, de nombreux patients se rendaient aux urgences pour des problèmes de santé mineurs, ce qui ajoutait au fardeau de ces unités. De l'avis général, il y avait à l'heure actuelle une pénurie de personnel et de ressources dans l'ensemble du secteur. Certains pensaient que les pénuries d'effectifs avaient fortement contribué aux fermetures temporaires des salles d'urgence et des blocs opératoires dans plusieurs régions de leur province. Nombre de participants ont confié qu'ils se sentaient eux-mêmes débordés et sous pression dans leur emploi à cause du manque de personnel. Plusieurs avaient aussi l'impression que des travailleurs de la santé quittaient le Canada, attirés par de meilleurs salaires et conditions de travail offerts ailleurs, aux États-Unis par exemple. Quelques-uns craignaient que l'effet combiné de ces difficultés mine la confiance des Canadiens dans leur système de santé et les dissuade d'essayer d'obtenir des services, ce qui risquait d'aggraver leurs problèmes médicaux. Les participants étaient unanimes à penser qu'une refonte du système de santé serait sans doute nécessaire pour mettre en œuvre les changements majeurs qui s'imposent pour répondre aux besoins de la population dans l'avenir.

Nous avons ensuite axé la conversation sur trois grands volets du système de santé au Canada, à savoir les soins de santé mentale, les soins de longue durée et les soins primaires. Les participants considéraient que la santé mentale était un problème croissant chez les Canadiens, beaucoup estimant que le nombre de personnes vivant des troubles psychologiques avait fortement augmenté durant la pandémie de COVID-19. La discussion a suscité plusieurs suggestions sur les moyens d'améliorer les soins de santé mentale au pays, notamment : la création d'établissements spécialisés dans ce domaine, le recrutement et la formation d'autres professionnels de la santé mentale, et un financement accru des organisations existantes, comme l'Association canadienne pour la santé mentale (ACSM). Quelques-uns ont aussi recommandé que des mesures soient prises pour éliminer les préjugés entourant la santé mentale et encourager les gens à consulter.

Tournant leur attention vers les soins de longue durée, les participants ont aussitôt noté que le nombre important d'établissements de soins à but lucratif était un aspect problématique du système. Selon eux, au lieu de s'appliquer à fournir des soins de grande qualité, ces établissements avaient tendance à privilégier les profits chaque fois que possible. Plusieurs pensaient également qu'il faudrait mieux tirer parti du potentiel des préposés aux bénéficiaires (PAB) dans ces milieux. Aux yeux de beaucoup, les PAB étaient actuellement sous-évalués et ne recevaient pas le soutien nécessaire pour s'occuper correctement du nombre de patients qui leur sont confiés. Quelques-uns ont aussi suggéré d'encourager davantage la création de programmes d'activités sociales plus étoffés pour les résidents des foyers de soins de longue durée, estimant que beaucoup d'entre eux souffrent de solitude et d'ennui, surtout lorsqu'ils n'ont pas de famille ou d'amis vivant à proximité.

En ce qui concerne les soins primaires, de nombreux participants ont réitéré leurs préoccupations face à l'apparente pénurie généralisée de médecins de famille. Certains ont recommandé que les administrations fédérale et provinciale accentuent leurs efforts pour encourager de nouveaux médecins à ouvrir leur propre cabinet et à travailler comme fournisseurs de soins primaires. D'après eux, cela permettrait aux Canadiens d'obtenir des soins plus facilement et de nouer une relation durable avec un professionnel qui comprend leurs besoins et leurs antécédents médicaux. De plus, beaucoup pensaient qu'en améliorant l'accès aux fournisseurs de soins primaires, on atténuerait les pressions pesant actuellement sur les hôpitaux et les urgences. Un petit nombre de participants ont avancé que la formation de nouvelles cohortes d'infirmières praticiennes aiderait également à désengorger le système de santé, car elles pourraient voir des patients lorsque les médecins de famille ne sont pas disponibles.

Aucun participant n'était au courant d'annonces ou d'initiatives récentes du gouvernement fédéral dans le domaine de la santé. Pour faciliter la discussion, nous leur avons expliqué qu'il avait récemment désigné cinq domaines d'action prioritaires pour les services de santé au Canada :

- *remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente;*
- *augmenter l'accès aux soins de santé familiale;*
- *améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile;*
- *s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances;*
- *moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels.*

Les premières réactions à ces domaines prioritaires ont surtout été favorables. Le développement des soins virtuels et l'accès accru aux services de santé mentale ont été particulièrement bien accueillis. De nombreux participants jugeaient que ces initiatives pourraient grandement améliorer la santé générale de la population. Quelques-uns hésitaient davantage, car ils trouvaient difficile de bien évaluer ces priorités sans connaître les mesures précises qui seraient prises pour les mettre en œuvre.

Les participants ont ensuite fait part de leurs attentes relatives à ces priorités ainsi qu'à la manière dont le gouvernement du Canada les respecterait. En ce qui concerne la priorité consistant à remédier aux pénuries de personnel de la santé et à réduire les temps d'attente, ils ont formulé plusieurs pistes de solution. Quelques-uns ont suggéré de trouver le moyen d'accroître le rendement du Programme de reconnaissance des titres de compétences étrangers afin d'encourager les professionnels de la santé d'autres pays à venir travailler ici. D'après eux, de nombreux travailleurs de la santé ayant récemment immigré au Canada attendaient toujours de voir leurs titres de compétences reconnus et d'obtenir les accréditations nécessaires pour exercer dans leur domaine. Certains ont également conseillé de revaloriser la rémunération du personnel de la santé pour éviter des départs motivés par des offres salariales plus alléchantes ailleurs. D'autres croyaient qu'en accordant plus de jours de congé de maladie et de congés personnels à cet effectif, les administrateurs des établissements de santé pourraient limiter le nombre de cas d'épuisement professionnel et l'exode des travailleurs de la santé vers des professions moins stressantes.

Réfléchissant à la manière dont le gouvernement fédéral pourrait s'attaquer à la priorité d'augmenter l'accès aux soins de santé familiale, les participants ont émis plusieurs idées. Ils ont suggéré de permettre aux patients ayant des problèmes médicaux urgents de consulter d'autres médecins travaillant dans la même clinique lorsque leur médecin de famille n'est pas disponible, ainsi que d'améliorer l'offre de rendez-vous le soir et la fin de semaine pour mieux servir les patients dont l'horaire de travail est atypique ou moins prévisible. Ils ont recommandé, de plus, d'encourager les médecins de famille à prendre en charge des patients présentant des problèmes de santé chroniques complexes, qui risquent autrement de ne pas pouvoir recevoir de soins adéquats.

Les participants avaient également des suggestions pour ce qui est d'améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile. En tête de liste figuraient l'augmentation des ressources financières mises à la disposition des établissements de soins de longue durée, en vue de combler les pénuries de personnel, ainsi qu'un meilleur encadrement des établissements à but lucratif afin d'assurer des normes élevées en matière de soins. Par ailleurs, beaucoup sont revenus sur l'importance d'accorder plus d'attention à la programmation offerte à la clientèle de ces établissements et d'améliorer les conditions de travail des PAB, notamment en prévoyant des augmentations salariales et en créant un organe de réglementation de la profession.

Au chapitre de l'amélioration des options de soins données aux personnes ayant des problèmes de santé mentale et de consommation de substances, les attentes étaient nombreuses. Beaucoup estimaient nécessaire d'offrir davantage de programmes et de ressources aux personnes aux prises avec une dépendance. Les participants ont fait remarquer que les gens qui cherchent de l'aide pour venir à bout d'une dépendance aux opioïdes, par exemple, doivent dans certains cas attendre plusieurs mois pour recevoir un traitement, ce qui les conduit tout simplement à renoncer aux soins. Plusieurs

croyaient également qu'il fallait se concentrer davantage sur l'éducation à la santé mentale et aux dépendances (en particulier dans les programmes de l'enseignement secondaire) ainsi que sur la création de centres de traitement et de réadaptation pour les personnes en proie à des crises de santé mentale aiguës. Certains ont enfin recommandé l'adoption de directives plus strictes entourant les médicaments d'ordonnance susceptibles de créer une dépendance, tels que les opioïdes, et une responsabilisation accrue des médecins qui les prescrivent.

Lorsqu'il a été question des mesures à prendre pour moderniser la gestion des données sur la santé, plusieurs participants ont recommandé la mise sur pied d'un système interne rationalisé qui servirait dans tous les services de santé d'une province ou d'un territoire ainsi qu'à l'échelle nationale. Dans leur optique, en ayant accès aux dossiers médicaux de leurs patients sous forme numérique, les professionnels de la santé seraient en mesure de dispenser des soins plus adaptés et de plus grande qualité. En ce qui concerne le développement des soins virtuels, les participants s'attendaient à ce que cette formule améliore sensiblement l'accès aux soins pour les résidents de régions rurales ou éloignées. Certains ont toutefois insisté sur le fait que les rendez-vous virtuels devaient s'inscrire en complément aux consultations en personne, et non les remplacer, sachant qu'un examen physique s'impose pour diagnostiquer de nombreuses maladies.

Même si tous les participants reconnaissaient les effets positifs qu'auraient ces axes d'intervention prioritaires s'ils se concrétisaient, quelques-uns mettaient en doute la capacité du gouvernement fédéral à réaliser des changements d'une telle ampleur dans les soins de santé, puisque ce secteur relève avant tout des gouvernements provinciaux et territoriaux. Dans cet esprit, plusieurs ont réitéré l'importance de la collaboration des divers ordres de gouvernement en tant que condition essentielle pour arriver à de vrais changements.

Points de vue sur les soins de santé (résidents de Terre-Neuve-et-Labrador proches de la retraite, membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve)

Les participants de deux groupes se sont exprimés sur la qualité des soins de santé dans leur région respective ainsi que sur leur expérience personnelle de l'accès aux services. Plusieurs ont dit avoir utilisé les services de santé au cours des derniers mois et avoir été relativement satisfaits de l'expérience, malgré des temps d'attente parfois longs. D'autres ont noté qu'ils avaient assez facilement eu accès aux soins primaires, mais qu'en revanche, les rendez-vous avec les spécialistes avaient dû être pris des mois à l'avance, à cause de la forte demande à l'égard de ces services et du petit nombre de professionnels de la santé en mesure de les fournir. Du côté des participants vivant dans une réserve, il a été mentionné que certains rendez-vous ou interventions exigeaient un déplacement dans une grande ville comme Winnipeg, Toronto ou Hamilton.

Tous les participants ou presque estimaient que les normes en matière de soins et les compétences du personnel de la santé de leur région étaient excellentes, même si certains pensaient qu'il y aurait lieu d'accroître l'accès aux services pour les gens qui n'ont pas de médecin de famille ou qui ont besoin de services d'urgence. Qui plus est, beaucoup avaient l'impression que l'accès aux services était nettement plus restreint pour les résidents de petites villes ou de collectivités rurales que pour ceux des grandes villes et leurs environs. Développant leur point de vue, plusieurs participants ont mentionné avoir

entendu qu'un peu partout au pays, les urgences rurales réduisaient leurs heures d'ouverture ou avaient commencé à fermer les fins de semaine à cause d'un manque de personnel. Certains s'inquiétaient qu'en conséquence, de nombreuses personnes ne puissent pas recevoir les soins dont elles ont besoin, surtout lorsqu'elles habitent loin des centres urbains. Même si, selon une majorité de participants, la qualité des soins qu'ils recevaient était comparable à celle des soins pratiqués ailleurs au Canada, les circonstances particulières de leur région leur semblaient justifier un apport de ressources supplémentaires. Ainsi, les résidents de Terre-Neuve-et-Labrador croyaient qu'étant donné la proportion élevée de personnes âgées dans leur province par rapport à d'autres régions du pays, un afflux de médecins de famille et de spécialistes serait sans doute nécessaire pour répondre aux besoins croissants de cette population vieillissante. En ce qui concerne les soins obstétriques, plusieurs ont suggéré que la province augmente l'offre de services de sages-femmes, jugeant cette offre beaucoup plus réduite à Terre-Neuve que dans d'autres provinces comme l'Ontario. Du côté des participants autochtones, le manque de proximité de certains services de santé a été décrit comme une préoccupation constante, la plupart indiquant qu'ils seraient obligés de se déplacer hors réserve pour se faire soigner à l'hôpital. Ils estimaient que la mise en place d'autres services de santé dans les réserves ainsi que des méthodes de transport plus efficaces vers les hôpitaux en cas de besoin amélioreraient énormément l'accès aux soins pour leurs communautés.

Lorsque nous avons demandé aux groupes quels étaient les défis les plus pressants en matière de soins de santé dans leur communauté, leurs réponses ont tourné autour de deux grands enjeux :

- Les longs temps d'attente – Même s'ils en avaient rarement fait l'expérience eux-mêmes, plusieurs participants ont dit avoir entendu parler de délais d'attente prolongés affectant les services d'urgence, les cliniques sans rendez-vous, et d'autres consultations et interventions médicales. De l'avis général, ce problème ne se cantonnait pas à leur collectivité, mais était omniprésent au Canada;
- Les pénuries de personnel de la santé – En lien avec ce qui précède, certains croyaient qu'une pénurie généralisée de personnel de la santé sévissait dans tous les secteurs et qu'elle augmentait énormément le délai de prise en charge auquel il fallait s'attendre. Beaucoup attribuaient cet état de fait à la surcharge de travail et à l'épuisement professionnel des travailleurs de la santé, qui avaient sans doute vécu un stress intense au cours de la pandémie de COVID-19. Plusieurs craignaient qu'à cause de ces problèmes, une proportion importante de ces professionnels décident de quitter la profession. À cet égard, certains participants de Terre-Neuve ont signalé que le maintien en poste des effectifs en santé était un problème permanent, car les médecins et infirmières de la province se laissaient souvent persuader de se réinstaller ailleurs au Canada ou aux États-Unis par la promesse de salaires et d'avantages sociaux bonifiés.

Chez les participants vivant dans une réserve, il a été suggéré de privilégier davantage le recrutement de professionnels de la santé qui sont eux-mêmes autochtones. Cette mesure permettrait selon eux de beaucoup améliorer la compréhension entre les médecins et leurs patients, et, du même coup, la qualité des soins. Quelques participants de ce groupe ont également évoqué d'autres problèmes liés à la santé tels que l'insécurité alimentaire, la mauvaise qualité de l'eau et la pollution, facteurs qui leur paraissaient avoir des effets délétères sur la santé générale de leurs communautés. Presque tous les

participants pensaient que le gouvernement du Canada avait un rôle à jouer dans la résolution de ces problèmes : ils ont réaffirmé leur impression que toutes les régions du pays sont aux prises avec des temps d'attente prolongés et des pénuries de main-d'œuvre, et que ces problèmes appellent donc une solution nationale.

Information en matière de santé publique (jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, jeunes adultes de l'Ouest canadien, jeunes adultes francophones de l'est et du centre du Canada)

Trois groupes composés de jeunes adultes ont discuté des sources qu'ils consultent habituellement pour trouver des informations relatives à la santé publique. Lorsque nous leur avons demandé sur quels sujets de santé ils souhaitaient avoir plus d'informations, ils ont donné des réponses variées. Ils ont mentionné en premier lieu la pandémie de COVID-19 et leur désir de connaître les règles de santé publique à respecter ainsi que les directives officielles visant les vaccins contre la COVID-19 et les doses de rappel. Les participants voulaient également en savoir plus sur les temps d'attente estimés dans les salles d'urgence et les cliniques sans rendez-vous situées près de chez eux, sur la marche à suivre pour trouver un médecin de famille, sur le virus de la variole simienne, et sur les annonces et initiatives du gouvernement du Canada dans le domaine de la santé. De plus, quelques personnes ont dit être à l'affût d'informations à propos du plan d'action du gouvernement fédéral pour faire face à la crise des opioïdes en cours dans plusieurs régions du pays. Selon elles, ce problème ne retenait pas suffisamment l'attention.

Invités à décrire comment ils procédaient pour trouver ces informations, les participants ont cité un large éventail de sources : la radio et la télévision, les moteurs de recherche en ligne, les plateformes de médias sociaux comme Facebook, Twitter et Instagram, et le bouche-à-oreille des amis et des membres de la famille, dont certains travaillaient dans les professions de la santé. La plupart ont expliqué qu'ils s'en tenaient généralement aux premiers résultats de leur recherche en ligne, car c'est là qu'ils s'attendaient à trouver les liens vers les pages Web des autorités fédérales, provinciales et régionales de la santé. Plusieurs ont précisé que dans le cas d'un problème de santé important, ils se tourneraient sans doute vers des professionnels plutôt que de faire des recherches sur Internet. Très peu de participants ont dit qu'ils accorderaient crédit à des informations sur la santé provenant d'influenceurs ou de célébrités.

Les participants se sont ensuite prêtés à un exercice qui leur demandait de choisir, parmi diverses sources d'information possibles, celles qu'ils utiliseraient pour obtenir des informations sur la santé mentale. Les choix proposés étaient les suivants :

- *Actualités télévisées*
- *Radio, balados et autres émissions*
- *Journaux et autre presse écrite (y compris les sites Web d'actualités)*
- *Séances d'information ou sites Web du gouvernement fédéral canadien*
- *Séances d'information ou sites Web des gouvernements provinciaux et territoriaux*
- *Autorités sanitaires internationales (p. ex. l'Organisation mondiale de la Santé)*
- *Travailleurs ou travailleuses de la santé (p. ex. des médecins, des infirmières ou infirmiers)*

- *Des scientifiques*
- *Médias sociaux (p. ex. Facebook, Twitter, YouTube, Instagram, TikTok)*
- *Personnalités connues*
- *Moteur de recherche en ligne (p. ex. Google)*
- *Ami[è]s et famille*
- *Collègues de travail ou d'école.*

Dans tous les groupes, les travailleurs de la santé et les moteurs de recherche en ligne ont le plus souvent été désignés comme des sources privilégiées d'information sur la santé mentale. Ont aussi été régulièrement mentionnés les autorités sanitaires internationales, les journaux et autre presse écrite ainsi que les amis et la famille. Enfin, quelques participants ont dit qu'ils consulteraient peut-être des sites Web provinciaux et territoriaux et les médias sociaux pour trouver ce genre d'informations. À la question de savoir si la liste omettait certaines sources, plusieurs ont mentionné les thérapeutes et les psychiatres comme d'éventuelles sources d'information sur la santé mentale. Personne ne croyait que les célébrités ou les influenceurs seraient utiles à cet égard.

Nous avons ensuite invité les participants à sélectionner, dans la même liste, les sources auxquelles ils feraient le plus confiance pour obtenir des recommandations en matière de santé générale. Les travailleurs de la santé ont été unanimement reconnus comme la source la plus fiable, tandis que les autorités sanitaires internationales, les scientifiques, et les sites Web officiels du gouvernement du Canada et des gouvernements provinciaux ou territoriaux pertinents ont recueilli des niveaux d'appui variables. Certains participants ont mentionné qu'ils avaient modifié leurs réponses par rapport à l'exercice précédent. Ils ont expliqué que les proches, comme les amis et la famille, peuvent être des interlocuteurs plus utiles pour aborder une question de santé mentale personnelle, mais que dans le cas d'ennuis de santé en général, ils auraient plutôt tendance à suivre les conseils des spécialistes et des responsables en santé.

Évaluation de concepts de Santé Canada (résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie)

Les participants de ce groupe ont été invités à évaluer deux concepts créatifs en cours d'élaboration par Santé Canada visant à promouvoir la Prestation dentaire canadienne récemment annoncée par le gouvernement fédéral. Seules quelques personnes du groupe ont indiqué qu'elles avaient des enfants de moins de 12 ans ou qu'elles n'étaient pas couvertes par une assurance dentaire privée. Par conséquent, une minorité de participants s'attendaient à pouvoir profiter de cette initiative.



Les maquettes ci-dessus présentent deux versions du même concept publicitaire traitant de la Prestation dentaire canadienne. Les deux versions comportent un fond vert pâle et un pied de page blanc où figurent, dans le coin gauche, le logo du gouvernement du Canada et dans le coin droit, son mot-symbole officiel. Dans le coin supérieur gauche des deux maquettes, on peut lire le titre « Prestation dentaire canadienne » en gros caractères gras bleu foncé. Juste en dessous, séparé par une ligne en pointillé, se trouve un faux texte en caractères bruns indiquant l'emplacement d'un contenu à venir. Au centre de chaque concept, on voit l'image d'une mère qui serre son enfant dans ses bras. Tous deux sourient. La mère regarde l'enfant, tandis que l'enfant regarde devant lui. À gauche, on voit le contour d'une dent tracé en blanc. En dessous, il y a trois encadrés. Dans le concept de gauche, ces encadrés sont jaune, orange pâle et mauve. Dans le concept de droite, ils sont turquoise, bleu foncé et brun. Les encadrés de chaque concept présentent un pourcentage ou une fraction. Le concept de gauche contient du texte en caractères noirs et celui de droite, du texte en caractères blancs. On voit écrit en caractères gras, « 100 % » dans le premier encadré (à côté de la silhouette d'un enfant qui court), « 1/4 » dans le deuxième encadré (à côté de la vignette d'une personne assise à l'ordinateur), et « 50 % » dans le dernier encadré (à côté de la vignette d'une personne écrivant à son bureau). Sous ces images et chiffres se trouve du faux texte écrit en petits caractères. Sous les encadrés de chaque concept, on voit deux lignes de faux texte en caractères gras bruns.

Après avoir regardé les affiches qui précèdent, les participants ont fait part de leurs premières réactions. Pour nombre d'entre eux, elles évoquaient les thèmes de la famille, de la chaleur humaine, de l'amour, et présentaient un message de réconfort. En ce qui concerne l'aspect visuel, beaucoup ont dit préférer le jeu de couleurs du concept de gauche pour son caractère rassurant, apaisant et convivial. Ces participants trouvaient trop dominantes et moins chaleureuses les couleurs plus sombres utilisées dans l'autre concept. Quelques personnes pensaient à l'inverse que le contraste du texte blanc sur les fonds sombres était un atout dans le concept de droite, car ce contraste permettait de mieux distinguer le texte et était susceptible de capter l'attention.

À la question de savoir quelles améliorations pourraient être apportées aux affiches, un petit nombre de participants ont mentionné qu'elles étaient un peu banales et suggéré d'y ajouter des émoticônes et d'autres éléments graphiques pour les rendre plus accrocheuses, surtout dans l'éventualité d'une publication en ligne. Quelques autres pensaient qu'en mettant en scène un plus grand groupe de

modèles, et notamment plus d'enfants, on aiderait le public à comprendre que ce programme se destine tout particulièrement à ce groupe d'âge.

Lorsque nous leur avons demandé si ces affiches leur paraîtraient plus efficaces vues en personne ou en ligne, de nombreux participants ont répondu qu'elles auraient plus d'impact dans un contexte réel. Certains ont ajouté qu'étant donné leur conception, elles se prêtaient à être accrochées dans un cabinet dentaire et une clinique médicale, par exemple, ou distribuées sous forme de circulaires. Un grand nombre de participants avaient l'impression que s'ils tombaient sur ces concepts dans les médias sociaux ou en naviguant sur Internet, ils ne s'y arrêteraient sans doute pas.

Justificatifs numériques (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies, francophones de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, jeunes adultes de l'Ouest canadien, voyageurs du comté de Frontenac en Ontario, jeunes adultes francophones de l'est et du centre du Canada)

Six groupes ont discuté des justificatifs numériques et de leur possible mise en œuvre au Canada. Invités à dire s'ils connaissaient le concept de « justificatifs numériques », peu de participants en avaient entendu parler. De ce nombre, la plupart pensaient que les justificatifs numériques étaient un autre moyen de fournir des renseignements sur leur identité, au lieu de présenter des documents physiques, comme un permis de conduire et un passeport. Sans savoir vraiment en quoi consistaient les justificatifs numériques, certains participants supposaient que ce terme renvoyait à des plateformes numériques comme LinkedIn, des modes de paiement en ligne, des signatures numériques ou la biométrie, p. ex., la reconnaissance faciale ou les empreintes numériques. Pour clarifier le tout, nous leur avons fourni l'information suivante :

Les justificatifs numériques sont un moyen pour les personnes de fournir des renseignements sur leur identité par voie électronique. Les justificatifs numériques reposent sur une base entièrement volontaire et peuvent être utilisés lors de transactions de services plutôt que de devoir se présenter en personne pour fournir les documents requis (ou plutôt que de devoir transmettre une version numérisée ou une photo de documents physiques) De la même façon que vous placeriez vos documents physiques dans un endroit sûr ou dans votre portefeuille, vos justificatifs numériques peuvent être stockés de manière sécurisée sur un appareil personnel.

Veillez noter que les justificatifs numériques ne sont pas la même chose que de numériser ou prendre une photo de documents physiques ; ces justificatifs numériques sont essentiellement l'équivalent électronique de documents physiques.

Nous avons également présenté une image de justificatif numérique, accompagnée des renseignements suivants :

Voici un exemple de la carte de services numérique adoptée par la province de la Colombie-Britannique, au Canada. Vous pouvez voir l'équivalent électronique de la carte de services physique de la C.-B. (à gauche), qui vous permet d'accéder aux services provinciaux, y compris les soins de santé.



L'image ci-dessus montre un exemple de justificatif numérique. Elle est divisée en deux parties. À la gauche, on peut voir une carte d'identité traditionnelle émise en Colombie-Britannique. Dans la partie supérieure, il est écrit « British Columbia Services Card » en lettres carrées et directement en dessous, « British Columbia CAN » en grosses lettres bleues. Plus bas, on peut voir le nom de la détentrice, « Cook, Tamara Rosa », accompagné de la photo et de la signature de celle-ci. La carte contient d'autres renseignements : date d'émission, date d'expiration, genre, adresse et date de naissance. Au centre, du côté droit, on voit les armoiries officielles de la Colombie-Britannique et une image holographique de la détentrice, ainsi que sa date de naissance. À côté de la carte d'identité se trouve une flèche pointant vers la droite, où on peut voir une version numérique de cette même carte. Sur l'écran d'un téléphone intelligent, on voit une application montrant une carte d'identité numérique avec la mention « BC Services Card », le nom de la détentrice, « Cook, Tamara Rosa » et sa photo en dessous. En dessous de cette carte d'identité, on peut voir trois options sur lesquelles on peut taper, soit « Use My Mobile Card », « Enter Pairing Code » et « My Account ». Le logo de la Colombie-Britannique apparaît dans le bas de l'image à droite.

Nous avons présenté une version légèrement différente aux participants du groupe tenu en français :



L'image ci-dessus montre un exemple de justificatif numérique en français. On peut voir un en-tête et un pied de page d'un bleu vif sur ce qui semble être l'écran d'un téléphone intelligent. Dans l'en-tête figure le texte « Permis de conduire » accompagné dans la partie gauche de l'écran d'une flèche blanche orientée vers la gauche. Sous celle-ci se trouvent deux onglets d'utilisateur nommés respectivement « VOIR » et « SÉCURITÉ »; l'image montre le contenu de l'onglet « VOIR ». Une image numérique d'un permis de conduire du Québec accompagné de la photo d'une femme à la longue chevelure foncée figure en dessous. On peut voir ensuite des zones d'information disposées à la verticale; chacune contient des renseignements textuels sur le permis de conduire. La première zone, « Prénom » (ANNE-MARIE), et celle en dessous, « Nom de famille » (LAPOINTE), renferment le nom de la titulaire. Les zones qui viennent ensuite portent respectivement la mention « Date de naissance », « Numéro de permis de conduire », « Date de délivrance du permis de conduire » et « Date d'expiration du permis de conduire ». Chaque zone d'information est accompagnée d'un petit symbole de cadenas; dans certaines d'entre elles, une ligne pointillée indique que les renseignements sont masqués. On peut voir à la droite des cadenas adjacents aux zones d'information « Date de naissance », « Numéro de permis de conduire » et « Date de délivrance du permis de conduire » trois icônes d'œil en bleu vif. Le pied de page contient quatre options offertes à l'utilisateur; chacune est accompagnée d'une illustration. Elles sont, de gauche à droite : Utiliser eID (et la silhouette d'une personne), Documents (et la représentation d'une pile de documents), Histoire (et deux flèches – une pointant vers le bas et l'autre vers le haut) et Paramètres (accompagné de l'image d'une roue d'engrenage).

Tout compte fait, la majorité était assez à l'aise avec la notion de justificatifs numériques. Plusieurs participants trouvaient pratique d'avoir tous leurs renseignements personnels importants au même endroit et de pouvoir les présenter facilement pour s'identifier. Par ailleurs, ils s'attendaient à ce que le renouvellement et la mise à jour des justificatifs numériques soient plus simples, évitant ainsi aux gens d'avoir à renouveler ou remplacer leurs pièces d'identité, qui peut prendre beaucoup de temps.

S'ils restaient ouverts à l'idée d'utiliser des justificatifs numériques, de nombreux participants s'inquiétaient des risques pour la sécurité. Certains d'entre eux craignaient que leurs renseignements

personnels soient vulnérables au piratage informatique et, plus précisément, au vol d'identité. D'autres s'inquiétaient à propos de la gestion qui serait faite de leurs données et des personnes qui y auraient accès. Quelques-uns avaient peur que des tiers, comme les entreprises publicitaires, aient accès à des données des justificatifs numériques et tentent de s'en servir à des buts lucratifs. De rares participants ont formulé des préoccupations au sujet des personnes n'ayant peut-être pas accès à la technologie requise, notamment à un téléphone intelligent, et jugeaient essentiel de conserver les options physiques comme mesure de rechange. Campés dans une position négative, de rares participants n'envisageraient en aucun cas d'utiliser les justificatifs numériques. Ils hésitaient à adopter les justificatifs numériques notamment parce qu'ils étaient peu à l'aise avec la technologie numérique et préféraient de loin continuer d'utiliser le mode d'identification physique.

Lorsque nous leur avons demandé de fournir des exemples de justificatifs numériques, plusieurs ont pensé immédiatement aux dossiers électroniques en lien avec la pandémie, y compris l'application ArriveCAN et les systèmes de preuves de vaccination numériques mis en place dans les divers territoires et provinces. D'autres ont donné en exemples les options de paiement mobile (p. ex., Apple Pay et Google Pay), les technologies d'autorisation comme DocuSign et les renseignements numériques en matière de santé, dont la version électronique de la carte d'assurance maladie d'une personne. Certains disaient utiliser les justificatifs numériques reliés à leur appareil mobile ou à des données biométriques personnelles pour accéder à des bâtiments privés, par exemple à leur lieu de travail ou à un immeuble résidentiel.

Les participants ont nommé toutes sortes de domaines dans lesquels les justificatifs numériques pourraient être utilisés dans l'avenir, dont les suivants :

- Le secteur du voyage – Plusieurs voyaient dans les justificatifs numériques un moyen de simplifier les processus de voyage, notamment pour les personnes voyageant par avion ou à l'étranger qui doivent produire plusieurs pièces d'identité à différentes étapes de leur itinéraire. De l'avis général, l'expérience de voyage gagnerait en efficacité avec une application numérique approuvée contenant tous les renseignements essentiels, tels que les passeports, billets et dossiers de vaccinations;
- Les soins de santé – Beaucoup croyaient aussi que les justificatifs numériques pourraient servir à assurer aux Canadiens une prestation de soins de santé plus efficace et éclairée. Selon eux, en numérisant les dossiers de santé et en s'assurant que les fournisseurs de soins de santé y aient facilement accès (y compris les urgentologues, les médecins de famille et les autres spécialistes), il serait possible de soigner plus rapidement les patients en tenant compte de leurs antécédents médicaux;
- Identification personnelle – Un certain nombre de participants pensaient qu'avec les justificatifs numériques, il serait plus aisé de présenter des pièces d'identité et des attestations. Les participants ont donné en exemple la vérification de l'âge lors de l'achat d'articles soumis à une limite d'âge et la présentation d'une pièce d'identité aux forces de l'ordre. Plusieurs recommandaient de créer une plateforme unique qui renfermerait les différents permis et attestations, pour que les personnes puissent les présenter facilement, si besoin est;

- Demandes d'emploi – Des participants étaient favorables à l'intégration de justificatifs numériques au processus de demande d'emploi. Ils avaient l'impression qu'un justificatif autorisé servant à confirmer des renseignements importants tels que les études ou les titres professionnels serait à la fois utile aux employeurs et aux candidats.

Encouragés à imaginer une société au sein de laquelle les justificatifs numériques seraient largement utilisés partout au Canada, certains croyaient que la technologie occuperait une plus grande place dans le quotidien, tandis que la plupart n'anticipaient pas un grand nombre de changements concrets. Un grand nombre de participants avaient l'impression que les justificatifs numériques étaient déjà utilisés dans de nombreux contextes et plusieurs affirmaient être très à l'aise de s'en servir, par exemple pour régler des transactions de service par carte de débit ou de crédit à l'aide d'un appareil mobile ou pour employer des codes QR afin de consulter ou vérifier de l'information. Toutefois, certains se demandaient ce qui arriverait en cas de panne de réseau majeure, comme celle survenue chez Rogers Communication en juillet 2022, les Canadiens risquant alors de ne pas avoir accès à des renseignements essentiels ni de pouvoir les présenter pendant une période prolongée. Encore une fois, beaucoup pensaient que les justificatifs numériques devaient servir de complément aux pièces d'identité physiques, sans toutefois les remplacer, et que ces deux modes d'identification devaient coexister. Quelques-uns craignaient par ailleurs que des Canadiens ne puissent accéder à leurs justificatifs numériques, parce qu'ils ont des connaissances technologiques insuffisantes ou n'ont pas accès à la technologie appropriée.

L'économie (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies, francophones de l'Ontario, jeunes adultes francophones de l'est et du centre du Canada)

Les participants de plusieurs groupes tenus en septembre ont discuté de leurs perceptions de l'économie canadienne, y compris les liens entre les enjeux économiques et les efforts du gouvernement du Canada en matière de changement climatique et les mesures qu'il a prises pour offrir des services abordables de garde de jeunes enfants aux Canadiens. Dans le cadre des discussions, les participants se sont aussi exprimés sur le type d'économie que le Canada devrait viser à bâtir selon eux.

Priorités générales et préoccupations économiques (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies, francophones de l'Ontario)

Questionnés au sujet des principaux enjeux sur lesquels le gouvernement du Canada devrait se concentrer à leur avis, les participants ont cité un éventail de priorités. Celles-ci ont été regroupées dans deux grandes catégories :

- Les enjeux socioéconomiques – Les participants ont soulevé des inquiétudes au sujet de l’inflation, des taux d’intérêt, des emplois, des salaires (en particulier dans le secteur des services de garde d’enfants), des dépenses publiques, de l’éducation, des soins de santé et de la santé mentale ainsi que de l’abordabilité du logement (notamment pour les nouveaux arrivants au Canada) et de la congestion routière;
- Les enjeux liés à l’environnement – Divers participants ont nommé le changement climatique parmi les priorités absolues, estimant qu’il s’agit du problème le plus pressant auquel font face les Canadiens à l’heure actuelle.

En ce qui concerne l’économie, les participants convenaient qu’elle figurait en tête de liste de leurs priorités. Leurs préoccupations à cet égard avaient trait à l’inflation et à la hausse du coût de la vie (certains ont cité le prix des produits alimentaires, du carburant et des forfaits de téléphonie cellulaire au Canada), aux pénuries perçues de main-d’œuvre, aux salaires insuffisants des travailleurs, au commerce, à la mondialisation et aux problèmes de chaîne d’approvisionnement. D’après les participants, il était primordial d’avoir une économie florissante, car elle procurerait des emplois plus nombreux et plus rémunérateurs aux Canadiens et les aiderait dans leur objectif d’acheter une maison. Certains établissaient un lien entre une économie prospère et de meilleurs services de santé pour la population canadienne, considérant ces derniers comme un facteur essentiel pour bâtir le premier élément.

Les activités du gouvernement fédéral pour traiter des enjeux économiques ont fait l’objet de plus de mentions spontanées de la part des participants de l’Ontario que de ceux des Prairies. Les participants de l’Ontario ont cité des mesures telles que s’attaquer aux arriérés d’immigration pour aider les employeurs à pourvoir des postes vacants, investir dans les transports et autres projets d’infrastructure, y compris la reconstruction d’infrastructures autochtones essentielles conformément à l’engagement du gouvernement fédéral envers la réconciliation, créer des emplois et assurer la circulation des marchandises. D’autres ont parlé de moyens d’action sur les plans budgétaire et monétaire, notamment de l’ajustement des taux d’intérêt, pour lutter contre l’inflation, en plus de l’aide financière accordée aux particuliers et aux entreprises afin qu’ils puissent répondre à leurs besoins et soutenir l’économie durant la pandémie de COVID-19.

Dans les deux groupes, la plupart des participants jugeaient que le gouvernement du Canada était généralement sur la bonne voie pour ce qui est de traiter des enjeux économiques. Cette conviction était étayée par des opinions généralement positives à propos des efforts du gouvernement fédéral pour aider financièrement les Canadiens tout au long de la pandémie et de l’augmentation des versements de l’Allocation canadienne pour enfants (ACE), entrée en vigueur au cours de l’été. Aux yeux de bon nombre, le gouvernement du Canada faisait de son mieux pour soutenir la population canadienne dans une période difficile, mais ils convenaient qu’il y avait aussi matière à amélioration. En revanche, d’autres jugeaient que des mesures destinées notamment à combattre l’inflation et à régler la crise du logement avaient trop tardé. Plusieurs participants ne savaient pas trop quoi penser de la performance du gouvernement du Canada en matière d’économie ou préféraient ne pas se prononcer sur la question, estimant qu’il était trop tôt pour savoir si les mesures prises allaient avoir des retombées positives.

Interrogés sur le travail que le gouvernement du Canada avait fait, le cas échéant, pour contribuer aux efforts en matière d'environnement et de changement climatique, les participants ont mentionné diverses activités en guise de réponse :

- Le financement octroyé aux Canadiens pour rendre leurs maisons plus écoénergétiques dans le cadre de la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes (bien que celle-ci n'ait pas été citée nommément);
- La mise en œuvre d'un prix fédéral sur le carbone;
- Les initiatives en matière d'énergie durable ciblant les collectivités nordiques et autochtones;
- L'élimination des plastiques à usage unique;
- La fixation d'une cible selon laquelle la totalité des véhicules vendus seront des véhicules à zéro émission (VZE) d'ici 2035, y compris des incitatifs pour les personnes qui comptent acheter un véhicule électrique;
- L'engagement à atteindre la carboneutralité ou zéro émissions nettes d'ici 2050;
- Diverses initiatives multilatérales, menées en collaboration avec d'autres pays, afin d'assurer un avenir plus vert.

Les participants des deux groupes convenaient que la croissance économique et la lutte contre les changements climatiques étaient des objectifs mutuellement compatibles. Beaucoup pensaient par ailleurs que les initiatives environnementales permettraient de combattre l'inflation et de réduire les coûts pour les Canadiens, tout en créant de nouveaux emplois assortis de salaires équitables, grâce à une production accrue de véhicules électriques (VE) et au développement de l'infrastructure connexe (p. ex. les bornes de recharge) au Canada. Certains s'attendaient à ce qu'en s'engageant dans cette voie, des industries innovantes voient le jour et que l'économie deviendrait plus juste et plus progressive.

Pour plusieurs, il était primordial de lutter contre changements climatiques, vu les coûts économiques associés à l'augmentation du nombre d'inondations, de feux de forêt et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes attribuables au réchauffement planétaire. Des participants avaient l'impression que si l'on ne s'attaquait pas dès maintenant à ces enjeux, ils deviendraient plus coûteux à régler dans l'avenir. Parallèlement, d'autres pensaient que les véritables avantages économiques découlant des initiatives environnementales ne se feraient peut-être pas sentir à court terme. Ils croyaient que les retombées positives seraient plus palpables à long terme.

Dans le contexte de cette discussion, des questions ont été soulevées à propos des paiements de l'incitatif à agir pour le climat (PIAC) qui font partie du plan de lutte contre les changements climatiques du gouvernement du Canada. Quelques participants se demandaient pourquoi les Canadiens recevaient ces versements au juste. Plutôt que d'envisager cette initiative comme un moyen de compenser le coût des frais de carburant des particuliers et des familles tout en les encourageant à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES), beaucoup trouvaient contre-productif de verser ces sommes aux Canadiens. Qui plus est, certains ont insisté sur l'importance du rôle des sociétés par rapport à celui des particuliers pour lutter contre les changements climatiques, car les entreprises et les fabricants d'envergure sont sans contredit de plus gros émetteurs que les citoyens canadiens. De l'avis

de tous, il allait falloir opérer des changements importants à l'échelle des systèmes et des institutions pour réaliser des progrès concrets sur ce plan.

Nous avons ensuite mis les participants au fait de plusieurs initiatives du gouvernement du Canada, à savoir :

- *Réduire la pollution par le carbone dans le secteur pétrolier et gazier*
- *Investir dans l'électricité propre*
- *Aider les industries à développer et à adopter des technologies propres qui leur serviront à atteindre la carboneutralité*

La plupart voyaient un lien plus direct entre l'économie et les deux dernières initiatives qu'avec la première. Concernant les investissements dans l'électricité propre, plusieurs croyaient que le potentiel de croissance y était considérable, compte tenu du fait que le secteur de l'électricité et le réseau électrique seraient appelés à jouer un rôle plus grand pour ce qui est d'alimenter l'activité et la croissance économiques. Quelques participants avaient l'impression qu'il existait depuis longtemps une trop grande dépendance au secteur pétrolier et gazier au Canada et qu'une transition vers une économie reposant sur les technologies propres constituait une avancée positive.

La majorité des participants du groupe composé de résidents des Prairies avaient entendu parler des ententes conclues avec divers territoires et provinces pour réduire les frais de garde d'enfants à 10 \$ par jour en moyenne. Les participants disaient aussi connaître le plan du gouvernement fédéral visant à créer 250 000 places de plus en garderie au Canada d'ici 2025-2026. De plus, certains avaient eu vent de l'augmentation de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), qui aiderait les parents à leur avis, surtout ceux ayant des enfants qui allaient présentement à la garderie.

Invités à dire s'ils avaient l'impression que les actions de ce genre faisaient partie d'une stratégie plus vaste visant à traiter des enjeux économiques et à aider à bâtir une économie juste, inclusive ou progressive, les participants ont en général répondu par l'affirmative. Ils jugeaient que la situation serait plus équitable pour les familles comptant de jeunes enfants grâce à ces mesures. En outre, celles-ci leur semblaient inclusives, notamment parce qu'elles étaient destinées aux parents, lesquels avaient d'après eux des dépenses plus élevées que les ménages sans enfant. Les participants pensaient que l'initiative du gouvernement fédéral visant à offrir des services de garde d'enfants plus abordables aux Canadiens aiderait particulièrement, en créant des possibilités pour les familles de la classe moyenne tout en permettant aux gens de retourner travailler et de maintenir un taux élevé de participation au marché du travail à long terme. D'autres ont ajouté qu'elle aurait des répercussions plus vastes pour quiconque a des enfants, peu importe le revenu du ménage, puisqu'elle offrirait aux mères et pères au travail la possibilité de conserver leur emploi tout en élevant une famille.

Priorités économiques (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies, francophones de l'Ontario, jeunes adultes francophones de l'est et du centre du Canada)

Trois groupes se sont penchés sur le type d'économie auquel le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité selon eux. Nous avons montré aux participants de deux de ces groupes, à savoir

ceux composés de francophones de l'Ontario et de résidents des Prairies, six expressions décrivant le type d'économie que le gouvernement du Canada devrait viser à bâtir, puis leur avons demandé ce qu'ils en pensaient. Voici les formulations évaluées :

- *Une économie juste;*
- *Une économie verte;*
- *Une économie progressive;*
- *Une économie qui travaille pour tous les Canadiens;*
- *Une économie inclusive;*
- *Une économie innovatrice.*

L'interprétation de chacune des formulations et les préférences générales des participants sont détaillées ci-dessous :

Une économie juste

La plupart des participants pensaient qu'une économie juste était équitable et visait à assurer une répartition plus équilibrée et raisonnable de la richesse dans la société. Il s'agissait d'après eux d'une économie qui permettrait de réduire la discrimination envers les groupes marginalisés et de leur offrir plus de possibilités, en leur donnant des moyens d'y participer plus pleinement et de retirer des avantages à la hauteur de leurs efforts. À leur avis, une économie juste assurait un salaire vital aux travailleurs et faisait en sorte que tous les Canadiens aient accès aux produits de première nécessité, peu importe leur revenu, leur formation ou leurs études. Essentiellement, ils pensaient qu'une économie juste mettrait davantage les travailleurs sur un pied d'égalité avec les détenteurs de capitaux quant à l'accès aux biens et services.

Une économie verte

Questionnés sur le sens de cette expression, les participants imaginaient une société façonnée autour d'une économie durable sur le plan de l'environnement reposant sur un cadre de politiques qui font la promotion « d'activités et d'initiales écologiques ». Ils étaient nombreux à penser qu'en vertu de cette approche, les décisions s'appuyaient surtout sur des évaluations des risques liés à l'environnement. Les participants supposaient qu'une économie verte qui plaçait l'environnement au cœur de ses priorités serait axée sur l'établissement de communautés mettant l'accent sur le potentiel piétonnier, d'autres incitatifs visant à encourager l'adoption des véhicules à zéro émission (VZE), l'intégration de sources d'énergies renouvelables et l'application répandue de pratiques durables. Selon eux, il s'agirait d'une approche responsable sur le plan financier, qui ne serait pas financée à même le déficit.

Une économie progressive

Les participants décrivaient ce type d'économie comme une approche qui serait proactive, agile, innovante et ouverte aux changements. À leur avis, elle serait tout le contraire d'une économie stagnante. Pour réussir à avoir une économie progressive, il faudrait d'après eux que les particuliers et les entreprises soient plus enclins à prendre des risques. Plusieurs pensaient par ailleurs qu'une approche progressive irait de pair avec un contexte commercial plus favorable aux petites entreprises.

Certains ont ajouté qu'une économie progressive créerait un plus grand nombre de possibilités pour tout le monde et, qu'à l'instar d'une économie juste, elle assurerait un niveau de vie de base à l'ensemble des Canadiens. À leurs yeux, une économie progressive accordait la priorité aux progrès socioéconomiques, plus particulièrement à l'accès aux études postsecondaires et à la formation. Divers participants entrevoyaient des recoupements entre une économie progressive et une économie verte dans la mesure où elle ferait aussi la promotion des progrès réalisés à l'égard des questions et défis environnementaux. À cet effet, ils s'attendaient à la mise en place d'incitatifs pour encourager l'adoption à grande échelle des véhicules électriques, des panneaux solaires et d'autres technologies écologiques.

Une économie qui travaille pour tous les Canadiens

Les participants considéraient une économie qui travaille pour tous les Canadiens surtout comme une approche qui indiquerait aux gens la voie à suivre pour gagner bien leur vie. Cela dit, ce type d'économie devrait aussi s'attaquer aux enjeux sociaux et environnementaux (p. ex., l'itinérance et les changements climatiques) dans le but de bâtir des communautés plus fortes et équitables. Les participants voyaient des recoupements avec la notion d'économie juste, notamment pour ce qui est de lutter contre les inégalités et d'assurer une égalité des chances et un accès aux soins de santé et à l'éducation à tous les segments de la société, peu importe la période de la vie, y compris les jeunes, les gens d'âge moyen et les aînés canadiens.

Pour créer une économie qui travaille pour tous les Canadiens, il faudrait d'après les participants se concentrer davantage sur les éléments suivants :

- Être sensible aux besoins des Canadiens en tenant compte de leur âge et de leur origine culturelle;
- Réduire les obstacles à l'investissement, attirer de nouvelles entreprises, promouvoir la croissance des entreprises existantes et créer des possibilités d'emploi pour les travailleurs;
- Éliminer les soutiens financiers fédéraux offerts aux particuliers et aux entreprises, certains estimant qu'ils ne seraient plus nécessaires dans ce contexte. Quelques-uns pensaient que ce type d'économie permettrait au bout du compte de diminuer les dépenses fédérales.

Une économie inclusive

Une économie inclusive était vue essentiellement comme une approche qui soutient, valorise et crée des possibilités pour tous les Canadiennes et les Canadiens, peu importe l'origine, l'ethnicité, l'appartenance religieuse ou le statut socioéconomique. Les participants considéraient que ce type d'économie promouvait et mettait en valeur la diversité. Quelques-uns pensaient qu'une économie inclusive viserait surtout à répondre aux besoins des groupes marginalisés et des nouveaux arrivants au Canada, en veillant à ce qu'ils aient accès aux services nécessaires et à des possibilités, de manière à participer pleinement à la société.

Une économie innovatrice

Les participants s'attendaient à ce qu'une économie innovatrice s'articule autour de la créativité et de la proactivité. Plusieurs participants qualifiaient ce type d'économie comme une approche qui « sort

des sentiers battus », dans l'optique d'améliorer les processus et les pratiques en place, de faire naître et mûrir de nouvelles idées et de trouver de meilleures façons d'utiliser les ressources intérieures du Canada. Il leur semblait qu'une économie de la sorte nécessiterait des investissements supplémentaires de la part du gouvernement fédéral en matière d'innovation et de soutien destiné aux entrepreneurs canadiens, notamment dans le secteur des technologies. De plus, les participants croyaient que pour avancer dans cette direction, il faudrait adopter des réformes en éducation pour mieux arrimer la formation et l'acquisition de compétences aux besoins d'une économie innovatrice. Certains pensaient qu'elle impliquait également une réduction de la dépendance aux importations, notamment en provenance de la Chine et de la Russie.

Après avoir examiné les six types d'économie, la plupart des participants estimaient que le Canada devait veiller à mettre en place une économie qui, en plus de travailler pour tous les Canadiens, était progressive. Ces idées ont interpellé les participants pour plusieurs raisons. Une économie qui travaille pour tous les Canadiens leur semblait plus englobante, compte tenu du fait qu'elle intégrait de nombreux éléments des autres approches étudiées, y compris l'inclusivité, la progressivité, le développement durable, la justice et l'égalité. D'après eux, tous les Canadiens s'imagineraient retirer des avantages dans ce type d'économie, celle-ci offrant par nature une certaine marge de manœuvre aux citoyens qui n'ont pas tous les mêmes niveaux de formation, buts et aspirations. Évoquant des raisons similaires, les participants étaient tout autant en faveur d'une économie progressive, puisqu'elle comprenait maints aspects positifs des autres approches économiques abordées. Quelques-uns avaient l'impression que le Canada était déjà considéré comme une société axée sur le progrès et que le pays était bien placé pour poursuivre son développement en ce sens, compte tenu de sa réalité multiculturelle et du fait qu'il était assez jeune.

Par ailleurs, les participants ont manifesté un intérêt envers une économie innovatrice, plusieurs estimant que l'innovation n'occupait pas nécessairement une place importante dans les approches économiques mentionnées précédemment qu'ils ont dit préférer pour le Canada. Pour plusieurs participants, l'innovation englobait aussi la notion de pratiques plus écologiques et il fallait insister sur cet élément.

Pour poursuivre la discussion sur l'économie, les participants de ces deux groupes ont donné leur avis sur plusieurs paires d'expressions. Voici les deux premières expressions qui leur ont été présentées :

- *Soutenir la classe moyenne;*
- *Soutenir les travailleuses et les travailleurs.*

Si beaucoup de participants considéraient que ces formulations étaient semblables ou interchangeables, jugeant que la plupart des travailleurs font généralement partie de la classe moyenne, d'autres voyaient les choses différemment. Ces derniers croyaient que « les travailleuses et les travailleurs » renvoyaient à un concept plus général et inclusif, peu importe le niveau de revenu, alors que l'expression « classe moyenne » leur semblait plus vague et un peu moins concrète. Concernant les mesures destinées à soutenir les travailleurs, les participants recommandaient au gouvernement du Canada de veiller à ce que tous les travailleurs reçoivent un salaire vital équitable et que les milieux de travail fassent la promotion et assurent le maintien de normes de santé et de sécurité. Selon eux, le gouvernement fédéral pourrait aussi démontrer son appui aux travailleurs en

réduisant les impôts et en accélérant le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers pour les personnes qui émigrent au Canada afin qu'elles puissent intégrer plus rapidement le marché du travail. Quant aux mesures qu'il pourrait prendre pour mieux soutenir la classe moyenne, les participants lui suggéraient d'adopter une approche comparable, axée sur la réduction des impôts. De plus, selon de nombreux participants, le gouvernement fédéral pouvait redoubler d'efforts pour aider les Canadiens de la classe moyenne à faire face à l'inflation et à la hausse du coût des biens et services essentiels. Les services de garde d'enfants ont également été cités parmi les priorités essentielles, certains ayant avancé que les subventions accordées aux parents réduiraient ce qu'il en coûte aux familles de la classe moyenne pour élever des enfants. De rares participants estimaient que le gouvernement fédéral devrait offrir à tous les Canadiens la chance de poursuivre des études supérieures, notamment dans le secteur de la santé, afin d'y pourvoir les postes essentiels qui sont vacants.

La deuxième paire d'expressions qui a été montrée aux participants est celle-ci :

- *Population active;*
- *Main-d'œuvre.*

En général, les participants avaient l'impression que le terme « main-d'œuvre » s'appliquait à toutes les personnes qui travaillaient actuellement alors que « population active » désignait davantage un sous-groupe de personnes dont le travail peut être considéré comme physique ou manuel. Certains pensaient que « main-d'œuvre » s'entendait des personnes occupant des postes de niveau supérieur, alors que « population active » désignait avant tout celles qui exercent un emploi de premier échelon. Pour d'autres, « main-d'œuvre » se rapportait uniquement à un groupe de personnes ayant présentement un emploi, tandis que « population active » englobait tout le monde qui travaillait ou était à la recherche d'un emploi en ce moment.

Dans le groupe composé de jeunes adultes francophones de l'est et du centre du Canada, nous avons montré aux participants une série d'expressions différentes de celles présentées aux autres groupes. Les voici :

- *Une économie qui rapporte pour tous les Canadiens;*
- *Une économie centrée sur le bien-être des Canadiens;*
- *Une économie qui se met au travail pour tous les Canadiens;*
- *Une économie qui livre la marchandise pour tous les Canadiens;*
- *Une économie qui fait le job pour tous les Canadiens;*
- *Une économie qui donne des résultats pour tous les Canadiens;*
- *Une économie qui comprend tous les Canadiens.*

Par la suite, nous les avons invités à donner leur avis sur ces formulations et à dire s'ils trouvaient qu'elles signifiaient toutes la même chose ou différaient l'une de l'autre. Si les participants croyaient que tous ces énoncés évoquaient l'objectif général d'aider les Canadiens et d'améliorer leur bien-être financier, ils étaient nombreux à percevoir des subtilités qui modifiaient légèrement le sens ou l'intention de chacun. Plusieurs des formulations leur semblaient plus générales, notamment : *une économie qui rapporte pour tous les Canadiens*, *une économie qui fait le job pour tous les Canadiens* et

une économie qui donne des résultats pour tous les Canadiens. En revanche, l'emploi du verbe « livre » dans l'un des énoncés était considéré comme plus pragmatique, même si des participants en faisaient une interprétation très littérale et l'associaient principalement à une économie fondée sur les livraisons commerciales. Les participants pensaient que le verbe « comprend » utilisé dans une autre formulation interpellait plus directement la population diversifiée de Canadiens et reconnaissait les situations et circonstances variées propres aux résidents des différentes régions du pays. Ils aimaient bien l'accent mis sur les « résultats » dans l'énoncé décrivant *une économie qui donne des résultats pour tous les Canadiens.* De plus, certains participants ont bien accueilli l'idée *d'une économie centrée sur le bien-être des Canadiens,* car elle visait à assurer la prospérité financière des Canadiens tout en prenant soin de leur bien-être physique et mental.

Les participants se sont montrés plus critiques envers le concept *d'économie qui fait le job pour tous les Canadiens.* L'élément « fait le job » leur déplaisait, car il leur semblait assez générique et donnait l'impression que ce sont les autres qui se chargeaient du travail, plutôt que les Canadiens.

Lorsque nous leur avons demandé de choisir la formulation qu'ils préféraient, dans l'ensemble, les participants penchaient plutôt pour *une économie centrée sur le bien-être des Canadiens* et *une économie qui donne des résultats pour tous les Canadiens.* Dans la même veine que les commentaires antérieurs, les participants ont accordé la préférence au premier énoncé parce qu'il mettait l'accent sur le bien-être des Canadiens. Ils ont établi une comparaison avec *une économie qui rapporte pour tous les Canadiens,* qu'ils associaient surtout à des avantages monétaires. Le terme « bien-être » véhiculait la volonté de privilégier à la fois la santé des Canadiens et celle de l'économie. La dernière expression, soit *une économie qui donne des résultats pour tous les Canadiens,* a eu la cote auprès de quelques participants, qui la trouvaient plus complète, malgré son caractère assez général. Ces derniers ont été interpellés par la priorité accordée aux résultats, qui regroupait à leur avis l'idée d'une économie axée sur le bien-être des Canadiens. Les participants ont été moins nombreux à choisir la formulation *une économie qui comprend tous les Canadiens,* même si elle plaisait à ceux qui estimaient que l'approche de développement économique du gouvernement fédéral devait tenir compte des besoins et intérêts diversifiés des Canadiens.

À la fin de cette discussion, nous avons demandé aux participants d'évaluer deux autres énoncés :

- *On continue notre travail pour que tous les Canadiens tirent profit de l'économie;*
- *On continue notre travail pour que tous les Canadiens soient au centre de l'économie.*

Après les avoir passés en revue, la plupart avaient le sentiment d'avoir compris le message que le gouvernement du Canada tentait de communiquer. Les participants ont particulièrement bien réagi au message implicite voulant que le travail soit en cours ou se poursuive et que les Canadiens soient au cœur des mesures et des objectifs du gouvernement fédéral. Quelques-uns jugeaient le second énoncé plus intéressant, car il semblait évoquer une approche davantage axée sur la collaboration, au sein de laquelle les Canadiens joueraient un double rôle : ils y contribueraient et en bénéficieraient. Le premier énoncé leur apparaissait au contraire axé sur une seule idée, la rentabilité pour les Canadiens. Parallèlement, plusieurs participants trouvaient la première expression plus directe et un peu plus facile à interpréter que la seconde. À la question visant à savoir s'il était approprié pour le gouvernement du Canada de communiquer ce genre de message, la plupart estimaient que ce type d'affirmation aidait à

rassurer les Canadiens sur le fait que le pays était sur la bonne voie et que les citoyens et le gouvernement fédéral travaillaient ensemble à alimenter la croissance économique. Il était important selon divers participants que le gouvernement du Canada fasse preuve de transparence à propos des mesures et initiatives qu'il prendrait en matière d'économie et fasse participer les Canadiens au débat public sur le développement économique.

Secteur pétrolier et gazier (jeunes adultes de l'Ouest canadien, voyageurs du comté de Frontenac en Ontario, résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie)

Trois groupes ont pris part à des discussions portant sur le secteur pétrolier et gazier canadien ainsi que sur les récents efforts du gouvernement fédéral visant à plafonner les émissions de gaz à effet de serre (GES) produites par les sociétés pétrolières et gazières. Invités à dire s'ils avaient entendu parler du plan du gouvernement du Canada visant à plafonner les émissions dans ce secteur, plusieurs ont répondu par l'affirmative. Sans pouvoir donner beaucoup de précisions, quelques-uns se rappelaient avoir pris connaissance d'initiatives à ce sujet dans les médias, dont l'engagement du gouvernement du Canada à atteindre la carboneutralité d'ici 2050 et à faire en sorte que tous les nouveaux véhicules vendus au Canada soient des véhicules à zéro émission (VZE) d'ici 2035 ainsi que l'appui qu'il continue de témoigner aux conventions internationales sur les changements climatiques, dont l'Accord de Paris. Pour faciliter la conversation, nous avons fourni les éclaircissements suivants aux participants :

Le gouvernement du Canada s'est engagé à réduire la pollution générée au Canada qui cause le changement climatique. Pour aider à atteindre cet objectif, le secteur pétrolier et gazier sera tenu de plafonner et de réduire la pollution qu'il crée.

Cela signifie qu'au cours des prochaines années, les entreprises pétrolières et gazières devront réduire la quantité d'émissions générées par leurs activités industrielles. Le plafond s'appliquera à la pollution créée par leurs activités industrielles, et non pas à la quantité de pétrole et de gaz qu'elles vendent. En d'autres termes, les entreprises pourront continuer de produire les quantités de pétrole et de gaz qu'elles souhaitent, à condition de le faire de manière de plus en plus propre.

Des consultations sont en cours sur la meilleure façon de concevoir un système national pour atteindre cet objectif.

Même si tous les participants pensaient que le gouvernement du Canada devrait se concentrer sur la réduction des émissions produites par le secteur pétrolier et gazier, certains se demandaient si ces objectifs étaient réalistes ou atteignables. Plusieurs étaient d'avis que toute mesure prise pour réduire les émissions se voulait un pas dans la bonne direction et trouvaient fort avisé de la part du gouvernement fédéral de cibler les activités industrielles (notamment dans le secteur pétrolier et

gazier), qu'ils considéraient comme les principales responsables des émissions au Canada. Ces mesures n'iraient probablement pas assez loin d'après un nombre considérable de participants, qui revendiquaient plus d'actions pour éliminer complètement l'utilisation du pétrole et du gaz. Si le plan leur semblait en apparence prometteur, certains souhaitaient obtenir des précisions sur les objectifs spécifiques et mesurables que le gouvernement du Canada espérait atteindre dans le cadre de ses efforts pour plafonner les émissions de ce secteur. Quant à ceux qui accueillaient avec plus de scepticisme ces initiatives, ils se demandaient si ce plan serait réalisable, car ils avaient l'impression que l'ensemble des Canadiens continuaient de dépendre du pétrole et du gaz. Les participants s'entendaient pour dire que d'ici à ce qu'une source d'énergie de remplacement efficace soit répandue, les émissions du secteur pétrolier et gazier demeureront un enjeu dans un avenir rapproché. Préoccupés par la hausse des coûts de l'énergie à l'échelle mondiale, quelques participants ne souhaitaient pas que la quantité de pétrole et de gaz produite au Canada diminue. Ils croyaient que le gouvernement fédéral pouvait réduire les émissions en accroissant la capacité de raffinage du pétrole et du gaz au pays, ce qui permettrait de diminuer les frais de transport et les émissions découlant de l'expédition de ces ressources dans d'autres marchés aux fins de raffinage. Pour ce qui est de tracer la voie à suivre, quelques-uns suggéraient d'en faire plus pour engager le dialogue avec les Autochtones et collaborer avec eux, notamment pour trouver des moyens d'utiliser les ressources pétrolières et gazières du Canada de manière responsable et écologiquement durable.

Si presque tous les participants croyaient que le gouvernement du Canada allait devoir intervenir dans ce dossier pour que des mesures concrètes soient prises, quelques-uns proposaient d'encourager les sociétés pétrolières et gazières à changer leur comportement au lieu de mettre des limites et des règlements en œuvre. Des participants estimaient que la réalisation de progrès sur ce plan passerait par un virage sociétal vers l'utilisation de sources d'énergie plus durables. Selon d'autres, tant et aussi longtemps qu'il y aurait une demande de pétrole et de gaz de la part des Canadiens, les entreprises de ce secteur continueraient de maximiser leur production. Quelques participants du groupe de résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies se préoccupaient de l'impact qu'aurait une trop grande intervention du gouvernement fédéral sur la production de pétrole et de gaz et lui recommandaient de travailler étroitement avec les sociétés du secteur à l'établissement des limites ou plafonds qui seraient mis en place.

Plusieurs jugeaient qu'un plafonnement des émissions du secteur pétrolier et gazier canadien pouvait avoir un impact modéré dans la lutte contre les changements climatiques, mais la plupart croyaient que cette mesure ne suffirait pas à elle seule et que des efforts concertés à l'échelle mondiale seraient nécessaires. Un certain nombre de participants y voyaient une utilité jugeant que toute mesure visant à atténuer les effets des changements climatiques valait la peine d'être mise en œuvre. Compte tenu de ses abondantes ressources naturelles et de l'importance de les protéger pour les générations futures, aux dires de quelques-uns, il était primordial que le Canada se concentre sur cet enjeu. Beaucoup s'attendaient à ce que le prix de l'essence augmente advenant un tel plafonnement, mais ne s'entendaient pas sur l'ampleur de cette hausse, à savoir si elle serait minime ou considérable. Questionnés à propos du conflit en Ukraine, les participants étaient majoritaires à croire que la production canadienne de pétrole et de gaz avait été plutôt épargnée par ce qui se passe là-bas. De rares participants estimaient toutefois que le gouvernement du Canada devrait rester ouvert à l'idée d'augmenter la production de pétrole et de gaz si le conflit dégénérait et être prêt à fournir de l'aide

aux alliés européens qui risquaient d'être aux prises avec des pénuries d'énergie en hiver. D'autres ont réitéré la nécessité pour le gouvernement fédéral de faire de l'indépendance énergétique une priorité, à la lumière des inquiétudes que suscite la perception d'instabilité géopolitique en ce moment.

Armes à feu (jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie, propriétaires d'armes à feu du Canada atlantique)

Trois groupes se sont engagés dans des conversations sur les armes à feu. Les participants ont ainsi exprimé leurs points de vue des participants sur ce sujet et les récentes mesures introduites par le gouvernement du Canada pour contribuer à réduire les crimes à main armée au Canada.

Perspectives sur les armes à feu (propriétaires d'armes à feu du Canada atlantique)

Les participants de ce groupe, composé de personnes s'identifiant comme des propriétaires d'armes à feu, ont fait part de leurs impressions liées aux armes à feu, ainsi que leurs points de vue sur le niveau actuel des crimes à main armée au Canada. À la question de savoir s'il était difficile d'acheter une arme à feu au pays, la plupart n'étaient pas de cet avis, considérant le processus comme relativement simple et raisonnable. Les participants ont toutefois reconnu que la démarche pour la certification et la vérification des antécédents, nécessaire à l'obtention du permis de possession et d'acquisition (PPA) en vue de l'achat d'armes à feu ou de munitions, pouvait souvent prendre quelques mois. Plusieurs ont indiqué que cet aspect était un élément positif des lois canadiennes sur les armes à feu, et beaucoup croyaient que l'absence de règlements similaires dans des pays comme les États-Unis était un facteur clé expliquant pourquoi l'incidence des crimes à main armée y est considérablement plus élevée qu'au Canada. À la question de savoir si, au Canada, il était plus difficile d'acheter une arme de poing que d'autres types d'armes à feu comme les fusils de chasse, la plupart avaient l'impression que c'était le cas. Plusieurs d'entre eux ont toutefois précisé qu'étant donné leur faible intérêt pour les armes de poing, leur connaissance des règlements concernant ce type d'arme à feu était relativement limitée.

En discutant du niveau des crimes par arme à feu au Canada, presque tous les participants étaient d'avis que ceux-ci avaient augmenté ces derniers temps. Beaucoup croyaient que les crimes à main armée étaient devenus un problème particulier dans des centres urbains comme Halifax et St. John's, et un certain nombre de participants ont affirmé qu'ils entendaient parler de ces types de crimes presque tous les jours. En ce qui concerne les causes possibles de l'augmentation perçue des crimes commis avec des armes à feu, de nombreuses personnes ont indiqué que les problèmes de santé mentale constituaient un facteur important, soulignant que parmi les Canadiens qui en sont atteints, plusieurs ne peuvent recevoir les soins dont ils ont besoin, ce qui les amène à se tourner vers des activités criminelles. Les participants ont également mentionné l'augmentation de la pauvreté et les

problèmes liés aux drogues et à la toxicomanie comme étant des facteurs clés, estimant que beaucoup commettent des crimes à main armée par désespoir plutôt que par malveillance. Par ailleurs, quelques participants ont souligné que les forces de l'ordre dans de nombreuses régions du pays ne disposaient pas des ressources nécessaires pour s'attaquer correctement aux crimes commis avec des armes à feu, ce qui ne faisait qu'exacerber le problème. Les participants ont ajouté que les récidivistes n'étaient pas punis assez sévèrement à l'heure actuelle.

Aucun participant ne pensait que les lois canadiennes actuelles sur les armes à feu étaient trop strictes, la plupart estimant qu'elles s'avéraient adéquates à l'heure actuelle. Plusieurs ont fait remarquer qu'il était logique d'avoir un processus rigoureux de certification et de délivrance de permis pour les utilisateurs éventuels d'armes à feu et affirmé que ces règlements leur conféraient un sentiment général de sécurité à l'égard de telles armes au Canada. Dans le même ordre d'idées, quelques-uns étaient d'avis que de plus grands efforts devaient être déployés pour assurer la grande qualité du cours menant à la certification et que les instructeurs fournissaient des directives à jour sur l'endroit et la façon d'utiliser les armes à feu en toute sécurité. Un petit nombre était d'avis que les lois sur les armes à feu au Canada n'allaient pas assez loin et qu'il fallait en faire davantage pour s'assurer qu'aucun individu ne puisse posséder d'arme de type « arme d'assaut » ou d'arme automatique, quel qu'en soit le type.

Tout en estimant que les lois canadiennes en la matière étaient raisonnables dans l'ensemble, quelques participants ont souligné le fait que ceux qui utilisent des armes à feu à des fins sportives (comme le tir à la cible) ou souhaitent se procurer des pistolets ou des revolvers anciens en tant que collectionneurs devraient avoir la liberté de le faire. Certains participants ont affirmé que des mesures comme le récent gel fédéral de l'achat et de la vente des armes de poing étaient trop punitives pour les utilisateurs d'armes à feu respectueux de la loi. Bien que généralement favorables au maintien d'une réglementation stricte sur les armes à feu, un certain nombre de participants ont estimé qu'il fallait réduire le nombre d'étapes que les Canadiens doivent franchir pour obtenir leur PPA, en particulier les jeunes Canadiens susceptibles d'être intéressés par l'apprentissage du maniement des armes à feu pour la chasse. Plusieurs pensaient également que de plus grands efforts devaient être déployés pour régler le problème de la contrebande d'armes à feu à la frontière canado-américaine. Certains ont estimé que la grande majorité des crimes à main armée étaient commis par des personnes ayant obtenu des armes illégalement, et non par des propriétaires d'armes à feu qui avaient suivi les procédures appropriées et utilisaient leurs armes de façon responsable.

Mesures concernant les armes à feu (jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie, propriétaires d'armes à feu du Canada atlantique)

Trois groupes ont discuté d'un éventail de mesures relatives aux armes à feu récemment mises en œuvre par le gouvernement du Canada. Dans l'ensemble, seul un petit nombre de personnes pouvaient se rappeler de mesures antérieures adoptées par le gouvernement fédéral en matière d'armes à feu. Parmi ces participants, certains ont indiqué connaître les initiatives visant à interdire la possession d'armes à feu de type « armes d'assaut », tandis que d'autres ont mentionné l'annonce

récente d'un gel national de l'achat et de la vente des armes de poing au Canada. Un petit nombre de personnes du groupe composé de propriétaires d'armes à feu ont déclaré que ces mesures avaient en grande partie été prises en réaction à des événements extérieurs (tels que les récentes fusillades de masse aux États-Unis) et que leur impact sur les propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi était disproportionné. Pour faciliter la conversation, les participants ont reçu les informations suivantes décrivant les récentes mesures adoptées par le gouvernement fédéral en matière d'armes à feu :

Le gouvernement du Canada a déposé un nouveau projet de loi sur le contrôle des armes à feu. Celui-ci comprend les mesures suivantes :

- *Mise en œuvre d'un gel national des armes de poing afin d'empêcher les gens d'apporter au Canada des armes de poing nouvellement acquises ou de les acheter, de les vendre et de les transférer dans le pays;*
- *Révocation des permis d'armes à feu des personnes impliquées dans des actes de violence domestique ou de harcèlement criminel;*
- *Lutte contre la contrebande et le trafic d'armes à feu au moyen de sanctions pénales plus sévères, d'outils supplémentaires permettant aux forces de l'ordre d'enquêter sur les crimes commis avec des armes à feu et de mesures de sécurité renforcées aux frontières;*
- *Lutte contre la violence conjugale, la violence fondée sur le sexe et l'automutilation au moyen d'une arme à feu grâce à une loi « drapeau rouge » qui permettrait aux tribunaux d'exiger que les personnes considérées comme un danger pour elles-mêmes ou pour autrui remettent leurs armes à feu aux forces de l'ordre, tout en assurant la sécurité de la personne qui présente une demande dans le cadre du processus « drapeau rouge », notamment en protégeant son identité; De plus, le gouvernement investira 6,6 millions de dollars pour mieux faire connaître cette nouvelle loi et aider les groupes vulnérables et marginalisés à en consulter les dispositions;*
- *Exiger la modification des chargeurs d'armes d'épaule pour qu'ils ne puissent jamais contenir plus de cinq cartouches; la vente des chargeurs de plus grande capacité serait interdite.*

Si la plupart des participants ont appuyé l'objectif global de réduire la prévalence des crimes à main armée et de diminuer le nombre total d'armes de poing en circulation, un certain nombre étaient sceptiques quant à l'efficacité du gel national de l'achat et de la vente de telles armes. Sur le plan régional, presque tous les membres du groupe composé de jeunes adultes de l'Ontario et du Canada atlantique étaient en faveur de cette initiative, tandis que ceux qui résidaient dans les centres plus restreints et ruraux des Prairies, de même que le groupe composé de propriétaires d'armes à feu du Canada atlantique avaient des opinions plus partagées. Les participants favorables à cette mesure, en plus grand nombre, pensaient généralement que les armes de poing n'avaient pas leur place dans la société canadienne et que la majorité des gens avaient peu de raisons d'en posséder une, à part ceux qui travaillent dans les forces de l'ordre ou dans un domaine connexe. Un nombre de participants moins important, mais tout de même significatif, a remis en question l'efficacité de cette initiative. En effet, la majeure partie des crimes à main armée sont commis par des personnes qui ont obtenu leurs armes illégalement. Par conséquent, cette mesure n'aurait que peu d'effet sur le problème. Parmi ces participants, plusieurs ont réitéré leurs préoccupations quant au fait que cette mesure était injustement restrictive à l'égard des propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi, en particulier ceux qui s'adonnent à des passe-temps comme le tir sportif ou la collection d'armes à feu anciennes.

Nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler de mesures provisoires récemment adoptées concernant les armes de poing. Pour clarifier les choses, les participants de ce groupe ont été informés que le gouvernement du Canada a instauré au mois d'août une interdiction temporaire d'importation d'armes de poing à autorisation restreinte. En vertu de cette interdiction, qui durerait jusqu'à l'entrée en vigueur du gel national des armes de poing, les particuliers et les entreprises ne pourraient pas importer d'armes de poing à usage restreint au Canada, à quelques exceptions près. Si quelques-uns s'attendaient à ce que cette mesure ait un impact négatif sur leur capacité à pratiquer le tir sportif ou à collectionner des armes à feu anciennes, la plupart des membres du groupe ont estimé qu'elle était raisonnable et qu'elle n'exercerait aucun impact sur eux personnellement.

Tous les participants pensaient que la lutte contre la contrebande et le trafic d'armes à feu était une priorité importante sur laquelle le gouvernement fédéral devait se concentrer et croyaient que cette mesure serait utile pour combattre les crimes par armes à feu. Plusieurs estimaient qu'à l'heure actuelle, les crimes à main armée au Canada impliquaient principalement des armes illégales et que la répression de la contrebande permettrait de réduire considérablement le nombre d'incidents de ce type. Tout en demeurant favorables à la mesure, un petit nombre de jeunes adultes de l'Ontario et du Canada atlantique ont demandé quels outils seraient spécifiquement fournis aux forces de l'ordre et exprimé le désir d'obtenir des précisions sur la façon dont ces ressources supplémentaires seraient déployées pour contribuer à endiguer le flux d'armes à feu illégales au Canada.

Tous les participants ont également réagi positivement aux initiatives visant à retirer les permis d'armes à feu aux personnes impliquées dans des actes de violence familiale ou de harcèlement criminel, ainsi qu'à la promulgation d'une loi « drapeau rouge » pour les personnes qui représentent un danger pour elles-mêmes ou celles qui risquent de commettre des actes de violence fondés sur le sexe ou contre un proche. Plusieurs ont été étonnés de constater que ces lois n'étaient pas déjà en place, affirmant que de telles mesures auraient dû être promulguées il y a des années. Bien que favorables à l'introduction d'une loi « drapeau rouge », quelques participants se sont inquiétés de la manière dont elle serait appliquée, se demandant s'il y aurait un processus officiel visant à évaluer le niveau de risque posé par les intéressés ou si cet aspect serait laissé à la discrétion subjective des personnes chargées de traiter la plainte. Les participants ont estimé que, sans une surveillance adéquate, ce programme pourrait être utilisé à mauvais escient par ceux qui cherchent à punir les propriétaires d'armes à feu responsables en déposant des plaintes exagérées ou fausses contre eux. Certains membres du groupe composé de propriétaires d'armes à feu ont également demandé si un processus permettant d'accorder une deuxième chance avait été prévu pour que les gens puissent récupérer leur PPA, après avoir obtenu des services de counseling et suivi un traitement approprié en matière de santé mentale, estimant que cela pourrait être justifié dans certains cas.

Certains participants ont reconnu ne pas avoir une connaissance suffisante des armes à feu pour pouvoir déterminer si le fait d'exiger que les chargeurs ne puissent contenir plus de cinq cartouches était une mesure efficace, mais la plupart ont estimé que celle-ci était un pas dans la bonne direction. Dans le même ordre d'idées, plusieurs ont demandé pourquoi une personne aurait besoin de plus de cinq cartouches, affirmant que c'était plus que suffisant, surtout pour des activités récréatives comme la chasse. Tout en reconnaissant qu'il s'agit d'une mesure raisonnable, un petit nombre de propriétaires d'armes à feu ont exprimé leur inquiétude quant à ce qui arriverait à ceux qui possèdent

déjà des armes pouvant contenir plus de cinq cartouches, craignant que ces personnes soient obligées de dépenser des sommes considérables pour modifier ces armes à feu ou contraintes de s'en débarrasser carrément.

Expériences de voyages (voyageurs du comté de Frontenac en Ontario)

Un groupe composé de participants reconnus comme étant de grands voyageurs a discuté d'un certain nombre de questions liées aux voyages et à la prestation de services fédéraux. La discussion a notamment porté sur les préoccupations liées au renouvellement des passeports, les longues périodes d'attente dans les aéroports et les retards signalés dans le traitement des demandes de services en matière d'immigration. De nombreux participants se souvenaient d'avoir été personnellement confrontés à des problèmes liés au transport aérien au cours des derniers mois, plusieurs d'entre eux faisant état de retards importants dans l'horaire des vols et de bagages retardés ou perdus. Ces problèmes ont été perçus comme touchant principalement les grands aéroports, comme l'aéroport international Pearson de Toronto. Plusieurs ont en effet indiqué que leurs expériences dans des aéroports plus petits, comme l'aéroport international d'Ottawa, avaient été relativement simples en comparaison. Un certain nombre de participants ont aussi évoqué les témoignages de membres de la famille et d'amis concernant les difficultés d'utilisation de l'application ArriveCAN, ainsi que les pénuries de personnel dans les aéroports, lesquelles auraient exacerbé les problèmes liés aux voyages.

Interrogés sur les mesures ou annonces récentes du gouvernement fédéral en matière de voyages et de services pour les Canadiens, certains ont indiqué avoir entendu dire que Service Canada allait améliorer ses capacités de traitement des demandes de passeport, notamment en embauchant de nouveaux employés et en renforçant la capacité administrative des bureaux régionaux, comme celui de Kingston, en Ontario. Quelques-uns avaient également l'impression qu'un délai d'exécution de 10 jours pour les demandes de passeport avait été garanti dans certains bureaux de Service Canada. Pour favoriser la discussion, les participants ont été informés que le gouvernement du Canada a récemment embauché plus de 700 nouveaux employés aux bureaux de Service Canada, réduit les temps d'attente dans les centres d'appels consacrés aux passeports et ajouté un plus grand nombre de points de service de récupération de passeport (y compris, dernièrement, au centre de Service Canada, à Kingston). Si la plupart d'entre eux considéraient qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, plusieurs ont affirmé que ces mesures avaient été trop réactives et que le gouvernement fédéral aurait dû prévoir ces problèmes et prendre des dispositions de manière proactive pour régler ces difficultés avant qu'elles ne deviennent trop importantes. Interrogés sur les mesures supplémentaires que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour régler cette question, les participants ont recommandé de prolonger les heures d'ouverture des bureaux afin d'accommoder les personnes ayant des horaires non conventionnels, de mettre davantage l'accent sur l'accélération du traitement des demandes envoyées par la poste et d'améliorer l'accessibilité physique des bureaux de Service Canada.

La plupart des répondants ont attribué les causes perçues des retards dans les services de passeports aux pénuries de personnel, lesquelles constituent un problème majeur à l'heure actuelle. De l'avis

général, le manque de travailleurs observé dans de nombreux secteurs et industries résultait principalement du nombre anormalement élevé de départs à la retraite, de changements de carrière et de déménagements personnels qui avaient eu lieu pendant la pandémie. Certains ont par ailleurs émis l'hypothèse que ces problèmes avaient été exacerbés par une forte augmentation de la demande, de nombreux Canadiens souhaitant voyager à l'étranger pour la première fois depuis plus de deux ans.

Dans le cadre d'un exercice, nous avons présenté aux participants un certain nombre de facteurs susceptibles de contribuer à ces retards et leur avons demandé d'identifier ceux qui, à leur avis, exerçaient le plus d'impact. Ceux-ci concernaient notamment :

- *Une augmentation du volume de demandes;*
- *Un recours aux demandes par la poste, dont le délai de traitement est plus long;*
- *Les restrictions de santé publique;*
- *Une forte proportion de demandes complexes (c.-à-d. des demandes qui comportent des changements qui ont pu se produire depuis la première demande [p. ex. des coordonnées périmées, des personnes à charge qui ont atteint l'âge de 18 ans, des documents manquants, etc.]).*

Les commentaires des participants ont surtout porté sur l'augmentation du nombre de demandes de passeport et le passage aux demandes par la poste comme étant les facteurs ayant eu le plus d'impact sur ces retards. Certains ont estimé qu'il était logique qu'un plus grand nombre de demandes envoyées par la poste prennent plus de temps à traiter étant donné la complexité supplémentaire à laquelle elles sont susceptibles de donner lieu. Alors que quelques participants se sont montrés sceptiques quant à l'existence d'un nombre disproportionné de demandes complexes à l'heure actuelle, plusieurs d'entre eux ont estimé que cela pouvait également jouer un rôle dans les retards constatés au sein du processus de renouvellement. Plus généralement, un certain nombre de participants ont exprimé le souhait que le processus de demande et de renouvellement de passeport soit simplifié, et quelques-uns ont formulé des recommandations précises encourageant Service Canada à passer aux demandes en ligne.

La plupart des participants n'étaient pas au courant des mesures que le gouvernement fédéral avait prises pour remédier aux temps d'attente et aux retards dans les aéroports canadiens. Un petit nombre d'entre eux, cependant, se souvenaient d'avoir entendu que des efforts avaient été déployés pour simplifier le dépistage aléatoire obligatoire de la COVID-19 chez les voyageurs entièrement vaccinés arrivant au Canada, notamment en n'exigeant plus que ceux-ci demeurent à l'aéroport ou en quarantaine en attendant les résultats de leur test. À la question spécifique de savoir s'ils avaient entendu parler du *Règlement sur la protection des passagers aériens*, peu ont répondu par l'affirmative. Parmi ceux qui ont fait état d'une certaine connaissance, on croyait que cette réglementation décrivait les responsabilités des compagnies aériennes en cas de retards ou d'annulations de vols, ainsi que les circonstances dans lesquelles les passagers touchés seraient admissibles à une indemnisation.

On a ensuite montré aux participants un certain nombre de mesures récemment prises par le gouvernement du Canada pour remédier aux retards dans les aéroports et aux longues périodes d'attente :

- *De nouveaux règlements (entrés en vigueur le 8 septembre 2022) font en sorte que les passagers se verront offrir l'option d'un remboursement pour les vols qui sont annulés, ou lorsqu'il y a un long retard pour des raisons indépendantes de la volonté d'un transporteur aérien. Cela comprend des phénomènes météorologiques majeurs ou une pandémie, et des situations où il n'est pas possible pour le transporteur aérien de s'assurer que le passager complète son itinéraire prévu dans un délai raisonnable;*
- *L'embauche de 740 agents de contrôle supplémentaires depuis le 1^{er} avril 2022 dans l'ensemble du Canada. Ces efforts visant à accroître les niveaux de dotation des agents de contrôle dans tous les aéroports devraient se poursuivre dans l'avenir;*
- *Une entrée facilitée et un traitement accéléré à l'aéroport international Pearson de Toronto, y compris l'établissement de 12 portes électroniques, de 4 portes électroniques NEXUS dédiées et de 30 nouvelles bornes d'inspection primaire (BIP);*
- *La possibilité, pour les voyageurs qui arrivent aux aéroports internationaux de Toronto, de Vancouver ou de Montréal-Trudeau de gagner plus de temps en utilisant la fonction optionnelle de Déclaration de l'ASFC faite à l'avance dans ArriveCAN pour soumettre leur déclaration de douane et d'immigration avant l'arrivée.*

Si tous les participants ont réagi favorablement à ces initiatives, ils ont estimé qu'il faudrait sans doute en faire davantage pour répondre efficacement aux problèmes auxquels les voyageurs sont actuellement confrontés. Plus précisément, de nombreuses personnes étaient d'avis qu'il faudrait embaucher du personnel supplémentaire dans les aéroports pour effectuer des tâches essentielles, comme le transport des bagages et l'assistance aux passagers dans les démarches préalables au vol. Les participants ont souligné que l'embauche d'un nombre suffisant d'employés pour remédier efficacement à ces retards représenterait probablement un processus important, lequel devrait faire l'objet d'un effort concerté de la part du gouvernement du Canada et de chacune des compagnies aériennes. Quelques participants ont déclaré qu'il était sage que le gouvernement fédéral se concentre principalement sur les grands aéroports, comme ceux de Toronto, de Vancouver et de Montréal, estimant que ces régions reçoivent un plus grand nombre de voyageurs que les autres aéroports canadiens.

Seul un petit nombre de participants étaient au courant de toutes les mesures récentes prises par le gouvernement du Canada pour régler l'arriéré des demandes de services d'immigration. Parmi ceux qui avaient entendu quelque chose, on croyait que du personnel supplémentaire avait été embauché pour travailler dans les bureaux d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) des quatre coins du Canada. De plus, on pensait que certains processus avaient été simplifiés, notamment en permettant aux personnes de demander leur visa et leur permis de travail simultanément plutôt que consécutivement. Les participants ont été informés que le gouvernement du Canada avait récemment annoncé qu'IRCC embaucherait jusqu'à 1 250 nouveaux employés d'ici la fin de l'automne, dans le but précis d'augmenter la capacité de traitement du ministère à l'égard de ces demandes. Tous les participants ont réagi positivement à cette annonce, un certain nombre croyant qu'il s'agissait d'un pas

dans la bonne direction qui serait grandement utile pour ceux qui sont actuellement soumis au processus d'immigration.

Agriculture (résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie)

Dans ce groupe composé de personnes résidant dans de petits centres ruraux des Prairies, les participants ont discuté de l'utilisation des engrais dans les fermes canadiennes, ainsi que des efforts récents du gouvernement du Canada pour réduire les émissions de gaz à effet de serre attribuables aux engrais. Invités à dire s'ils pensaient que l'utilisation d'engrais avait augmenté, diminué ou était demeurée la même au cours des quinze dernières années, la plupart étaient d'avis qu'elle avait probablement augmenté. Plusieurs ont mentionné la croissance constante de la population canadienne et le désir des agriculteurs d'accroître le rendement des cultures comme étant les principaux facteurs de cette hausse perçue. Parmi le petit nombre de personnes qui pensaient que l'utilisation des engrais avait diminué au cours des quinze dernières années, certains pensaient que les agriculteurs étaient désormais en mesure d'utiliser de nouvelles technologies et des pratiques innovantes qui permettaient de réduire la consommation d'engrais. À la question de savoir s'il y avait un lien entre l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) et un plus grand recours aux engrais, beaucoup ont répondu par l'affirmative. Quelques-uns ont exprimé des préoccupations concernant les répercussions du ruissellement des engrais dans les aquifères et les étangs, ainsi que leur contribution à la prolifération des algues dans les principaux lacs et cours d'eau de la région. Certains ont également décrit l'impact environnemental causé par l'exploitation minière des matériaux utilisés dans les engrais, comme la potasse, affirmant que ce processus contribue également à l'augmentation des émissions de GES. La plupart des participants étaient d'avis que les émissions de GES provenant de l'utilisation des engrais constituaient un problème croissant et représenteraient un défi environnemental majeur dans l'avenir si des mesures n'étaient pas prises pour y remédier. Plusieurs ont indiqué qu'une plus grande instabilité du climat attribuable aux émissions de GES entraînerait probablement des répercussions négatives sur la production alimentaire et rendrait plus difficile le fait de répondre aux besoins nutritionnels des Canadiens dans les années à venir. Un petit nombre d'entre eux étaient d'un avis différent, craignant qu'une réduction généralisée de l'utilisation des engrais n'entraîne une diminution de la production alimentaire et ne complique la tâche des petites exploitations agricoles qui doivent produire suffisamment de cultures pour rester financièrement viables.

Peu de participants étaient au courant du plan du gouvernement fédéral visant à réduire les émissions de GES produites par les engrais. Parmi ceux qui en avaient entendu parler, certains croyaient que le gouvernement du Canada avait récemment pris des mesures pour réglementer l'utilisation des engrais dans les fermes canadiennes, réduisant ainsi la quantité qu'elles peuvent utiliser. Quelques-uns avaient l'impression que le prix des engrais allait augmenter considérablement dans l'avenir, ce qui limiterait encore plus la capacité des agriculteurs à en acheter de grandes quantités. Ces participants ont

mentionné les plateformes de nouvelles en ligne et la radio comme étant les principales sources des nouvelles qu'ils avaient obtenues sur cette question. Pour faciliter la conversation, on a montré aux participants les informations suivantes concernant l'approche du gouvernement fédéral pour réduire ces émissions :

Le gouvernement du Canada élabore actuellement une approche qui vise à réduire les émissions en agriculture au Canada. Les mesures pour y parvenir seront axées sur la réduction des émissions attribuables à l'engrais azoté avec pour cible une réduction de 30 % d'ici 2030 (par rapport aux niveaux de 2020).

La cible de réduction des émissions du Canada ne constitue pas une réduction obligatoire de l'utilisation d'engrais, mais plutôt une réduction volontaire des émissions attribuables aux engrais. L'objectif est de maximiser l'efficacité, optimiser l'utilisation des engrais, favoriser l'innovation, et de collaborer avec le secteur agricole, les partenaires et les parties prenantes en vue de déceler les possibilités qui nous permettront d'atteindre cette cible tout en maintenant ou en augmentant les rendements.

À la question de savoir s'ils appuyaient les démarches du gouvernement du Canada visant à réduire les émissions provenant des engrais, tous ont répondu qu'il s'agissait d'une priorité importante sur laquelle il fallait se concentrer, estimant que de telles initiatives étaient essentielles pour promouvoir la durabilité à long terme. Plusieurs ont toutefois exprimé des inquiétudes. Certains ont réitéré leurs préoccupations quant à l'impact négatif que cette approche pourrait avoir sur les petites exploitations agricoles ou les fermes familiales, disant espérer que le gouvernement fédéral trouverait des moyens de soutenir ces agriculteurs dans leur transition vers une utilisation plus faible d'engrais pour leurs cultures. D'autres ont exprimé leur scepticisme et estimé qu'il était important que le gouvernement fédéral collabore avec le secteur agricole et les agriculteurs pour s'assurer qu'un plan approprié soit créé de manière à ne pas perturber ou entraver la productivité.

Si presque tous croyaient que le gouvernement fédéral avait un rôle à jouer dans la réduction des émissions de GES attribuables au secteur agricole, la plupart étaient d'avis qu'il faudrait un minimum de souplesse en ce qui concerne la réglementation afin de s'assurer que les petites exploitations agricoles ne soient pas désavantagées de façon indue. Informés qu'une réduction de l'utilisation des engrais serait volontaire et non obligatoire, certains ont néanmoins continué à exprimer la crainte que des exigences soient éventuellement imposées. Les participants ont estimé que dans ce cas, ces contraintes devraient être adaptées spécifiquement à chaque exploitation agricole, en tenant compte de sa situation particulière. Quelques-uns ont suggéré qu'en plus d'encourager la réduction de l'utilisation des engrais, le gouvernement du Canada pourrait également offrir aux agriculteurs des incitatifs pour ce faire, créant ainsi un élan financier qui les amènerait à adopter des pratiques plus durables à cet égard.

La plupart des participants s'attendaient à ce qu'une réduction de l'utilisation des engrais entraîne des effets positifs, mais étaient généralement d'avis qu'un effort mondial serait nécessaire pour faire face de façon satisfaisante à la menace que représentent les changements climatiques. À ce sujet, quelques participants se sont souvenus d'avoir entendu que des politiques similaires avaient suscité les protestations d'agriculteurs d'autres pays (comme les Pays-Bas) et ils doutaient que suffisamment de pays soient prêts à adopter des réductions d'engrais pour réduire concrètement les émissions de GES à

l'échelle mondiale. Les participants ont émis des avis partagés sur la possibilité d'atteindre l'objectif du gouvernement du Canada de réduire les émissions de 30 % d'ici 2030. Alors que certains estimaient que cet objectif, bien qu'ambitieux, serait réalisable grâce à un effort concerté dans l'ensemble du secteur agricole, un nombre à peu près similaire considérait ce délai comme trop court et ne croyait pas que ces changements pourraient être mis en œuvre sans avoir un impact significatif sur la production alimentaire à court terme.

Changements climatiques (francophones du Nouveau-Brunswick)

Un groupe a brièvement discuté des changements climatiques, en se concentrant sur leurs répercussions éventuelles à venir, ainsi que sur les mesures qui pourraient être prises pour atténuer leurs effets. Interrogés sur ce qui leur venait à l'esprit lorsqu'ils pensaient aux changements climatiques, beaucoup ont mentionné les événements météorologiques extrêmes, comme les ouragans et les tempêtes de verglas, les sécheresses prolongées et les variations à long terme des régimes climatiques. Pour décrire les impacts des changements climatiques sur leur propre collectivité, plusieurs ont mentionné les défis découlant de la réduction des stocks de poissons, l'érosion côtière et les préoccupations accrues liées aux incendies de forêt au cours des dernières années.

La plupart étaient d'avis que les conséquences des changements climatiques dans leur ensemble avaient été relativement minimales au Nouveau-Brunswick et beaucoup ne semblaient pas avoir été personnellement touchés jusqu'à présent. Les participants ont exprimé une inquiétude modérée quant aux impacts potentiels des changements climatiques sur leur collectivité dans un avenir proche. La plupart croyaient généralement que celle-ci était prête à faire face aux conséquences possibles des changements climatiques à court terme et n'avaient pas l'impression qu'il fallait prendre des mesures immédiates pour se préparer à des catastrophes, comme des inondations ou des ouragans. Les participants ont affirmé que les générations futures devront probablement faire face aux conséquences des changements climatiques dans une plus large mesure si la situation continue de s'aggraver.

En ce qui concerne leur niveau personnel de préparation aux situations d'urgence, tous les participants ont déclaré avoir pris, au cours de la dernière année, des mesures permettant de mieux préparer leur foyer aux conséquences éventuelles que pourraient entraîner les feux de friches et les tempêtes majeures. Ces préparatifs comprenaient l'achat de génératrices, la constitution de réserves de carburant, ainsi que l'assurance d'avoir une réserve d'eau potable d'urgence dans leur maison.

Défis et priorités en matière de langues officielles (francophones du Nouveau-Brunswick)

Dans un groupe composé de francophones du Nouveau-Brunswick, les participants ont discuté de la situation du français au Canada, des défis liés aux services de langue française dans leurs collectivités

et de leurs perspectives concernant un certain nombre de mesures et d'initiatives que le gouvernement du Canada pourrait mettre en place pour mieux soutenir les communautés francophones hors Québec.

La plupart avaient une opinion favorable de la situation actuelle du français au Nouveau-Brunswick. Ce point de vue s'expliquait en grande partie par une impression que la majorité des collectivités dans la province avaient accès à des services en français et qu'elles pouvaient généralement communiquer dans cette langue dans leur quotidien. Quelques participants ont indiqué que leurs enfants fréquentaient des écoles entièrement bilingues et que le contenu était enseigné en anglais et en français, de façon égale.

Questionnés à savoir s'ils étaient préoccupés par l'avenir de la langue française dans leurs communautés, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Certains ont indiqué que même si une bonne partie de la population dans cette région utilisait toujours le français, l'anglais était la langue prédominante, surtout parmi les jeunes en dehors des classes. Quelques-uns croyaient que dans les foyers multilingues, les parents francophones étaient ceux qui encourageaient le plus l'utilisation continue du français et qui parlaient dans cette langue plus souvent que leurs partenaires anglophones ou leurs enfants. Les participants ont également mentionné que le contenu consommé par leur famille, que ce soit à la télévision ou sur le Web, était en anglais, ce qui renforçait leur perception selon laquelle le français était en péril.

Durant un exercice, nous avons présenté aux participants une liste d'enjeux et leur avons demandé de choisir ceux qui étaient les plus importants pour les francophones du Nouveau-Brunswick. Voici ces enjeux :

- *Accéder à des services de garde en français;*
- *Accéder à l'information provenant du gouvernement du Canada en français;*
- *Accéder à du contenu médiatique (radio, télévision, Internet, journaux) en français;*
- *Attirer des francophones provenant de l'extérieur de la région pour qu'ils s'installent ici;*
- *S'assurer que la communauté francophone demeurera forte dans les années à venir;*
- *Avoir le sentiment de faire partie de la communauté francophone d'ici;*
- *Retenir les jeunes francophones dans la région;*
- *Vivre en français dans votre région (par exemple, participer à des sports, à des activités, faire les courses);*
- *Parler en français à un(e) représentant(e) du gouvernement du Canada;*
- *Transmettre la langue et la culture françaises à la prochaine génération;*
- *Accéder aux services offerts par les commerces en français.*

Un nombre important de participants croyaient fermement qu'*attirer des francophones provenant de l'extérieur de la région* dans leurs communautés était un des plus grands défis à l'heure actuelle. Ils ont ajouté que dans les dernières années, la vaste majorité des gens qui déménageaient au Nouveau-Brunswick étaient principalement des anglophones. Certains croyaient que le manque d'emplois, en particulier pour ceux qui parlent principalement le français, dissuadait les francophones de s'installer dans la province. À ce sujet, *retenir les jeunes francophones dans la région* constituait aussi un défi, plusieurs ayant l'impression que la vaste majorité des jeunes francophones quittaient la province pour

trouver de meilleures occasions ailleurs. Un certain nombre de participants étaient d'avis qu'il faudrait en faire davantage pour encourager les jeunes à rester dans la province au lieu de migrer vers les grands centres urbains. Réitérant leurs préoccupations envers la tendance de leurs enfants à parler anglais dans les contextes sociaux et à consommer surtout des médias de langue anglaise, plusieurs ont indiqué que *transmettre la langue et la culture françaises à la prochaine génération* représentait un défi constant. Plusieurs ont parlé de l'importance des réseaux scolaires francophones à cet égard pour s'assurer que les jeunes continuent de s'exprimer en français à l'école.

Nous avons ensuite présenté aux participants plusieurs priorités potentielles en matière de langues officielles et leur avons demandé de sélectionner celles sur lesquelles le gouvernement du Canada devrait concentrer ses efforts :

- *Créer une stratégie pour soutenir les entrepreneurs au sein des communautés de langue officielle en situation minoritaire;*
- *S'assurer que chaque Canadien peut être entendu et compris par un juge dans la langue officielle de son choix devant un tribunal;*
- *S'assurer que le secteur privé offre des services dans la langue officielle de choix des Canadiens;*
- *Garantir l'égalité des langues française et anglaise au Canada;*
- *Augmenter le financement des écoles pour les communautés francophones hors Québec; et*
- *Investir pour améliorer l'accès aux programmes d'immersion en français et de français langue seconde dans tout le pays.*

Plusieurs participants ont choisi augmenter le financement des écoles pour les communautés francophones hors Québec, investir pour améliorer l'accès aux programmes d'immersion en français et de français langue seconde dans tout le pays, et garantir l'égalité des langues française et anglaise au Canada comme priorités majeures. Sur le plan de l'éducation, de nombreux participants avaient le sentiment que les écoles anglophones étaient souvent mieux financées et disposaient de meilleures installations que les établissements de langue française et qu'il faudrait redoubler d'efforts pour s'assurer que les établissements d'enseignement francophones reçoivent le même soutien. Ils considéraient cela comme particulièrement important compte tenu des perceptions quant aux coûts plus élevés du matériel pédagogique et des ressources en français à l'extérieur du Québec. Plusieurs parents qui avaient inscrit leurs enfants à un programme d'immersion ou des cours en français ont exprimé leur déception envers la qualité de l'enseignement reçu et s'entendaient pour dire qu'il faudrait consacrer des ressources supplémentaires pour la formation d'enseignants francophones qualifiés. Plusieurs croyaient qu'il y aurait lieu d'améliorer la qualité de l'éducation en français en embauchant des enseignants dont la langue maternelle est le français plutôt que l'anglais. Garantir l'égalité des langues française et anglaise au Canada a également été considéré comme une priorité d'une grande importance. Les participants s'entendaient pour dire que la capacité de recevoir des services dans les deux langues officielles était un droit fondamental pour tous les Canadiens, et une responsabilité du gouvernement fédéral. Ce droit est particulièrement crucial dans le domaine de la santé puisque les patients doivent pouvoir communiquer avec leurs médecins ou le personnel infirmier pour recevoir les soins appropriés.

Lorsque nous leur avons demandé si le gouvernement fédéral devrait prendre d'autres mesures pour appuyer la communauté francophone au Canada, plusieurs participants ont suggéré d'augmenter le financement pour l'éducation en français, y compris les programmes postsecondaires et les subventions pour ceux qui choisissent d'étudier en français, et d'offrir des incitatifs aux diplômés de langue française pour qu'ils viennent s'installer et travailler dans des collectivités francophones. Par ailleurs, d'autres ont proposé d'améliorer les transports publics dans les régions rurales francophones pour les rendre plus accessibles et y attirer un plus grand nombre d'immigrants de langue française.

Préoccupations liées à la retraite

(résidents de Terre-Neuve-et-Labrador proches de la retraite)

Les participants qui prévoyaient prendre leur retraite sous peu ont discuté de planification financière pour la retraite et de leurs inquiétudes à l'approche de cette prochaine étape de leur vie. Nous leur avons tout d'abord demandé quels étaient les enjeux les plus importants pour eux personnellement et ceux sur lesquels le gouvernement du Canada devrait s'attarder davantage. Les réponses tournaient autour de trois axes : le coût de la vie (y compris l'impact de l'inflation sur leur qualité de vie à la retraite), l'accès aux soins de santé et le changement climatique. Sur ce dernier sujet, les participants ont exprimé leurs inquiétudes quant aux répercussions de la dégradation de l'environnement sur leurs enfants et les générations futures. Pour certains, le changement climatique est l'enjeu le plus pressant à l'heure actuelle.

Le coût de la vie et l'abordabilité du logement sont les deux principaux enjeux qui ont été soulevés par les participants lorsqu'interrogés sur les enjeux les plus pressants pour ceux qui approchent de la retraite. Ceux qui prévoyaient vivre principalement de prestations de retraite à montant fixe craignaient les effets des pressions inflationnistes sur leur revenu de retraite, surtout si les coûts de l'énergie continuent d'augmenter. Plusieurs s'imaginaient devenir de plus en plus vulnérables financièrement si leur épargne-retraite continuait de perdre du pouvoir d'achat. Ceux qui ont parlé de logement souhaiteraient voir plus d'options d'hébergement pour les aînés qui ont besoin de soutien et de soins additionnels, autres que les établissements de soins de longue durée. Quelques-uns ont recommandé d'améliorer les services de soins à domicile pour permettre aux personnes vieillissantes de demeurer chez elles, possiblement avec d'autres membres de la famille, et d'assurer une transition plus harmonieuse vers un milieu de vie coopératif ou communautaire.

Le coût de la vie et l'abordabilité étaient des thèmes récurrents tout au long de la discussion et ont refait surface quand les participants ont parlé de leurs principales inquiétudes quand ils pensent à la retraite. Plusieurs étaient d'avis que le déclin des marchés boursiers, l'instabilité du marché de l'habitation et les perspectives financières imprévisibles plaçaient de nombreux quasi-retraités en situation financière très précaire, ce qui en a incité plusieurs à revoir leur plan de retraite et à considérer d'autres stratégies :

- Quelques participants croyaient que l'idée de la retraite telle qu'on la conçoit actuellement est désuète, et ont dit vouloir continuer de travailler jusqu'à ce qu'ils ne puissent plus le faire. Cette opinion reflète la conviction selon laquelle les personnes âgées ont encore beaucoup à offrir à la société en tant que membres utiles et précieux de la population active;
- Certains ont parlé de leur intention de reporter leur retraite de plusieurs années. Ils estimaient qu'ils devaient d'abord se constituer un portefeuille de retraite, prévoyant qu'il leur en coûterait plus cher que ce qu'ils avaient d'abord prévu pour vivre confortablement une fois retraités; et
- D'autres préféraient une approche plus graduelle et songeaient à faire la transition d'un emploi à temps plein à la semi-retraite, avant de se retirer complètement du marché du travail. Dans ce contexte, plusieurs ont mentionné qu'ils pourraient avoir des emplois traditionnellement occupés par des jeunes et qui sont actuellement vacants en raison de la pénurie de main-d'œuvre (commerce de détail, musées, etc.).

La plupart des participants s'entendaient pour dire que le coût de la vie actuel avait une grande incidence sur leur plan de retraite. Certains ont qualifié leur perspective financière à long terme de sombre, ajoutant qu'ils n'étaient pas convaincus que la situation s'améliorerait à la retraite. Plusieurs craignaient qu'une portion de leurs pensions ou de leur revenu de retraite soit récupérée par le gouvernement fédéral sous forme d'impôt. C'était notamment le cas de ceux qui souhaitaient compléter leurs prestations de pension ou d'aide sociale avec un revenu provenant d'un emploi ponctuel ou à temps partiel. Dans ce contexte, quelques participants ont suggéré d'établir un revenu de base universel, un projet mis à l'essai ou adopté dans d'autres pays, y compris dans certaines régions d'Europe. Ils avaient l'impression qu'un revenu annuel garanti améliorerait considérablement la qualité de vie de nombreux adultes canadiens, dont les retraités. D'autres ont mentionné la nécessité pour le gouvernement fédéral d'envisager une mise en œuvre élargie des subventions pour l'achat de biens essentiels comme la nourriture pour aider les aînés à réduire leurs factures d'épicerie sans sacrifier la valeur nutritive et la saine alimentation.

La planification de la retraite est considérée comme une priorité importante pour tous les participants. Toutefois, parmi ceux-ci, le niveau de connaissance et l'importance accordée aux programmes fédéraux, comme le Régime de pensions du Canada (RPC), la Sécurité de la vieillesse (SV) et le Supplément de revenu garanti (SRG) variaient. Bien que généralement au courant de ces programmes de soutien du revenu, les participants connaissaient très peu les détails, surtout pour le SRG. La plupart des participants ne croyaient pas y être admissibles, compte tenu du revenu de leur ménage et pensaient qu'ils devraient peut-être rembourser les prestations de SV et du RPC, en tout ou en partie, une fois qu'ils y seraient admissibles. Dans l'ensemble, les participants croyaient que le RPC et la SV seraient des éléments importants de leur revenu de retraite, même s'ils s'attendaient à compter principalement sur le revenu provenant du régime de retraite de l'employeur, les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) et d'autres épargnes. Plusieurs ont indiqué que même s'il s'agissait d'un composant important de leur plan de retraite, les cotisations aux REER à elles seules ne suffiraient pas à subvenir à tous leurs besoins financiers à la retraite. La plupart ont mentionné qu'ils prévoyaient utiliser plusieurs sources de revenus, y compris les programmes de soutien du revenu, et qu'ils devraient sans doute gérer leurs dépenses de façon modérée et prudente.

Nous avons fourni aux participants les renseignements suivants au sujet des trois programmes gouvernementaux pour sonder leurs réactions :

Le montant de la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV) est payable aux personnes âgées de 65 ans et plus qui ont résidé au Canada pendant au moins 10 ans depuis l'âge de 18 ans. Ce revenu est imposable et est assujéti à un impôt de récupération si le revenu annuel net est supérieur au seuil du revenu net de toutes provenances fixé pour l'année en question (79 845 \$ pour 2021).

Le Supplément de revenu garanti (SRG) est une prestation supplémentaire non imposable payable aux pensionnés de la SV à faible revenu. Le montant de l'Allocation qu'une personne recevra est établi en fonction de son état matrimonial et de son revenu. Le SRG est recalculé chaque année en juillet en fonction de son revenu net de l'année civile précédente. Les paiements peuvent augmenter, diminuer ou même cesser en fonction de la variation de son revenu net annuel.

La pension de retraite du Régime de pensions du Canada (RPC) est une prestation mensuelle imposable qui assure un remplacement partiel du revenu au moment de la retraite. Le montant de vos prestations mensuelles est établi en fonction de la moyenne des revenus tout au long de votre vie active, de vos cotisations au RPC, et de l'âge auquel vous décidez de commencer à recevoir votre pension de retraite du RPC. Plus tôt vous faites votre demande, moins vous recevrez mensuellement. Pour recevoir une pension de retraite, vous devez avoir au moins 60 ans et avoir versé au moins une cotisation valide au RPC.

Les prestations de la SV, du SRG et du RPC sont ajustées chaque année en fonction des variations dans l'indice des prix à la consommation (la SV et le SRG sont révisés en janvier, avril, juillet et octobre; les augmentations des taux des prestations du Régime de pensions du Canada [RPC] sont calculées une fois par année et entrent en vigueur en janvier) afin de s'assurer qu'elles suivent le coût de la vie.

Les participants ignoraient que les prestations de SV, de SRG et de RPC seraient dorénavant rajustées tous les ans en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC), mais ont accueilli très favorablement l'idée. De même, la plupart ignoraient que les prestations de SV étaient soumises à un impôt de récupération au-delà d'un certain seuil de revenu.

Les participants ont été informés de deux changements apportés à ces programmes dans les dernières années et ont discuté de l'impact de ces changements sur leur situation. Ces changements étaient les suivants :

- La mise en œuvre progressive du RPC bonifié a commencé en 2019. Elle entraînera le versement de prestations plus élevées à la retraite en contrepartie de cotisations plus élevées au RPC. – Certains ignoraient s'ils auraient droit au RPC bonifié puisque c'est l'employeur qui gère leurs cotisations. Plusieurs croyaient qu'ils n'auraient pas la capacité d'accroître leurs cotisations au RPC. D'autres ont dit regretter de ne pas avoir entendu parler de la bonification avant et de ne pas avoir pu en profiter plus longtemps. Par ailleurs, la plupart des participants étaient d'avis que la bonification serait bénéfique pour les futures générations qui pourraient avoir plus de difficulté à épargner pour la retraite. Certains estimaient également que les

cotisations plus élevées au RPC étaient nécessaires pour assurer la viabilité à long terme du programme.

- À compter de juillet 2022, les personnes âgées de 75 ans et plus verront une augmentation automatique de 10 % de leur pension de la Sécurité de la vieillesse. – Les participants ont peu réagi à cette information, compte tenu de leurs commentaires précédents selon lesquels ils s’attendaient à ce qu’une portion de ces prestations soit récupérée par le gouvernement fédéral en fonction de leur revenu estimé à la retraite. Bien que cet avis ne fût pas partagé par tous, certains étaient d’avis que la hausse de 10 % devrait s’appliquer à toutes les personnes de 65 ans plutôt que de commencer à 75 ans. Ils se sont demandé sur quoi reposait la décision d’augmenter la SV pour les personnes de 75 ans et plus et jugeaient que le seuil d’âge était plutôt arbitraire.

À la fin de la discussion, les participants ont mentionné que bien qu’utiles, les programmes comme le RPC, la SV et le SRG ne leur permettraient pas d’avoir une retraite confortable sans autres sources de revenus. Plusieurs considéraient ces programmes comme étant complémentaires à leurs propres placements et régimes de retraite de l’employeur. Certains ont indiqué que la situation financière d’un retraité dépendait en grande partie de son statut de propriétaire d’une habitation et de son niveau d’endettement à l’approche de la retraite.

Questionnés à savoir ce que le gouvernement du Canada devrait faire d’autre pour aider les personnes qui planifient leur retraite, les participants ont suggéré de revoir les seuils de revenus pour le SRG et la SV, et de considérer les augmenter et de réduire ou d’éliminer la portion récupérée par le gouvernement. Plus précisément, quelques participants ont fait valoir que le gouvernement fédéral devrait réexaminer les répercussions pour les couples qui produisent ensemble et non individuellement leurs déclarations de revenus pour s’assurer que le revenu combiné du ménage n’ait pas d’incidence négative sur leur admissibilité à ces programmes ou sur les montants récupérés par le gouvernement.

Enjeux spécifiques aux Premières Nations (membres des Premières Nations de l’Ontario vivant dans une réserve)

Dans un groupe, les participants ont discuté de plusieurs enjeux spécifiques aux Premières Nations. Les conversations portaient sur les défis que doivent affronter leurs communautés et sur leurs expériences d’accès aux services offerts par le gouvernement fédéral. Tous les participants étaient des résidents de l’Ontario et vivaient dans une réserve.

Même s’ils avaient l’impression que les enjeux spécifiques aux Premières Nations avaient souvent fait l’actualité dans les dernières années, très peu de participants étaient d’avis que le gouvernement du Canada avait fait de réels progrès pour traiter les enjeux les plus pressants pour leurs communautés. Lorsque nous leur avons demandé d’identifier les situations où le gouvernement fédéral a fait quelque chose de bien en ce qui concerne les enjeux des Premières Nations, ceux-ci n’ont pu se rappeler

aucune mesure ou initiative positives. Discutant des secteurs où le gouvernement fédéral pourrait s'améliorer, les participants ont fourni des réponses diverses, notamment celles-ci :

- L'accès à l'eau potable – Les participants s'entendaient pour dire qu'il faudrait en faire davantage pour s'assurer que toutes les communautés des Premières Nations aient accès à l'eau potable. Ils estimaient qu'il s'agissait d'une responsabilité partagée par le gouvernement fédéral et chacune des communautés et que les deux parties devaient travailler de concert pour identifier les lacunes dans les services essentiels et pour trouver rapidement des solutions.
- L'abordabilité du logement – Plusieurs participants s'entendaient pour dire qu'il y avait un besoin urgent de logements abordables dans leurs communautés et que des options sécuritaires et abordables devraient être disponibles pour ceux qui vivent dans les réserves. Ils avaient l'impression que de nombreuses réserves n'avaient pas l'espace nécessaire pour bâtir de nouvelles habitations et que cela ajoutait aux problèmes d'accès en limitant le nombre de logements offerts dans ces communautés.
- Les relations avec les forces de l'ordre – Certains s'entendaient pour dire que les relations entre les forces de l'ordre et leurs communautés étaient de plus en plus tendues. Cela s'appliquait aussi bien aux relations entre les membres des communautés et leurs propres services de police (considérés comme une extension de la police provinciale de l'Ontario ou OPP) que celles avec les autres paliers comme la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) pour ceux qui habitent près des frontières canado-américaines. Quelques participants croyaient qu'il y avait un manque de compréhension et de confiance entre les Premières Nations et l'ensemble des forces de l'ordre.

Questionnés à savoir si la sécurité était un sujet de préoccupation pour leur communauté, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs ont expliqué que la consommation de drogues et la dépendance étaient des problèmes grandissants dans leurs réserves, lesquels entraînaient une augmentation des actes violents ou criminels commis par les individus souffrant de ces affections. Un certain nombre de participants et plus particulièrement ceux qui habitent près des frontières canado-américaines étaient d'avis que le taux de criminalité dans leurs communautés était relativement élevé. Quelques-uns ont raconté qu'ils avaient déjà été interceptés ou détenus par les services de police qui les soupçonnaient de participer à des activités criminelles et croyaient que ces services dépassaient les bornes. Certains ont parlé des problèmes de sécurité associés à l'infrastructure limitée ou en état de détérioration dans leurs réserves et ont raconté que dans certains cas, il pouvait s'écouler plusieurs jours, voire plusieurs semaines avant que le courant soit rétabli après une tempête majeure. Aucun des participants n'avait l'impression que sa communauté avait un accès suffisant aux services de sécurité. Certains ont mentionné que leurs réserves n'avaient aucun accès aux services ambulanciers, entre autres, et que les signalements se faisaient de bouche à oreille, en l'absence d'un système d'alerte rapide. En discutant des services de police dans d'autres communautés, aucun participant n'était au courant de la récente entente conclue récemment entre la Première Nation Siksika, le gouvernement du Canada et le gouvernement de l'Alberta pour que les services de police locaux passent de la GRC à un service de police des Premières Nations. Bien que prudemment optimistes quant à une transition plus vaste vers des services de police relevant principalement des Premières Nations, la plupart des

participants croyaient que le succès de cette initiative dépendait d'une surveillance adéquate, alors que certains craignaient que ces forces de l'ordre autogérées puissent être sujettes à la corruption en l'absence d'un système de reddition de comptes.

Tournant ensuite leur attention sur l'accessibilité des services fédéraux dans leurs réserves respectives, la plupart des participants ont indiqué qu'ils avaient eu très peu d'interactions avec les organismes, les ministères ou les représentants du gouvernement du Canada. Même si un petit nombre se rappelait d'avoir fait une demande de renouvellement de passeport ou utilisé les services de la Couronne, comme Postes Canada, ils se souvenaient très peu d'avoir utilisé d'autres services du gouvernement fédéral. La plupart étaient d'avis que le gouvernement du Canada pourrait en faire davantage pour s'assurer que les personnes qui vivent dans les réserves aient accès au même niveau de service que les autres Canadiens. Plusieurs participants étaient d'avis que Services aux Autochtones Canada (SAC) devrait redoubler d'efforts pour éduquer les membres des Premières Nations en ce qui concerne leurs cartes de statut et les avantages auxquels ils ont droit. Quelques-uns ont émis l'opinion que le processus de renouvellement de ces cartes pourrait être beaucoup plus simple et certains se sont demandé pourquoi celles-ci comportaient une date d'expiration. Plusieurs ont également réclamé que le gouvernement du Canada consacre plus de ressources pour établir la connexion Internet haute vitesse et un service de téléphonie fiable dans les réserves, lesquels faisaient cruellement défaut dans plusieurs communautés.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement, version anglaise

Privy Council Office Recruiting Script – September 2022 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$100 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EDT)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Wed., August 31 st	8:00-10:00	6:00-8:00 (MDT)	Mid-size and Major Centres Prairies	General Population	TBW
3	Wed., September 7 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT) 7:00-9:00 (ADT)	Eastern Canada (Atlantic Region & ON)	Young Adults, aged 25-30	TBW
4	Mon., September 12 th	8:00-10:00	6:00-8:00 (CST) 7:00-9:00 (CDT) 6:00-8:00 (MDT) 5:00-7:00 (PDT)	Western Canada (SK, MB, AB, BC)	Young Adults, aged 18-24	TBW
5	Tues., September 13 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Frontenac Region – Ontario	Travellers	DN
7	Thurs., September 15 th	8:00-10:00	6:00-8:00 (CST)	Small Centres/Rural Prairies	Concerned About the Economy	TBW
8	Tues., September 20 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	City of London	Healthcare Workers	DN
9	Thurs., September 22 nd	5:00-7:00	6:00-8:00 (ADT) 6:30-8:30 (NDT)	Atlantic Canada	Firearms Owners	TBW
11	Wed., September 28 th	4:30-6:30	5:30-7:30 (ADT) 6:00-8:00 (NDT)	Newfoundland and Labrador	People Nearing Retirement	DN
12	Thurs., September 29 th	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Ontario	First Nations Living on Reserve	DN

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding, or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END

No, none of the above

CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
 No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Mid-size and Major Centres Prairies	<p>Cities include:</p> <p><u>Manitoba</u>: Winnipeg, Brandon, Steinbach, Winkler, Portage la Prairie, Thompson.</p> <p><u>Saskatchewan</u>: Saskatoon, Regina, Prince Albert, Moose Jaw.</p> <p>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN TWO FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 1
Eastern Canada (Atlantic Region & ON)	<p>Cities could include (but are not limited to):</p> <p><u>NS</u>: Halifax, Dartmouth, Cape Breton-Sydney.</p> <p><u>NB</u>: Moncton, Saint John, Fredericton, Dieppe, Miramichi, Edmundston.</p> <p><u>PEI</u>: Charlottetown, Summerside.</p> <p><u>N&L</u>: St. John’s, Conception Bay, Mount Pearl, Corner Brook.</p> <p><u>ON</u>: Toronto, Ottawa-Gatineau, Hamilton, Kitchener, London, Oshawa, Thunder Bay, Sudbury, Peterborough, Belleville, Stratford, Bolton, Collingwood, Owen Sound, Brockville, Cobourg, Fort Erie, Simcoe.</p> <p>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM ONTARIO. AT LEAST 1 PARTICIPANT FROM EACH ATLANTIC PROVINCE. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS BOTH REGIONS. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 3
Western Canada (SK, MB, AB, BC)	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p><u>Saskatchewan</u>: Saskatoon, Regina, Prince Albert, Moose Jaw, Swift Current, Yorkton, North Battleford, Warman, Weyburn, Estevan.</p> <p><u>Manitoba</u>: Winnipeg, Brandon, Steinbach, Winkler, Portage la Prairie, Thompson, Selkirk, Morden.</p> <p><u>Alberta</u>: Calgary, Edmonton, Red Deer, Lethbridge, Airdrie, Fort McMurray, Medicine Hat, Grande Prairie, Spruce Grove, Fort Saskatchewan,</p>	CONTINUE – GROUP 4

	<p>Chestermere, Beaumont, Camrose, Stony Plain, Sylvan Lake.</p> <p><u>British Columbia</u>: Vancouver, Victoria, Kelowna, Abbotsford, Surrey, Kamloops, Chilliwack, Prince George, Vernon, Penticton, Parksville, Duncan, Tsawwassen, Ladner, Squamish, Fort St. John.</p> <p>ENSURE 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN 1 FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	
Frontenac County – Ontario	<p>Cities could include (but are not limited to): Kingston, Frontenac Islands, South Frontenac, North Frontenac, Central Frontenac.</p> <p>AIM FOR MAX OF 4 PARTICIPANTS FROM KINGSTON. AIM FOR A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 5
Small Centres/Rural Prairies	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Small population = <50,000</p> <p><u>Manitoba</u>: Steinbach, Winkler, Portage la Prairie, Thompson, Selkirk, Morden, Dauphin, The Pas, Niverville, Stonewall, Oakbank, Neepawa, Flin Flon.</p> <p><u>Saskatchewan</u>: Swift Current, Yorkton, North Battleford, Warman, Weyburn, Estevan, Martensville, Melfort, La Ronge, Humboldt, Meadow Lake.</p> <p>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 7
City of London – Ontario	<p>City includes: City of London.</p> <p>PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTER PROPER.</p>	CONTINUE – GROUP 8
Atlantic Canada	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Cities could include (but are not limited to):</p> <p><u>NS</u>: Halifax, Dartmouth, Cape Breton-Sydney.</p> <p><u>NB</u>: Moncton, Saint John, Fredericton, Dieppe, Miramichi, Edmundston.</p> <p><u>PEI</u>: Charlottetown, Summerside.</p>	CONTINUE – GROUP 9

	<p>N&L: St. John’s, Conception Bay, Mount Pearl, Corner Brook.</p> <p>AIM FOR 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES WITHIN EACH PROVINCE. NO MORE THAN 1 PER CITY.</p>	
Newfoundland and Labrador	<p>Cities could include (but are not limited to): St. John’s, Conception Bay South, Mount Pearl, Paradise, Corner Brook, Grand Falls-Windsor, Gander, Portugal Cove-St. Phillip’s, Happy Valley-Goose Bay, Torbay, Labrador City, Stephenville, Clarenville, Bay Roberts, and Marystown.</p> <p>MAX OF 4 PARTICIPANTS FROM ST. JOHN’S. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION INCLUDING THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 11
Ontario	<p>Reserves include (but are not limited to):</p> <p>Six Nations of the Grand River (Hamilton), Mohawks of Akwesasne (Cornwall), Mississaugas of the New Credit First Nation (St. Thomas), Mohawks of the Bay of Quinte (Kingston), Algonquins of Pikwakanagan (Pembroke), Nipissing First Nation (North Bay), Mississaugas of Scugog Island First Nation (Oshawa), Atikameksheng Anishnawbek (Sudbury), Wahnapiatae (Elliot Lake/Sudbury), Wahta Mohawks (Gravenhurst).</p>	CONTINUE – GROUP 12

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don’t know/Prefer not to answer	THANK AND END

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	IF WESTERN CANADA = GROUP 4 IF EASTERN CANADA = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
25-30	IF EASTERN CANADA = GROUP 3 IF WESTERN CANADA = THANK AND END

	ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
31-44	IF WESTERN CANADA = THANK AND END
45-54	IF EASTERN CANADA = THANK AND END
55+	ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH GROUP WHERE APPLICABLE. GROUP 11 WILL SKEW 55+.

4. **ASK ONLY IF GROUP 5** Have you travelled, or do you plan to travel, outside of Canada in the past/next six months?

Yes, I have travelled outside of Canada in the past six months **CONTINUE TO Q.4a**

Yes, I plan to travel outside of Canada in the next six months **CONTINUE TO Q.4a**

No **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE GOOD MIX OF THOSE WHO HAVE TRAVELLED & PLANNING TO TRAVEL INTERNATIONALLY.

- 4a. **ASK ONLY IF GROUP 5** Did you/do you plan to travel...?

Internationally **CONTINUE TO Q.4b**

Within Canada **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

FOR GROUP 5, ENSURE A MIX OF THOSE WHO HAVE TRAVELLED RECENTLY AND/OR PLANNING TO TRAVEL (EVEN IF UNSURE WHERE THEY PLAN TO TRAVEL AT THIS POINT) (AT Q.4).

- 4b. **ASK ONLY IF GROUP 5** To which of the following continents did you/do you plan to travel?

North America (excluding Canada) **CONTINUE**

South America **CONTINUE**

Asia **CONTINUE**

Africa **CONTINUE**

Europe **CONTINUE**

Australia **CONTINUE**

Antarctica **CONTINUE**

ENSURE MIX OF CONTINENTS TRAVELLED TO.

5. **ASK ONLY IF GROUP 7** When you think about Canada's economy today, do you think it is...?

Growing rapidly **THANK AND END**

Growing slowly **THANK AND END**

Stagnating **CONTINUE**

In a recession/or heading into a recession **CONTINUE**

In a depression/or heading into a depression **CONTINUE**

Not sure **THANK AND END**

ENSURE MIX OF THOSE STAGNATING/RECESSION/DEPRESSION.

6. **ASK ONLY IF GROUP 7** Thinking about the job market across the country today, do you think the number of full-time, well-paying jobs in Canada has increased in the past 5 years, decreased, or stayed about the same?

Increased

THANK AND END

Stayed about the same

CONTINUE

Decreased

CONTINUE

Not sure

THANK AND END

ENSURE MIX OF THOSE SAYING STAYED SAME/DECREASED.

7. **ASK ALL GROUPS** Which of the following best describes the industry sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services

Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services

Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting

Arts, Entertainment and Recreation

Construction

Educational Services

Finance and Insurance

Health Care **IF CITY OF LONDON = GROUP 8**

Social Assistance

Information and Cultural Industries

Management of Companies and Enterprises

Manufacturing

Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction

Other Services (except Public Administration)

Professional, Scientific and Technical Services

Public Administration

Real Estate and Rental and Leasing

Retail Trade

Transportation and Warehousing

Utilities

Wholesale Trade

Unemployed

Full Time Student

Retired **IF NEWFOUND AND LABRADOR = THANK AND END**

Other, please specify: _____

CONTINUE FOR ALL.

ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT FOR EACH GROUP. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO INTERNATIONAL STUDENTS. GROUP 8 WILL ONLY BE IN HEALTH CARE SECTOR. MAX 5 STUDENTS IN GROUP 4.

8. **ASK ONLY IF GROUP 8** You mentioned you work in the healthcare industry. In which of the following types of settings do you work?

Hospital
 Long-term care facility
 Doctor's office/Clinic
 Pharmacy
 Mental health services
 Other, please specify: _____

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF SETTING.

9. **ASK ONLY IF GROUP 8** What is your current occupation?

Nurse or nursing assistant	CONTINUE
Pharmacist or pharmacy technician	CONTINUE
Paramedic	CONTINUE
Physician or physician's assistant	CONTINUE
Home care worker/personal support worker	CONTINUE
Dentist/Dental hygienist	THANK AND END
Dietician	THANK AND END
Therapist (massage, occupational, speech, etc.)	THANK AND END
Veterinarian or veterinary assistant	THANK AND END
Laboratory technician	THANK AND END
Hospital volunteer	THANK AND END
Administrative staff	THANK AND END
Other, please specify: _____	

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX BY OCCUPATION. AIM FOR 2-3 NURSES IN VARIOUS SETTINGS AT Q.8.

10. **ASK ONLY IF GROUP 9** Do you have any of the following...?

All-terrain vehicle
 Mountain bike
 Firearm **CONTINUE TO Q.11**
 Camping gear
 Kayak or canoe

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
IF 'NO' TO 'FIREARM' AT Q.10 = THANK AND END

11. **ASK ONLY IF GROUP 9** You mentioned owning a firearm. What are the main reasons you own a firearm? (Select all that apply).

For protection of person/property
 For hunting
 For sport shooting (including target, trap, and skeet shooting)
 As part of a gun collection

For your job

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

**ENSURE A GOOD MIX BY REASONS FOR OWNING A FIREARM.
IF 'GUN COLLECTION' OR 'FOR YOUR JOB' ONLY, TERMINATE.**

12. **ASK ONLY IF GROUP 9** Approximately how many firearms do you own?

One **CONTINUE**

Two-four **CONTINUE**

Five or more **CONTINUE**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

AIM FOR A MIX OF THOSE WITH VARYING NUMBERS OF FIREARMS.

13. **ASK ONLY IF GROUP 9** What type(s) of firearm(s) do you currently own? (Open-end)

RECORD AND CONTINUE

VOLUNTEERED Prefer not to answer **CONTINUE**

AT LEAST 2 HANDGUN OWNERS. AIM FOR A GOOD MIX BY TYPE OF FIREARMS OWNED.

14. **ASK ONLY IF GROUP 11** Which of the following categories best describes your current employment status?

Working full-time (35 hours or more per week) **CONTINUE**

Working part-time (less than 35 hours per week) **CONTINUE**

Self-employed **CONTINUE**

Unemployed **THANK AND END**

Student **THANK AND END**

Retired **THANK AND END**

Not in the workforce [Full-time homemaker, not looking for work] **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX BY THOSE WORKING FULL-TIME, PART-TIME, AND SELF-EMPLOYED.

15. **ASK ONLY IF GROUP 11** Are you planning on retiring in the next 5 years?

Yes **CONTINUE**

No **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

16. **ASK ONLY IF GROUP 12** Do you identify as Indigenous?

Yes **CONTINUE TO Q.16a**

No **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

16a. **ASK ONLY IF GROUP 12** Do you identify as...?

First Nations (On-reserve) **CONTINUE**

First Nations (Off-reserve) **THANK AND END**
 Métis **THANK AND END**
 Inuit **THANK AND END**
 None of the above **THANK AND END**

17. **ASK ALL GROUPS** Which of the following categories best describes your total household income in 2021?
 That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes.

Under \$20,000
 \$20,000 to just under \$40,000
 \$40,000 to just under \$60,000
 \$60,000 to just under \$80,000
 \$80,000 to just under \$100,000
 \$100,000 to just under \$150,000
 \$150,000 and above **CONTINUE**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX IN ALL GROUPS.

18. **ASK ALL GROUPS EXCEPT GROUP 12** Which of the following racial or cultural groups best describes you?
 (multi-select)

White/Caucasian
 South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
 Chinese
 Black
 Latin American
 Filipino
 Arab
 Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
 Korean or Japanese
 Indigenous
 Other (specify)
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX.

19. **[DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

20. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**
 No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one*

moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined."

21. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means 'you tend to sit back and listen to others' and 5 means 'you are usually one of the first people to speak'?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

22. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet
Participant has a computer/webcam

23. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**
No **CONTINUE**

24. How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

25. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

26. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.30**

27. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

28. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**

5 or more groups **THANK AND END**

29. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

30. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less

Some high school

High school diploma or equivalent

Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma

College, CEGEP or other non-university certificate or diploma

University certificate or diploma below bachelor's level

Bachelor's degree

Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

31. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$100 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement, version française

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement – septembre 2022 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HAE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
2	1 septembre	18 h-20 h	18 h-20 h	Ontario	Population générale	MP
6	14 septembre	18-20 h	18 h-20 h	L'Est et Centre du Canada (Ont. et N.-B.)	Jeunes adultes de 18 à 30 ans	MP
11	27 septembre	17-19 h	18 h-20 h	Nouveau-Brunswick	Population générale	MP

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché

REMERCIER ET CONCLURE

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité

REMERCIER ET CONCLURE

Un magazine ou un journal

REMERCIER ET CONCLURE

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial

REMERCIER ET CONCLURE

Un parti politique

REMERCIER ET CONCLURE

Dans les relations publiques ou les relations avec les médias

REMERCIER ET CONCLURE

Dans le milieu de la radio ou de la télévision

REMERCIER ET CONCLURE

Non, aucune de ces réponses

CONTINUER

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
 Non **CONTINUER**

2. Quelle est la première langue que vous avez apprise lorsque vous étiez enfant et que vous parlez toujours couramment aujourd’hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l’étude] **REMERCIER ET CONCLURE**

Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Ontario	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre :</p> <p>Ottawa, Greater Sudbury, North Bay, Welland, Cornwall, Timmins, Clarence-Rockland, Prescott and Russell), Pembroke, Hawkesbury, Elliot Lake, Temiskaming Shores, Lakeshore.</p> <p>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA PROVINCE. RECRUTER DES RÉSIDENTS DE GRANDES ET DE PETITES COLLECTIVITÉS.</p>	CONTINUER – GROUPE 2
L’Est et Centre du Canada (ON & NB)	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre :</p> <p><u>Ontario</u> : Ottawa, Greater Sudbury, North Bay, Welland, Cornwall, Timmins, Clarence-Rockland, Pembroke, Hawkesbury, Elliot Lake, Temiskaming Shores, Lakeshore, Russell.</p> <p><u>Nouveau-Brunswick</u> : Campbellton-Miramichi, Moncton-Richibucto, Edmundston-Woodstock, Fredericton-Oromocto, Saint John-St. Stephen.</p>	CONTINUER – GROUPE 6

	RECRUTER QUATRE PERSONNES POUR CHAQUE PROVINCE. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE CHAQUE PROVINCE. PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS PAR VILLE. RECRUTER DES RÉSIDENTS DE GRANDES ET DE PETITES COLLECTIVITÉS.	
Nouveau-Brunswick	Les villes du N-B. peuvent notamment comprendre : Campbellton-Miramichi, Moncton-Richibucto, Edmundston-Woodstock, Fredericton-Oromocto, Saint John-St. Stephen. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA PROVINCE. PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS PAR VILLE. RECRUTER DES RÉSIDENTS DE GRANDES ET DE PETITES COLLECTIVITÉS.	CONTINUER – GROUPE 11
Autre lieu	-	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	-	REMERCIER ET CONCLURE

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.

4. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24	+ L'EST ET CENTRE DU CANADA (ON & NB) = GROUPE 6 TOUS LES AUTRES LIEUX, CONTINUER
25 à 30	
31 à 44	+ L'EST ET CENTRE DU CANADA (ON & NB) = REMERCIER ET CONCLURE.
45 à 54	
55 ans ou plus	TOUS LES AUTRES LIEUX, CONTINUER

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE
---	------------------------------

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.

5. **[NE PAS DEMANDER] Sexe NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme
Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

6. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé ».

7. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

8. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

9. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**

Non **CONTINUER**

10. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

11. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

12. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.16**

13. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

14. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

15. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

16. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Administrations publiques
Agriculture, foresterie, pêche et chasse
Arts, spectacle et loisirs
Autres services, sauf les administrations publiques
Commerce de détail
Commerce de gros
Construction
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz
Fabrication

Finance et assurances
Gestion de sociétés et d'entreprises
Hébergement et services de restauration
Industrie de l'information et industrie culturelle
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
Services d'enseignement
Services immobiliers et services de location et de location à bail
Services professionnels, scientifiques et techniques
Services publics
Soins de santé et assistance sociale
Transport et entreposage
Sans emploi
Aux études à temps plein
À la retraite – **DEMANDER : « DANS QUEL SECTEUR TRAVAILLIEZ-VOUS AVANT? » ET NOTER LA RÉPONSE.**
Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS. GROUPE 6 PAS PLUS DE TROIS RÉPONDANTS AUX ÉTUDES À TEMPS PLEIN.

17. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

Blanc
Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
Chinois
Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
Coréen ou japonais
Autochtone
Autre groupe racial ou culturel (préciser)
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre
ASSURER UN BON MÉLANGE.

18. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire

Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat

Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

19. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2021 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$

20 000 \$ à moins de 40 000 \$

40 000 \$ à moins de 60 000 \$

60 000 \$ à moins de 80 000 \$

80 000 \$ à moins de 100 000 \$

100 000 \$ à moins de 150 000 \$

150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.

20. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui	CONTINUER
Non	REMERCIER ET CONCLURE

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide du modérateur, version anglaise

MODERATOR'S GUIDE – September 2022 MASTER

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

Ontario First Nations Ontario First Nations Living On-Reserve

In keeping with Indigenous Protocol and building respectful relationships between Indigenous and non-Indigenous peoples in Canada, it is customary to acknowledge the Traditional Territories or Ancestral Lands of Indigenous peoples.

We are meeting virtually so I'd like to acknowledge that the Indigenous peoples are the traditional stewards of the lands and waters in the places where each of us are attending the meeting this evening.

We recognize and deeply appreciate their historic connection to these places. We also recognize the contributions that Métis, Inuit, and First Nations have made, both in shaping and strengthening our communities, provinces, and the country as a whole.

MODERATOR SHOULD KNOW WHAT TERRITORY THEY ARE LOCATED ON, IF ASKED

NOTE TO MODERATOR: Inform participants that we will be discussing potentially triggering topics (e.g., topics related to residential schools); emphasize that their participation is voluntary, and they can take a break or ask to move past a question if anything is triggering.

Topics could be intensely emotional. We want to acknowledge this upfront and reassure you that we are here to listen. Please share only what you feel comfortable sharing and feel free to turn off your video.

I'm going to provide the number for the National Indian Residential School crisis line in the chat as a resource anyone can call at any time. This will also be posted at the end of the group for your reference.

TECH SUPPORT TO SHARE IN CHAT:

National Indian Residential School crisis line: 1-866-925-4419

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-20 minutes) All Locations

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - **Mid-size and Major Centres Prairies, Ontario Francophones** Do you remember where you heard this news?
- **New Brunswick Francophones, Newfoundland and Labrador People Nearing Retirement** Have you seen, read, or heard anything about the Government of Canada's response to Hurricane Fiona?
 - Are they doing anything to help the provinces?

New Brunswick Francophones, Newfoundland and Labrador People Nearing Retirement SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada is doing the following in response to Hurricane Fiona:

- The Government Operations Centre is working with staff in the region and is coordinating the federal response to tropical storm Fiona.
- In response to Requests for Federal Assistance from Nova Scotia, Prince Edward Island and Newfoundland and Labrador, the Government of Canada is providing support with recovery and clean up.
- The Canadian Armed Forces have mobilized resources and personnel to provide on the ground support to local authorities where needed.
- The Government of Canada has established a donation-matching program with the Canadian Red Cross to support Canadians impacted by Hurricane Fiona. Donations will support the range of emergency services the Red Cross is delivering to those in need including interim housing, clothing, food, and other essential supplies.
- **New Brunswick Francophones, Newfoundland and Labrador People Nearing Retirement** What are your initial thoughts about these actions?
 - Are they doing enough to help the affected communities?
 - What else could they be doing?
- **Ontario First Nations Living On-Reserve** PROMPT AS NECESSARY: Have you heard anything about the National Day for Truth and Reconciliation on September 30? What have you heard?

- What are your expectations of this day?

ECONOMIC PRIORITIES & TERMINOLOGY (20-35 minutes) Mid-size and Major Centres Prairies, Ontario Francophones, Eastern and Central Canada Francophone Young Adults

Economic Priorities and Terms Mid-size and Major Centres Prairies, Ontario Francophones

- In your opinion, what are the top issues the Government of Canada should be prioritizing?
 - IF NOT MENTIONED: What about the economy?
 - Thinking of the various issues you've mentioned, where does the economy rank as a top priority? What makes you say that?
 - What specifically with respect to the economy are you most concerned about – what do you think is the most pressing economic issue?

We've been discussing the economy, how you prioritize economic issues and your concerns. I would now like to get a better understanding from you about what comes to mind when you hear the following:

SHOW ON SCREEN:

A fair economy

A green economy

A progressive economy

An economy that works for all Canadians

An inclusive economy

An innovative economy

ASK FOR EACH:

- What does this term mean to you?
- What would a [INSERT AS APPLICABLE]: fair/green/progressive/inclusive/innovative economy/economy that works for all Canadians look like to you?

POLL: Now I'd like you to choose the kind of economy the Government of Canada should be aiming to build:

- A fair economy
- A green economy

- A progressive economy
- An economy that works for all Canadians
- An inclusive economy
- An innovative economy

MODERATOR TO GO THROUGH MOST POPULAR SELECTIONS

AS TIME ALLOWS, ALSO ASK FOR EACH:

- Would having this kind of economy address the economic issue you mentioned earlier/the one you are most concerned about? What makes you say that?

Here's another set of terms I'd like your thoughts on:

SHOW ON SCREEN:

Supporting the middle class

Supporting workers

- What is the difference, if any, between these two terms?
- How should the Government of Canada support workers?
 - Would this address the economic issue you mentioned earlier? What makes you say that?
- How should the Government of Canada support the middle class?
 - Would this address the economic issue you mentioned earlier? What makes you say that?

Now, the final set of terms...

SHOW ON SCREEN:

Labour force

Workforce

- What is the difference, if any, between these two terms?

Economic Statements Eastern and Central Canada Francophone Young Adults

I'm going to show you some terms and get your thoughts.

SHOW ON SCREEN:

- An economy which benefits all Canadians.
- An economy focused on the welfare of Canadians.
- An economy that is working for all Canadians.
- An economy that delivers for all Canadians.
- An economy that is doing the job for all Canadians.
- An economy which provides results for all Canadians.
- An economy which includes all Canadians.

- Do these all mean the same thing, or do you see differences between any of them?

POLL: Now I'd like you to choose which one you prefer (respondents to select one only):

- An economy which benefits all Canadians.
- An economy focused on the welfare of Canadians.
- An economy that is working for all Canadians.
- An economy that delivers for all Canadians.
- An economy that is doing the job for all Canadians.
- An economy which provides results for all Canadians.
- An economy which includes all Canadians.

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

Now I'm going to show you a couple of other statements...

SHOW ON SCREEN:

- We continue our work so that all Canadians can benefit from the economy.
- We continue our work so that all Canadians can be at the centre.

- If the Government of Canada had this kind of messaging, would it make sense to you?
- Is it appropriate for the Government of Canada to have this kind of messaging?

POLL: Now I'd like you to choose which one you prefer:

- We continue our work so that all Canadians can benefit from the economy.

- We continue our work so that all Canadians can be at the centre.

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

GOVERNMENT OF CANADA PERFORMANCE ON ECONOMIC ISSUES (30 minutes) Mid-size and Major Centres Prairies, Ontario Francophones

- What work, if any, is the Government of Canada doing to address economic issues?
- When it comes to addressing economic issues, is the Government of Canada generally on the right or wrong track? What makes you say that?
- What major news or announcements over the past few months, if any, do you remember seeing/hearing about the Government of Canada's work on addressing economic issues?
 - What do you take away from this?

Mid-size and Major Centres Prairies *NOTE TO MODERATOR: SKIP ENVIRONMENT QUESTIONS IF SHORT ON TIME AND JUMP TO CHILD CARE*

- And what work, if any, is the Government of Canada doing to help with the environment and climate change?
- When you think of things the Government of Canada has done, or could do, on the environment and climate change, do you see these kinds of actions as being a part of a strategy to address economic issues, or not connected? What makes you say that?
 - In your opinion, would policies like this help build a fair, inclusive, or progressive economy?
 - Do you think they could support workers? The middle class? How so?

SHOW ON SCREEN:

Some of the things the Government of Canada's has announced it is doing include:

- Driving down carbon pollution from the oil and gas sector
- Investing in clean electricity
- Helping industries develop and adopt clean technology to assist them in reaching net-zero emissions

- Does knowing about these things change your perception as to whether action on the environment and climate change are connected to addressing economic issues?
 - Do any of these 3 seem more connected to economic issues than others?

Ontario Francophones *NOTE TO MODERATOR: SKIP CHILDCARE QUESTIONS IF SHORT ON TIME AND JUMP TO DIGITAL CREDENTIALS*

Now, let's talk about childcare.

- What work, if any, is the Government of Canada doing to make childcare more affordable for parents?
- When you think of things the Government of Canada has done, or could do, on childcare, do you see these kinds of actions as being a part of a strategy to addressing economic issues, or not connected? What makes you say that?
 - In your opinion, does this work on childcare help build a fair, inclusive, or progressive economy?
 - Do you think it supports workers? The middle class? How so?

PROMPT IF NEEDED: The Government of Canada has reached agreements with all provinces and territories to make childcare services more affordable. The Government of Canada's plan is to lower the cost of childcare to an average of \$10/day and create 250,000 childcare spaces across Canada by 2025-2026.

IF CHILD CARE AGREEMENTS NOT BROUGHT UP EARLIER, ASK: Does knowing about these agreements and policies change your answer at all?

DIGITAL CREDENTIALS (30 minutes) **Mid-size and Major Centres Prairies, Ontario Francophones, Ontario and Atlantic Region Young Adults, Western Canada Young Adults, Frontenac County Ontario Travellers, Eastern and Central Canada Francophone Young Adults**

I'd like to shift to a completely different topic now...

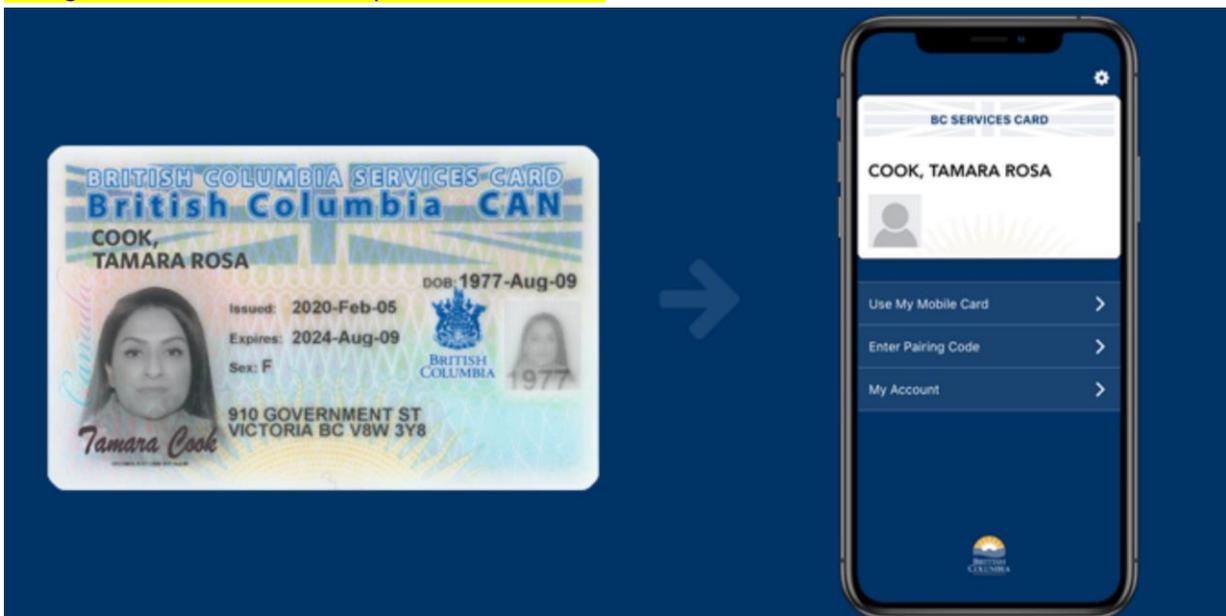
- Does anyone know what digital credentials are?
 - IF YES: How would you explain it?

SHOW ON SCREEN:

Digital credentials are a way for individuals to provide information about themselves electronically. Digital credentials are completely voluntary and can be used during service transactions instead of having to show up in person to provide required documents (or instead of providing a scan or photo of physical documents). In the same way that you would store your physical documents in a safe place, or in your wallet, your digital credentials can be securely stored on a personal device.

- Note that digital credentials are **not** the same thing as scanning or taking a photo of physical documents; these digital credentials are essentially the electronic **equivalent** of physical documents. I will show you an example of what I mean.

Mid-size and Major Centres Prairies, Ontario and Atlantic Region Young Adults, Western Canada Young Adults, Frontenac County Ontario Travellers **SHOW ON SCREEN:**



- Mid-size and Major Centres Prairies, Ontario and Atlantic Region Young Adults, Western Canada Young Adults, Frontenac County Ontario Travellers This is an example of a digital services card that was introduced in the province of British Columbia, Canada. On the right, you can see the electronic equivalent of the physical B.C. Services Card (on the left) which allows you to get access to provincial services, including health care.
- What are your initial reactions to digital credentials?
- Can you think of any examples of digital credentials that currently exist?

- Can you think of situations where individuals could use digital credentials?
 - PROMPT AS NEEDED: I provided an example of a digital [services card/driver's license] from [B.C., which can be used to access provincial services, such as health care/Quebec]. Can you think of other situations where individuals could use digital credentials?
 - IF ONLY SITUATIONS PROVIDED FOR THE [B.C./QUEBEC] EXAMPLE*: Can you think of any other types of digital credentials aside from the [B.C./Quebec] example we've been discussing? How could these be used?

Mid-size and Major Centres Prairies, Ontario and Atlantic Region Young Adults, Western Canada

Young Adults *NOTE TO MODERATOR: Other examples of how the B.C. digital credentials can be used include accessing online services such as medical records, driver's licencing, school records, etc.

- What benefits, if any, do you think there are to using digital credentials?
- What concerns, if any, do you have about using digital credentials?
- Do you have any questions about digital credentials?
- Now, let's say digital credentials were widely used across Canada. What would that look like to you?
 - PROMPT AS NEEDED: For example, do you think service transactions would change? How so?

Ontario Francophones, Eastern and Central Canada Francophone Young Adults **SHOW ON SCREEN:**



- **Ontario Francophones, Eastern and Central Canada Francophone Young Adults** Here is an example of what digital credentials could look like. It is an electronic equivalent of a physical driver's licence from Quebec.

PUBLIC HEALTH INFORMATION (45 minutes) **Ontario and Atlantic Region Young Adults, Western Canada Young Adults, Eastern and Central Canada Francophone Young Adults**

- Now I'd like to ask you some general questions about how you get health-related information. Note that I'm talking about any kind of health-related information, so it could include Government of Canada information, but doesn't have to.
- Thinking back on the past few months, what are some examples of health-related topics that you wanted more information on?
 - IF THEY SAY NONE: Is it because you felt you had enough information?

MODERATOR TO GO THROUGH EXAMPLES RAISED (IF MANY TOPICS, RESTRICT TO 1 EXAMPLE PER PARTICIPANT) AND ASK:

- Can you walk me through how you went about finding information on this health issue?
 - What people, resources, or other sources of information did you use?

- IF THEY SAY INTERNET/GOOGLE, PROBE: How deep is your search? Do you click the first link? Why?
- IF THEY SAY SOCIAL MEDIA, PROBE: What social media platform? From whom? Celebrities? Scientific experts/doctors? Family and friends? Why?
- How many sources did you check to feel satisfied with the answers? Tell me about your reasoning.

POLL: I'm going to show you various sources of information. I'd like you to select the ones that you would use if you wanted more information on mental health. You can select up to 3. If you would never look up this kind of information, or if none of these are sources you would use, you don't need to select any.

- a. Television news
 - b. Radio, podcasts, and other broadcasts
 - c. Newspapers, and other written journalism (including news websites)
 - d. Canadian federal government briefings and/or websites
 - e. Provincial/Territorial government briefings and/or websites
 - f. International health authorities (e.g., the World Health Organization)
 - g. Healthcare workers (e.g., doctors, nurses)
 - h. Scientists
 - i. Social media (e.g., Facebook, Twitter, YouTube, Instagram, Tik Tok)
 - j. Celebrities
 - k. Online search engines (e.g., Google)
 - l. Friends and family
 - m. Work/school colleagues
- Are there any information sources missing from this list (i.e., any sources you would use to find information on mental health that were not listed here)?
 - IF YES: What's missing?
 - IF NOT MENTIONED: What about influencers? (AS NEEDED: influencers are those who post regularly about a topic on their preferred social media channels and generate large followings)
 - Were any of the items confusing or unclear?

MODERATOR TO GO THROUGH MOST SELECTED OPTIONS

POLL: I'm going to show you the same list of information sources, but this time I'd like you to select the ones you trust the most for health recommendations. You can select up to 3. If you don't trust any, you don't need to select any.

- a. Television news
 - b. Radio, podcasts, and other broadcasts
 - c. Newspapers, and other written journalism (including news websites)
 - d. Canadian federal government briefings and/or websites
 - e. Provincial/Territorial government briefings and/or websites
 - f. International health authorities (e.g., the World Health Organization)
 - g. Healthcare workers (e.g., doctors, nurses)
 - h. Scientists
 - i. Social media (e.g., Facebook, Twitter, YouTube, Instagram, Tik Tok)
 - j. Celebrities
 - k. Online search engines (e.g., Google)
 - l. Friends and family
 - m. Work/school colleagues
- Did any of you choose any different sources this time?
 - How do they differ and why?

FIREARMS (20-60 minutes) Ontario and Atlantic Region Young Adults, Small and Rural Centres
Prairies Concerned About the Economy, Atlantic Canada Firearms Owners

- Has the Government of Canada ever done anything to address gun crime? Are they doing anything now?
 - Has anyone heard about proposed new firearm legislation?
 - IF YES: What have you heard?

CLARIFY AS NEEDED/SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada has tabled new firearm-control legislation. The proposed legislation includes the following:

- **Implementing a national freeze on handguns** to prevent individuals from bringing newly-acquired handguns into Canada and from buying, selling, and transferring handguns within the country.

- **Taking away the firearms licenses** of those involved in acts of domestic violence or criminal harassment, such as stalking.
- **Fighting gun smuggling and trafficking** by increasing criminal penalties, providing more tools for law enforcement to investigate firearms crimes, and strengthening border security measures.
- **Addressing intimate partner violence, gender-based violence, and self-harm involving firearms** by creating a new “red flag” law that would enable courts to require that individuals considered a danger to themselves or others surrender their firearms to law enforcement, while protecting the safety of the individual applying to the red flag process, including by protecting their identity. In addition, the Government of Canada will invest \$6.6 million to help raise awareness of the new law and provide supports to vulnerable and marginalized groups to navigate the provisions.
- **Requiring magazines for long guns to be changed** so they can't carry any more than five rounds; sales of larger magazines would be banned.
- I'd like to go through each of these measures.

MODERATOR TO GO THROUGH AND ASK FOR EACH MEASURE:

- What's your reaction to this measure?
 - Is there anything you like about it?
 - Is there anything you dislike about it?

ASK IF TIME:

- Would any of these measures affect you personally?
- Thinking specifically about the freeze on handguns, do you have any questions or concerns about how this policy might be implemented?
- Do you think the measures included in this legislation go far enough in seeking to address gun crime, or should more be done to control access to guns in Canada?
 - IF YES: What else should the federal government be doing?

Gun Measures and Crime Atlantic Canada Firearms Owners

- How would you describe gun laws in Canada today? Would you say Canada is on the right track or wrong track on gun laws?

- In general, based on what you know, do you feel the laws covering guns in Canada are strict enough, too strict, or not strict enough? Why?
 - Is it easy or difficult to buy or obtain a firearm in Canada? What about a handgun? How do you know this?
- How would you describe the level of gun crime in Canada?
- Based on what you may have read, seen, or heard, would you say that gun violence has been increasing, decreasing, or staying the same in Canada? What about in your community?
 - IF GOING UP: Why do you think it has been going up?
 - IF GOING DOWN: Why do you think it's going down?
- What's behind gun crime? What are some of its causes?

CLARIFY AS NEEDED/SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada introduced a temporary import ban on the importation of restricted handguns in August. Individuals and businesses cannot import restricted handguns into Canada, with limited exceptions. These restrictions will last until the national freeze comes into force.

- What are your thoughts on this interim measure?

MODERATOR TO GO THROUGH REMAINING MEASURES AND ASK FOR EACH:

- What's your reaction to this measure?
- Is there anything you like about it?
- Is there anything you dislike about it?
- Would any of these measures affect you personally?
- Do you think the measures included in this legislation go too far in seeking to address gun crime, go far enough, or should more be done to control access to guns in Canada?
 - IF MORE SHOULD BE DONE: What else should the federal government be doing?

OIL AND GAS SECTOR (20 minutes) Western Canada Young Adults, Frontenac County Ontario Travellers, Small and Rural Centres Prairies Concerned About the Economy

Moving on to a different topic...

- Have you heard, read, or seen anything about what the Government of Canada is doing in relation to the oil and gas sector?
 - PROMPT AS NEEDED: Have you heard of the Government of Canada's plan to cap emissions in the oil and gas sector?
 - IF YES: What have you heard? How/where did you hear about it?

SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada has committed to reducing the pollution generated in Canada that causes climate change. To help reach this goal, the oil and gas sector will be required to cap and cut the pollution they create.

This means that over the coming years, oil and gas companies will have to reduce the amount of emissions generated by their industrial activities. The cap will apply to the pollution their industrial work creates, not how much oil and gas they sell. In other words, companies will be able to continue producing oil and gas at the level of their choice, as long as they do so in an increasingly clean way.

Consultations are underway on how best to design a national system to reach this goal.

- Do you support or oppose the Government of Canada capping emissions from the oil and gas sector? Why?
 - PROMPT AS NEEDED: How do you think this will impact climate change, if at all?
 - PROMPT AS NEEDED: How do you think this will impact the price of gasoline, if at all?
 - PROMPT AS NEEDED: What about the situation in Ukraine – do you think that should factor into whether the Government of Canada should cap emissions in the oil and gas sector, or do you think Canada is mostly unaffected, energy-wise, by what is occurring there?
- Do you think reducing emissions from the oil and gas sector is something Canada should be working towards, or not?
 - PROMPT AS NEEDED: Are there any reasons this should not be done?
- In your view, should the Government of Canada be getting involved to ensure the oil and gas sector reduces its emissions or do you think the sector will do this on its own, without any federal government involvement?

- Are there any circumstances under which you think it would be a good idea to boost oil and gas production?

TRAVEL EXPERIENCES (45 minutes) Frontenac County Ontario Travellers

- IF NOT MENTIONED: Have you seen, read, or heard anything recently about the Government of Canada's plan to address issues related to services for Canadians? If yes, what have you heard?
 - PROBE IF NECESSARY: Have you heard anything about delays related to processing passports and/or immigration applications, or of any issues at Canadian airports? If yes, what have you heard?

Passports

- Have you heard of anything the federal government has done to address passport processing delays? What have you heard?

CLARIFY AS NEEDED:

The Government of Canada has recently hired more than 700 new staff for passport offices, has decreased passport call centre wait times and has set up more passport pick-up service locations, including most recently the Service Canada Centre in Kingston.

- What are your thoughts on this? Do you think the federal government is doing enough to address passport processing delays? Why/why not?
- Whether you've experienced issues directly or just heard about them indirectly, what do you think is causing issues with accessing passport services?

POLL: I'm going to show you some possible reasons for these delays. I'd like you to select the ones you think are having the biggest impact on passport services. You can select all of them or none of them.

- a) An increase in the volume of applications
- b) A shift to mail applications which take more time to process
- c) Public health restrictions

- d) A large proportion of complex applications (i.e., applications with changes that may have occurred since the first application [e.g., contact information is outdated, dependents turned 18, missing documents, etc.]

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS. IF TIME, ASK ABOUT ANY THAT FEW SELECTED (I.E., WHY THEY DON'T THINK THIS IS HAVING A MAJOR IMPACT)

Airports

- Have you heard of anything the federal government has done to address wait times and delays at Canadian airports? What have you heard?
- Have you heard of the Air Passenger Protection Regulations?
 - IF YES: Can you describe what it is?

CLARIFY AS NEEDED:

In Canada, airlines must follow the requirements of the Air Passenger Protection Regulations, which outline compensation requirements for passengers for flight disruptions due to incidents within an airline's control, including crew shortages if the airline could have prevented the flight disruption with proper planning.

I'm now going to show you some measures the Government of Canada has taken to address wait times and delays at Canadian airports:

SHOW ON SCREEN:

1. New regulations took effect on September 8, 2022 to ensure that passengers are offered the option of a refund for flights that are cancelled, or where there is a lengthy delay due to reasons outside of an air carrier's control. This includes major weather events or a pandemic, and instances where it is not possible for the air carrier to complete the passenger's itinerary within a reasonable time frame.
2. Since April 1, 740 screening officers have been hired across Canada. Efforts to increase screening officer staff levels at all airports continue.
3. To streamline customs processing at Toronto Pearson International Airport, there are now 12 eGates, 4 dedicated NEXUS eGates and 30 new primary inspection kiosks (PIKs).
4. Travellers arriving at Toronto Pearson, Vancouver or Montréal-Trudeau international airports can now save additional time by using the optional Advance CBSA Declaration feature in ArriveCAN to submit their customs and immigration declaration in advance of arrival.

- What are your thoughts on this? Do you think the federal government is doing enough to address wait times and delays at Canadian airports? Why/why not?

Immigration

- Have you heard of anything the federal government has done to address immigration backlogs? What have you heard?

CLARIFY AS NEEDED:

The Government of Canada recently announced that Immigration, Refugees and Citizenship Canada (IRCC) will have hired up to 1,250 new employees by the end of the fall to increase processing capacity and tackle the backlogs.

- What are your thoughts on this? Do you think the federal government is doing enough to address immigration backlogs? Why/why not?

HEALTH CANADA AD TESTING (15 minutes) Small and Rural Centres Prairies Concerned About the Economy

- Have any of you heard of the upcoming Canada Dental Benefit?

CLARIFY AS NEEDED:

The Canada Dental Benefit would provide eligible parents or guardians with direct payments to cover dental expenses for their children under 12-years-old.

The Benefit would provide payments up to \$650 per child per year for families with adjusted net income under \$90,000 per year and without dental coverage.

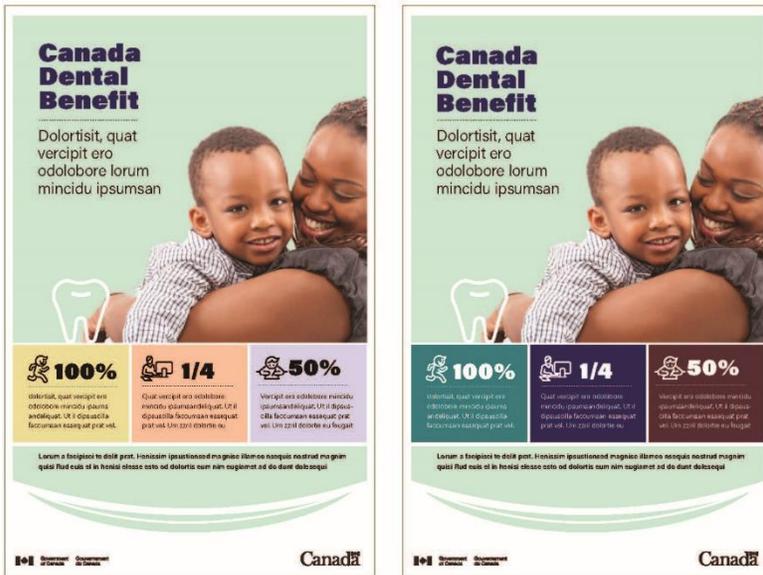
I'm going to show you a couple of creative concepts that could be used by the Government of Canada to inform Canadians about the upcoming Canada Dental Benefit.

These creative concepts could be displayed on posters and fact sheets, on websites, or on social media. Note that these are still in draft format, so all text, other than the name of the benefit, is just a placeholder for the moment and is only meant to give you a visual sense of how the concepts would look.

Before we start...

- By a show of hands, who here is a parent of a child under 12? (TAKE NOTE OF PARTICIPANTS WITH HANDS RAISED)
- By a show of hands, who here does not have private dental insurance, either personally, or through another household member? (TAKE NOTE OF PARTICIPANTS WITH HANDS RAISED)

SHOW ON SCREEN:



- Overall, what do you think of the design of the posters?
- What do you like most about the posters? What do you like the least?
- Which poster option did you like best? Why?
- Would these posters stand out to you if you saw them online or in-person? Why do you say that?
- Would you be motivated to take action, such as visiting the Government of Canada website to learn more? What makes you say that?

AGRICULTURE/FERTILIZER (30 minutes) Small and Rural Centres Prairies Concerned About the Economy

- Have you heard, read, or seen anything about what the Government of Canada is doing in relation to the agriculture sector?
 - PROMPT AS NEEDED: Have you heard of the Government of Canada’s plan to reduce greenhouse gas emissions from fertilizers?
 - IF YES: What have you heard? How/where did you hear about it?

- Would you say that fertilizer use on Canadian farms has increased over the last 15 years or so, stayed the same, or decreased?
 - IF INCREASED: Do you think increased fertilizer use is resulting in increased greenhouse gas emissions (GHGs)?
 - IF YES: Is this a concern, or do you think it only has a small impact on the overall GHGs produced in Canada?

SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada is developing an approach to reduce emissions in Canadian agriculture. Efforts to achieve emissions reductions will focus on reducing emissions from nitrogen fertilizer, with a targeted 30% reduction by 2030 (compared to 2020 levels).

Canada's emissions reduction target **does not represent a mandatory reduction** in fertilizer use, but rather a **voluntary reduction in fertilizer emissions**. The goal is to maximize efficiency, optimize fertilizer use, encourage innovation, and to work collaboratively with the agriculture sector, farmers, and stakeholders in identifying opportunities to successfully reach this target while maintaining or increasing yields.

- Do you support or oppose the Government of Canada reducing emissions from fertilizer? Why?
 - PROMPT AS NEEDED: How do you think this will impact climate change, if at all?
 - PROMPT AS NEEDED: How do you think this will impact farmers, if at all?

- Do you think reducing fertilizer emissions is something Canada should be working towards, or not?
 - PROMPT AS NEEDED: Are there any reasons this should not be done?

- In your view, should the Government of Canada be getting involved to ensure the agriculture sector reduces its emissions or do you think the sector will do this on its own, without any federal government involvement?

- Do you think a 30% reduction by 2030 is too ambitious, achievable, or not ambitious enough? What makes you say that?

PRIORITIES AND PERFORMANCE (10-20 minutes) City of London Healthcare Workers, Atlantic Canada Firearms Owners, Newfoundland and Labrador People Nearing Retirement, Ontario First Nations Living On-Reserve

- In your opinion, what would you say the federal government is doing well? Why do you say that?
- What areas do you think the federal government needs to improve in? Why do you say that?
- Has your opinion of the federal government gotten better or worse over time? Why?
- In your opinion, what are the top issues [Indigenous peoples are facing] that the federal government should be prioritizing?

City of London Healthcare Workers *MODERATOR: IF PARTICIPANTS SAY HEALTH CARE, ACKNOWLEDGE AND LET THEM KNOW WE WILL BE HAVING A MORE IN-DEPTH DISCUSSION ON HEALTH CARE SHORTLY (I.E., AT THIS POINT, JUST WANT A QUICK RUN DOWN OF TOP ISSUES)*

- What news have you ever seen, read, or heard about the Government of Canada's past work on any of these issues?
- What work, if any, is the federal government planning to do on these files?
- Newfoundland and Labrador People Nearing Retirement In your opinion, what are the top issues impacting Newfoundland and Labrador that the Government of Canada should be prioritizing?
- Newfoundland and Labrador People Nearing Retirement Thinking about these priorities, is the federal government generally on the right track or wrong track? Why do you say that?
 - For those who say they are on the wrong track, what could the federal government do to get on the right track?
- Ontario First Nations Living On-Reserve On these priorities, is the federal government generally on the right track or wrong track? Why?
 - For those who say they are on the wrong track, what could the federal government do to get on the right track?

Clean Drinking Water Ontario First Nations Living On-Reserve

- IF NOT MENTIONED: What about clean drinking water on reserves?
 - Have you seen, read, or heard anything about actions the Government of Canada has taken to ensure access to clean drinking water on reserves? What has it done?

I'm going to show you an infographic about the work being done by the federal government to lift long-term drinking water advisories and I will ask you for your opinion about it afterwards.

SHOW ON SCREEN:

Show the infographic 'Long-term drinking water advisories on public systems on reserves' and 'Progress on lifting long-term drinking water advisories on public systems on reserves.'

(<https://www.sac-isc.gc.ca/eng/1506514143353/1533317130660>)

- What are your reactions to these infographics?
- Now that you've seen this, how would you rate the progress the Government of Canada has made on this issue? Would you say they've made a lot of progress, a bit, or none?
 - Does anyone think that they have made things worse?
 - What more do you think could be done?

HEALTHCARE PRIORITIES (35 minutes) City of London Healthcare Workers

I'd now like to focus on healthcare.

- In general, how do you feel about the quality and availability of healthcare in your area?
 - In general, do you think the healthcare system in your area is in need of major changes, minor changes, or few to no changes?
- Other than COVID-19, what are the most pressing challenges related to healthcare in your community?
- Have you heard of anything the federal government has done recently related to healthcare?
- Thinking about mental health, do you feel there is a need for governments to focus on improving mental health care in Canada?

- What could the Government of Canada do to help Canadians who have been struggling with their own mental health during the pandemic?
- And what about long-term care? What could be done to improve the situation in long-term care?
- Finally, what about access to family doctors and other primary care providers? What could be done to improve access?

HEALTHCARE PRIORITIES AREAS (40 minutes) City of London Healthcare Workers

I'd now like to discuss some priority areas in healthcare...

- Has anyone heard about any announcements made by the Government of Canada related to those areas of healthcare that it is prioritizing?
 - IF YES: What have you heard?

SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada announced five priority areas in healthcare:

- (1) addressing health worker shortages and reducing wait times;
- (2) increasing access to family health services;
- (3) improving long term care and home care;
- (4) addressing mental health and substance use; and
- (5) modernizing health data management and virtual care.

- What are your initial reactions when you see this priority list?
- Are there any priorities listed that you think are particularly important?
- Are there any priorities listed that you do not think should be there? Why is that?

NOTE TO MODERATOR: FOR EACH OF THE FIVE PRIORITIES, ASK ALL QUESTIONS BELOW

- How would you expect the Government of Canada to address this priority? (PROBE FOR: Policies, investments, etc.)
 - Do you have any questions about this priority? Do you have any questions about what the Government of Canada plans to do to address this priority?
 - Is this something you think will have a positive impact? Will it impact you directly?

CLIMATE CHANGE (25 minutes) New Brunswick Francophones

We're going to switch gears and speak a little about climate change...

- When you think about climate change, what comes to mind? What does it mean to you?
 - PROBE IF NECESSARY: disruption to wildlife, extreme weather, extreme temperatures, floods, droughts, wildfires, effects on fisheries, etc.
- How concerned are you about the potential impacts of climate change on your community?
- Has climate change impacted your community? How?
- Is your community at all prepared to handle these potential impacts of climate change?
- In the past 12 months, have you or a family member taken any measures to prepare your household for any possible impacts?
- Over the next few decades, do you foresee your community becoming more at risk of impacts of climate change? For example, will they be more prepared to handle situations like floods or hurricanes, or effects on fisheries, among many other scenarios mentioned earlier?

OFFICIAL LANGUAGE MINORITY COMMUNITIES' CHALLENGES (25 minutes) New Brunswick Francophones

Let's talk about the French language in your communities in New Brunswick...

- Thinking about the French language in your communities in New Brunswick, how do you feel about the state of the French language?
 - Do you think it is threatened?
- **POLL:** I'm going to show you a list of items related to living as a Francophone in your region. I'd like you to select the ones you feel are a major challenge. You can select up to 3; if you don't think any are a challenge, then don't select any.
 - Accessing childcare services in French
 - Accessing information from the Government of Canada in French
 - Accessing media content (e.g., radio, television, Internet, newspapers) in French

- Attracting Francophones from outside the region to move here
- Ensuring the Francophone community remains strong in the future
- Feeling part of the Francophone community here
- Keeping young Francophones in the region
- Living in French in your region (e.g., participating in sports/activities, shopping, etc.)
- Speaking in French to a Government of Canada representative
- Transmitting the French language and culture to the next generation
- Accessing services from businesses in French

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

- Were there any challenges missing from this list?

OFFICIAL LANGUAGE GOVERNMENT PRIORITIES (25 minutes) New Brunswick Francophones

- **POLL:** Now, I will show you a list of priorities related to official languages. I'd like you to select which of these priorities you believe are the most important for the Government of Canada to work on. You can select up to 3; if you don't think any should be a priority, don't select any.

SHOW ON SCREEN:

- Creating a strategy to support entrepreneurs in official language minority communities
- Ensuring every Canadian can be heard and understood by a judge in their official language of choice when before a court
- Ensuring that the private sector provides services in the preferred official language of Canadians
- Guaranteeing the equality of the English and French languages in Canada
- Increasing funding for schools for Francophone communities outside of Quebec
- Making investments to improve access to French immersion and French second-language programs across the country

MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS

- Was there anything missing from this list?
- Is there anything the Government of Canada should be doing to support the Francophone community?

HEALTH CARE (20-30 minutes) Newfoundland and Labrador People Nearing Retirement, Ontario First Nations Living On-Reserve

Now I'd like to focus on the health care system in your community. [Then, we'll talk about your impressions on the quality of, and access to, health care services.]

- When you need health care, are you typically able to access it in your local community, or do you have to travel outside your community?

Newfoundland and Labrador People Nearing Retirement I'd like to get your impressions of the quality of health care services, and then we'll focus on access to health care services.

- Overall, how would you rate the quality of the health care system in your community? What makes you say that?
 - How does the quality compare to your perception of the quality of the health care system in Canada broadly?
- What about the quality of the care you receive when you have to travel outside your community?
- And how would you rate access to health care services in your community? What makes you say that?
- What are the biggest challenges facing health care in your area?
 - **Ontario First Nations Living On-Reserve** How should they be addressed?
- **Newfoundland and Labrador People Nearing Retirement** Does the Government of Canada have a role in addressing these challenges?
 - If yes, how should the Government of Canada help address these challenges?
- **Ontario First Nations Living On-Reserve** Have any of you had any recent experiences with health care services?
 - FOR THOSE WHO HAVE: How was your experience?
 - What worked well?
 - What needs to be improved?

NEARING RETIREMENT ISSUES (40 minutes) **Newfoundland and Labrador People Nearing Retirement**

- What is the most important issue for you personally that you think the Government of Canada should be focusing on the most? What makes you say that?
- And what's the most important issue facing those nearing retirement more broadly right now that the Government of Canada should be paying more attention to? What makes you say that?
- When thinking about retirement, what are your biggest concerns?
 - What about the cost of living?
 - How much of an impact, if at all, does the cost of living have on your retirement plans? If it has an impact, where are you noticing these impacts the most?
- How big of a priority, if at all, is retirement planning in your daily life? What, if anything, are you doing to prepare for your retirement?
- How important, if at all, are government programs like the Canada Pension Plan (CPP), Old Age Security (OAS), and the Guaranteed Income Supplement (GIS) in your retirement plans?

SHOW ON SCREEN:

Canada Pension Plan (CPP)

Old Age Security (OAS)

Guaranteed Income Supplement (GIS)

- What about Registered Retirement Savings Plans (RRSPs)?
- How familiar, if at all, are you with each of these programs?

CLARIFY EACH PROGRAM/SHOW ON SCREEN:

The Old Age Security (OAS) pension amount is payable to seniors 65 and over who have a minimum of 10 years of residence in Canada after age 18. It is considered taxable income and is subject to a recovery tax if your individual net annual income is higher than the net world income threshold set for the year (\$79,845 for 2021).

The Guaranteed Income Supplement (GIS) is an additional non-taxable benefit payable to low-income OAS pensioners. A person's entitlement is based on their marital status and level of income. The GIS is re-calculated each July based on your net income in the previous calendar year. Payments can increase, decrease or even stop according to changes in your annual net income.

The Canada Pension Plan (CPP) retirement pension is a monthly, taxable benefit that replaces part of your work earnings income in retirement when you retire. The amount you receive each month is based on your average earnings throughout your working life, your contributions to the CPP, and the age you decide to start your CPP retirement pension. The earlier you apply, the less you will receive on a monthly basis. To receive a retirement pension, you must be at least 60 years old and have made at least one valid contribution to the CPP.

OAS, GIS and CPP benefits are adjusted each year to reflect changes in the Consumer Price Index (*OAS and GIS are reviewed in January, April, July and October; CPP rate increases are calculated once a year and come into effect each January*) to ensure that they keep up with the cost of living.

- What are your reactions to this? Is there any information that you were unaware of before today?

Over the last few years, there have been some changes to these programs. We will review two of these now.

SHOW ON SCREEN ONE AT A TIME:

The CPP enhancement began being phased-in in 2019. It will provide higher benefits in retirement in exchange for making higher CPP contributions.

As of July 2022, seniors who are 75 years old or older receive an automatic 10% increase of their Old Age Security pension.

MODERATOR TO GO THROUGH EACH AND ASK:

- What is your reaction to this?
- Does this change impact you in any way? If so, how?
- Do you think that programs like the CPP, OAS, and GIS will help you live comfortably in retirement?
- What else should the Government of Canada do to help support those planning for retirement?

COMMUNITY CHALLENGES (20 minutes) Ontario First Nations Living On-Reserve

I'd now like to shift our attention to community issues more broadly.

- Do you think the Government of Canada is focusing about the right amount of attention on First Nations issues, not enough or too much? What makes you say that?
- Has the Government of Canada done anything well with respect to First Nations issues?
- What can they improve on?
- What important issues facing your community do you think the Government of Canada should focus on?
- Is safety an area of concern for your community? What makes you say that?
- Do you feel that you have enough access to community safety services in your region?
 - Is there anyone (e.g., a person/organization) to turn to if you have any concerns about the community safety services in your region?
- Has anyone read, heard, or seen anything about the recent Siksika Nation reaching a deal with the federal government and provincial government of Alberta to transition local police services from the RCMP to a self-administered First Nations police service?
 - What have you heard?
 - What are your reactions to this?
 - What are some of the expected impacts in the community?

GOVERNMENT OF CANADA SERVICES (30 minutes) Ontario First Nations Living On-Reserve

- PROBE FOR ALL PARTICIPANTS: I'd like to begin this part of the discussion by asking each of you if you have recently accessed federal government services.
 - What was the service that you accessed?
 - PROBE IF NECESSARY: Has anyone accessed services recently related to passports, employment insurance, Indigenous business development, education partnerships programs, etc.?
- Can you tell us about this recent experience accessing federal government services?
 - How did this contact happen (e.g., by phone, mail, website, in person)?

- PROBE FOR THOSE WHO WENT IN-PERSON: What did you think of the wait times?
- How would you describe your experience?
 - PROBE ON VARIOUS SERVICE ATTRIBUTES: For example, employee knowledge, consistency of information, issues/delays, resolving in timely fashion, etc.
- Did you ever receive conflicting information? Can you tell me about this? What kind of conflicting information did you get?
 - Where did you get it from? How did you handle this?
- Do you think the federal government is doing enough to address issues related to services for First Nations living on-reserve? Why/why not?
- Do you have any other suggestions for how to improve Government of Canada services for First Nations living on-reserve based on your experience?

CONCLUSION (10-15 minutes) All Locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today, or it could be something you think is important but wasn't discussed.

Guide du modérateur, version française

GUIDE DU MODÉRATEUR – SEPTEMBRE 2022 DOCUMENT MAÎTRE

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

Premières Nations de l'Ontario Premières Nations de l'Ontario vivant dans les réserves

En accord avec le protocole autochtone et pour établir des relations respectueuses entre les peuples autochtones et non autochtones du Canada, il est de coutume de reconnaître les territoires traditionnels ou les terres ancestrales des peuples autochtones.

Comme nous nous réunissons virtuellement, je tiens à rappeler que les peuples autochtones sont les gardiens traditionnels des terres et des eaux dans chacun des endroits d'où nous participons à cette séance de discussion ce soir. Nous reconnaissons et apprécions profondément leur lien historique avec ces lieux. Nous reconnaissons également les contributions des Métis, des Inuits et des autres peuples autochtones, qui ont façonné et renforcé nos communautés, nos provinces et le pays dans son ensemble.

LE MODÉRATEUR DOIT SAVOIR SUR QUEL TERRITOIRE IL SE SITUE, SI ON LUI DEMANDE.

NOTE AU MODÉRATEUR : Informer les participantes et participants que nous allons discuter de sujets potentiellement déclencheurs (par exemple, des sujets liés aux pensionnats) ; insister sur le fait que leur participation est volontaire et qu'elles ou ils peuvent prendre une pause ou demander à ce qu'on passe à une autre question si quelque chose est déclencheur.

Les sujets peuvent être intensément émotionnels. Nous tenons à le reconnaître d'emblée et à vous rassurer sur le fait que nous sommes là pour vous écouter. Veuillez ne partager que ce avec quoi vous vous sentez à l'aise et n'hésitez pas à éteindre votre caméra.

Je vais vous transmettre le numéro de la Ligne d'écoute nationale des pensionnats indiens dans la boîte de clavardage à titre de ressource que toutes personnes peuvent appeler à tout moment. Ce numéro sera également affiché à la fin du groupe à titre de référence.

LA PERSONNE RESPONSABLE DU SOUTIEN TECHNIQUE PARTAGERA DANS LA BOÎTE DE CLAVARDAGE LES RENSEIGNEMENTS SUIVANTS :

Ligne d'écoute nationale des pensionnats indiens : 1-866-925-4419

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5-20 minutes) Tous les lieux

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours ?
 - Centres de taille moyenne et grande des Prairies, francophones de l'Ontario Vous souvenez-vous où vous avez entendu cette nouvelle ?
- Francophones du Nouveau-Brunswick, personnes qui approchent la retraite de Terre-Neuve-et-Labrador Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose sur la réponse du gouvernement du Canada à l'ouragan Fiona ?
 - Fait-il quelque chose pour aider les provinces ?

Francophones du Nouveau-Brunswick, personnes qui approchent la retraite de Terre-Neuve-et-Labrador AFFICHER À L'ÉCRAN :

Voici ce que le gouvernement du Canada fait en réponse à l'ouragan Fiona :

- Le Centre des opérations du gouvernement travaille avec le personnel de la région et coordonne l'intervention fédérale à la tempête tropicale Fiona.
- En réponse aux demandes d'aide fédérale de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve-et-Labrador, le gouvernement du Canada fournit un soutien pour le rétablissement et le nettoyage.
- Les Forces armées canadiennes ont mobilisé des ressources et du personnel afin de fournir un soutien sur le terrain aux autorités locales là où elles en ont besoin.
- Le gouvernement du Canada a établi un programme de jumelage de dons avec la Croix-Rouge canadienne pour aider les Canadiennes et Canadiens touchés par l'ouragan Fiona. Les dons appuieront la gamme de services d'urgence que la Croix-Rouge offre aux personnes qui en ont besoin, y compris du logement provisoire, des vêtements, de la nourriture et d'autres fournitures essentielles.

- **Francophones du Nouveau-Brunswick, personnes qui approchent la retraite de Terre-Neuve-et-Labrador** Quelles sont vos premières impressions quant à ces actions ?
 - En fait-il assez pour aider les collectivités touchées ?
 - Que pourrait-il faire d'autre ?
- **Premières Nations de l'Ontario vivant dans les réserves** DEMANDEZ SI NÉCESSAIRE : Avez-vous entendu quelque chose au sujet de la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation qui aura lieu le 30 septembre ? Qu'avez-vous entendu ?
 - Quelles sont vos attentes pour cette journée ?

LES PRIORITÉS ÉCONOMIQUES ET LA TERMINOLOGIE (20-35 minutes) Centres de taille moyenne et grande des Prairies, francophones de l'Ontario, jeunes adultes francophones du centre et de l'est du Canada

Priorités et termes économiques Centres de taille moyenne et grande des Prairies, francophones de l'Ontario

- Selon vous, quels sont les principaux enjeux dont le gouvernement fédéral devrait en faire une priorité ?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de l'économie ?
 - Si vous pensez aux différents enjeux que vous avez mentionnés, où se situe l'économie comme priorité absolue ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Quel est l'aspect spécifique de l'économie qui vous préoccupe le plus — quel est, selon vous, l'enjeu économique le plus urgent ?

Nous venons de discuter de l'économie, de la priorité que vous accordez aux enjeux économiques et à vos préoccupations. J'aimerais maintenant que vous me disiez ce qui vous vient à l'esprit lorsque vous entendez ce qui suit :

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Une économie juste
- Une économie verte
- Une économie progressive
- Une économie qui travaille pour tous les Canadiens
- Une économie inclusive
- Une économie innovatrice

DEMANDER POUR CHACUN :

- Que signifie ce terme pour vous ?
- À quoi cela ressemblerait-il pour vous [INSÉRER SELON LE CAS] : une économie juste/verte/progressive/inclusive/innovatrice/qui travaille pour tous les Canadiens ?

SONDAGE : Maintenant, je voudrais que vous choisissiez le type d'économie que le Gouvernement du Canada devrait viser à bâtir :

- Une économie juste
- Une économie verte
- Une économie progressive
- Une économie qui travaille pour tous les Canadiens
- Une économie inclusive
- Une économie innovatrice

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX LES PLUS POPULAIRES

SI LE TEMPS LE PERMET, DEMANDER ÉGALEMENT POUR CHACUN DE CES CHOIX :

- Ce type d'économie permettrait-il de traiter de l'enjeu économique que vous avez mentionné précédemment ou de celui qui vous préoccupe le plus ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

Voici une autre série de termes pour lesquels je souhaiterais avoir votre avis :

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Soutenir la classe moyenne
- Soutenir les travailleuses et les travailleurs
- Quelle est la différence, le cas échéant, entre ces deux termes ?
- De quelle façon le gouvernement du Canada devrait-il soutenir les travailleuses et les travailleurs ?
 - Cela permettrait-il de traiter de l'enjeu économique que vous avez mentionné précédemment ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- De quelle façon le gouvernement du Canada devrait-il soutenir la classe moyenne ?

- Cela permettrait-il de traiter de l'enjeu économique que vous avez mentionné précédemment ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

Maintenant, la dernière série de termes...

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Population active
- Main-d'œuvre

- Quelle est la différence, le cas échéant, entre ces deux termes ?

Affirmations relatives à l'économie Jeunes adultes francophones du centre et de l'est du Canada

Je vais vous montrer quelques termes et vous demander votre avis.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Une économie qui rapporte pour tous les Canadiens.
- Une économie centrée sur le bien-être des Canadiens.
- Une économie qui se met au travail pour tous les Canadiens.
- Une économie qui livre la marchandise pour tous les Canadiens.
- Une économie qui fait le job pour tous les Canadiens.
- Une économie qui donne des résultats pour tous les Canadiens.
- Une économie qui comprend tous les Canadiens.

- Est-ce que tous ces termes signifient la même chose, ou voyez-vous des différences entre certains d'entre eux ?

SONDAGE : Je voudrais maintenant que vous choisissiez celui que vous préférez (les répondant[e]s doivent n'en choisir qu'un seul) :

- Une économie qui rapporte pour tous les Canadiens.
- Une économie centrée sur le bien-être des Canadiens.
- Une économie qui se met au travail pour tous les Canadiens.
- Une économie qui livre la marchandise pour tous les Canadiens.
- Une économie qui fait le job pour tous les Canadiens.
- Une économie qui donne des résultats pour tous les Canadiens.

- Une économie qui comprend tous les Canadiens.

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

Je vais maintenant vous montrer deux autres énoncés...

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- On continue notre travail pour que tous les Canadiens tirent profit de l'économie.
- On continue notre travail pour que tous les Canadiens soient au centre de l'économie.
- Si le gouvernement du Canada adoptait ce genre de message, cela aurait-il du sens pour vous ?
- Est-il approprié pour le gouvernement du Canada de communiquer ce genre de message ?

SONDAGE : Je voudrais maintenant que vous choisissiez celui que vous préférez :

- On continue notre travail pour que tous les Canadiens tirent profit de l'économie.
- On continue notre travail pour que tous les Canadiens soient au centre de l'économie.

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

LA PERFORMANCE DU GOUVERNEMENT DU CANADA QUANT AUX ENJEUX ÉCONOMIQUES

(30 minutes) Centres de taille moyenne et grande des Prairies, francophones de l'Ontario

- Quel travail le gouvernement fédéral fait-il, le cas échéant, pour traiter des enjeux économiques ?
- Pour ce qui est de traiter des enjeux économiques, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Quelles sont les principales nouvelles ou annonces que vous vous rappelez avoir vues ou entendues au cours des quelques derniers mois, le cas échéant, concernant le travail du gouvernement du Canada sur les enjeux économiques ?
 - Que retenez-vous de cela ?

Centres de taille moyenne et grande des Prairies *NOTE AU MODÉRATEUR : SI À COURT DE TEMPS, SAUTER LES QUESTIONS SUR L'ENVIRONNEMENT ET PASSER À CELLES SUR LA GARDE DES JEUNES ENFANTS*

- Et quel travail, le cas échéant, le gouvernement du Canada fait-il pour contribuer aux efforts en matière d'environnement et de changement climatique ?
- Lorsque vous pensez à ce que le gouvernement du Canada a fait ou pourrait faire en matière d'environnement et de changement climatique, avez-vous l'impression que les actions de ce genre font partie d'une stratégie qui vise à traiter des enjeux économiques, ou qu'il n'y a aucun lien ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - À votre avis, de telles politiques aideraient-elles à bâtir une économie juste, inclusive ou progressive ?
 - Pensez-vous qu'elles pourraient contribuer à soutenir les travailleuses et les travailleurs ? La classe moyenne ? Comment ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Parmi certaines des choses que le gouvernement du Canada a annoncé qu'il faisait figurent les suivantes :

- Réduire la pollution par le carbone dans le secteur pétrolier et gazier
- Investir dans l'électricité propre
- Aider les industries à développer et à adopter des technologies propres qui leur serviront à atteindre la carboneutralité
- Le fait de connaître ces choses change-t-il votre perception quant au lien entre l'action sur l'environnement et le changement climatique et traiter des enjeux économiques ?
 - Parmi ces trois, est-ce que certaines semblent plus liées aux enjeux économiques que d'autres ?

Francophones de l'Ontario *NOTE AU MODÉRATEUR : SAUTER CES QUESTIONS SI LE TEMPS NE LE PERMET PAS ET PASSER AUX JUSTIFICATIFS NUMÉRIQUES.*

Maintenant, parlons de garde de jeunes enfants.

- Quel travail, le cas échéant, le gouvernement du Canada fait-il pour rendre les services de garde des jeunes enfants plus abordable pour les parents ?

- Lorsque vous pensez à ce que le gouvernement du Canada a fait ou pourrait faire en matière de garde de jeunes enfants, avez-vous l'impression que les actions de ce genre font partie d'une stratégie qui vise à traiter des enjeux économiques, ou qu'il n'y a aucun lien ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - À votre avis, ce travail en matière de garde de jeunes enfants aide-t-il à bâtir une économie juste, inclusive ou progressive ?
 - Selon vous, cela soutient-il les travailleuses et les travailleurs ? La classe moyenne ? Comment ?

PRÉCISER SI NÉCESSAIRE : Le gouvernement du Canada a conclu des ententes avec toutes les provinces et territoires pour rendre les services de garde des jeunes enfants plus abordable. Le plan du gouvernement du Canada vise à réduire les frais de garde d'enfants à 10 \$ par jour en moyenne et à créer 250 000 places en garderie au Canada d'ici 2025-2026.

SI LES ENTENTES SUR LA GARDE D'ENFANTS N'ONT PAS ÉTÉ ÉVOQUÉES PRÉCÉDEMMENT,
DEMANDER : Est-ce que le fait d'avoir pris connaissance de ces ententes et politiques vous amène à changer de réponse d'une quelconque façon ?

JUSTIFICATIFS NUMÉRIQUES (30 minutes) Centres de taille moyenne et grande des Prairies, francophones de l'Ontario, jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, jeunes adultes de l'Ouest canadien, voyageurs du comté de Frontenac (Ontario), jeunes adultes francophones du centre et de l'est du Canada

J'aimerais maintenant passer à un sujet complètement différent...

- Y a-t-il quelqu'un qui sait ce qu'est un justificatif numérique ?
 - SI OUI : Comment l'expliqueriez-vous ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Les justificatifs numériques sont un moyen pour les personnes de fournir des renseignements sur leur identité par voie électronique. Les justificatifs numériques reposent sur une base entièrement volontaire et peuvent être utilisés lors de transactions de services plutôt que de devoir se présenter en personne pour fournir les documents requis (ou plutôt que de devoir transmettre une version numérisée ou une photo de documents physiques). De la même façon que vous placerez vos documents physiques dans un endroit sûr ou dans votre portefeuille, vos justificatifs numériques peuvent être stockés de manière sécurisée sur un appareil personnel.

- Veuillez noter que les justificatifs numériques ne sont **pas** la même chose que de numériser ou prendre une photo de documents physiques ; ces justificatifs numériques sont essentiellement **l'équivalent** électronique de documents physiques. Je vais vous montrer un exemple pour illustrer mon propos.

Centres de taille moyenne et grande des Prairies, jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, jeunes adultes de l'Ouest canadien, voyageurs du comté de Frontenac (Ontario)

AFFICHER À L'ÉCRAN :



- Centres de taille moyenne et grande des Prairies, jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, jeunes adultes de l'Ouest canadien, voyageurs du comté de Frontenac (Ontario)
Voici un exemple de la carte de services numérique adoptée par la province de la Colombie-Britannique, au Canada. Vous pouvez voir l'équivalent électronique de la carte de services physique de la C.-B. (à gauche), qui vous permet d'accéder aux services provinciaux, y compris les soins de santé.
- Quelles sont vos premières réactions à l'égard des justificatifs numériques ?
- Pouvez-vous penser à des exemples de justificatifs numériques qui existent actuellement ?

- Pouvez-vous penser à des situations où une personne pourrait se servir de justificatifs numériques ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Je vous ai donné l'exemple [d'une carte de services numérique de la Colombie-Britannique qui peut être utilisée pour accéder à des services provinciaux, comme les soins de santé/d'un permis de conduire numérique du Québec]. Pouvez-vous penser à d'autres situations où une personne pourrait se servir de justificatifs numériques ?
 - SI LES SITUATIONS PROPOSÉES NE SONT QUE POUR L'EXEMPLE [DE LA C.-B./DU QUÉBEC]* : Pouvez-vous penser à d'autres types de justificatifs numériques en dehors de l'exemple [de la C.-B./du Québec] dont nous avons discuté ? De quelle façon pourraient-ils être utilisés ?

Centres de taille moyenne et grande des Prairies, jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, jeunes adultes de l'Ouest canadien *NOTE AU MODÉRATEUR : D'autres exemples de la façon dont les justificatifs numériques de la C.-B. peuvent être utilisés comprennent l'accès à des services en ligne tels que les dossiers médicaux, les permis de conduire, les dossiers scolaires, etc.

- Quels avantages, le cas échéant, pensez-vous qu'il y a à utiliser des justificatifs numériques ?
- Quelles sont vos préoccupations, le cas échéant, concernant l'utilisation des justificatifs numériques ?
- Avez-vous des questions au sujet des justificatifs numériques ?
- Maintenant, supposons que les justificatifs numériques soient largement utilisés partout au Canada. À quoi cela ressemblerait-il pour vous ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Par exemple, pensez-vous que les transactions de service changeraient ? Comment ?

Francophones de l'Ontario, jeunes adultes francophones du centre et de l'est du Canada **AFFICHER À L'ÉCRAN :**



- **Francophones de l'Ontario, jeunes adultes francophones du centre et de l'est du Canada** Voici un exemple de ce à quoi pourrait ressembler un justificatif d'identité numérique. Il s'agit d'un équivalent électronique du permis de conduire physique du Québec.

INFORMATION EN MATIÈRE DE SANTÉ PUBLIQUE (45 minutes) **Jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, jeunes adultes de l'Ouest canadien, jeunes adultes francophones du centre et de l'est du Canada**

- Je voudrais maintenant vous poser quelques questions générales sur la façon dont vous obtenez des informations relatives à la santé. Veuillez noter que je parle de toute sorte d'information relative à la santé, ce qui pourrait inclure des informations provenant du gouvernement du Canada, mais pas nécessairement.
- Au cours des quelques derniers mois, pouvez-vous citer des exemples de sujets liés à la santé sur lesquels vous souhaitez obtenir plus d'informations ?
 - SI L'ON RÉPOND AUCUNE : Est-ce parce que vous estimiez avoir suffisamment d'information ?

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES EXEMPLES CITÉS (S'IL Y A PLUSIEURS SUJETS, SE LIMITER À UN EXEMPLE PAR PERSONNE) ET DEMANDERA :

- Pouvez-vous me décrire comment vous avez procédé pour trouver des informations sur cette question de santé ?
 - Quelles personnes, ressources ou autres sources d'information avez-vous consultées ?
 - SI L'ON RÉPOND INTERNET OU GOOGLE, SONDER : Dans quelle mesure faites-vous une recherche approfondie ? Est-ce que vous cliquez sur le premier lien ? Pourquoi ?
 - SI L'ON RÉPOND MÉDIAS SOCIAUX, SONDER : Quelle plateforme de média social ? De qui ? Des personnalités connues ? Des expertes ou experts scientifiques ou des médecins ? Ami[e]s ou famille ? Pourquoi ?
 - Combien de sources avez-vous consultées pour vous satisfaire des réponses ? Expliquez-moi votre raisonnement.

SONDAGE : Je vais vous montrer différentes sources d'information. Je voudrais que vous choisissiez celles que vous utiliseriez si vous vouliez plus d'informations sur la santé mentale. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois. Dans le cas où vous ne recherchiez jamais ce type d'information, ou vous n'utiliseriez aucune de ces sources, vous n'avez pas à en choisir une.

- a. Actualités télévisées
 - b. Radio, balados et autres émissions
 - c. Journaux et autre presse écrite (y compris les sites Web d'actualités)
 - d. Séances d'information ou sites Web du gouvernement fédéral canadien
 - e. Séances d'information ou sites Web des gouvernements provinciaux et territoriaux
 - f. Autorités sanitaires internationales (p. ex. l'Organisation mondiale de la Santé)
 - g. Travailleurs ou travailleuses de la santé (p. ex. des médecins, des infirmières ou infirmiers)
 - h. Des scientifiques
 - i. Médias sociaux (p. ex. Facebook, Twitter, YouTube, Instagram, TikTok)
 - j. Personnalités connues
 - k. Moteur de recherche en ligne (p. ex. Google)
 - l. Ami[e]s et famille
 - m. Collègues de travail ou d'école
- Y a-t-il des sources d'information qui manquent dans cette liste (c.-à-d. des sources que vous utiliseriez pour trouver de l'information sur la santé mentale et qui ne figuraient pas sur la liste) ?
 - SI OUI : Qu'est-ce qui manque ?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il des influenceurs ? (AU BESOIN : Les influenceurs sont des personnes qui publient régulièrement du contenu sur un sujet donné sur leurs réseaux sociaux préférés et qui comptent un grand nombre d'abonnés.)

- Y avait-il certains éléments qui prêtaient à confusion ou qui n'étaient pas clairs ?

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES OPTIONS CHOISIES PAR LE PLUS GRAND NOMBRE DE PERSONNES

SONDAGE : Je vais vous montrer la même liste de sources d'information, mais cette fois-ci, je voudrais que vous choisissiez celles auxquelles vous faites le plus confiance pour des recommandations en matière de santé. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois. Si vous ne faites confiance à aucune d'entre elles, vous n'avez pas à en choisir une.

- a. Actualités télévisées
 - b. Radio, balados et autres émissions
 - c. Journaux et autre presse écrite (y compris les sites Web d'actualités)
 - d. Séances d'information ou sites Web du gouvernement fédéral canadien
 - e. Séances d'information ou sites Web des gouvernements provinciaux et territoriaux
 - f. Autorités sanitaires internationales (p. ex. l'Organisation mondiale de la Santé)
 - g. Travailleurs ou travailleuses de la santé (p. ex. des médecins, des infirmières ou infirmiers)
 - h. Des scientifiques
 - i. Médias sociaux (p. ex. Facebook, Twitter, YouTube, Instagram, TikTok)
 - j. Personnalités connues
 - k. Moteur de recherche en ligne (p. ex. Google)
 - l. Ami[e]s et famille
 - m. Collègues de travail ou d'école
- Y en a-t-il parmi vous qui ont choisi des sources différentes cette fois-ci ?
 - Comment sont-elles différentes, et pourquoi ?

ARMES À FEU (20-60 minutes) Jeunes adultes de l'Ontario et de la région de l'Atlantique, personnes préoccupées par l'économie des centres de petite taille et ruraux des Prairies, propriétaires d'armes à feu du Canada atlantique

- Le gouvernement du Canada a-t-il déjà fait quelque chose pour lutter contre les crimes commis avec des armes à feu ? Fait-il quelque chose maintenant ?
 - Y en a-t-il qui ont entendu parler de la nouvelle loi proposée sur les armes à feu ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN/AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a déposé un nouveau projet de loi sur le contrôle des armes à feu. Celui-ci comprend les mesures suivantes :

- **Mise en œuvre d'un gel national des armes de poing** afin d'empêcher les gens d'apporter au Canada des armes de poing nouvellement acquises ou de les acheter, de les vendre et de les transférer dans le pays.
 - **Révocation des permis d'armes à feu** des personnes impliquées dans des actes de violence domestique ou de harcèlement criminel.
 - **Lutte contre la contrebande et le trafic d'armes à feu** au moyen de sanctions pénales plus sévères, d'outils supplémentaires permettant aux forces de l'ordre d'enquêter sur les crimes commis avec des armes à feu et de mesures de sécurité renforcées aux frontières.
 - **Lutte contre la violence conjugale, la violence fondée sur le sexe et l'automutilation au moyen d'une arme à feu** grâce à une loi « drapeau rouge » qui permettrait aux tribunaux d'exiger que les personnes considérées comme un danger pour elles-mêmes ou pour autrui remettent leurs armes à feu aux forces de l'ordre, tout en assurant la sécurité de la personne qui présente une demande dans le cadre du processus « drapeau rouge », notamment en protégeant son identité. De plus, le gouvernement investira 6,6 millions de dollars pour mieux faire connaître cette nouvelle loi et aider les groupes vulnérables et marginalisés à en consulter les dispositions.
 - **Exiger la modification des chargeurs d'armes d'épaule** pour qu'ils ne puissent jamais contenir plus de cinq cartouches ; la vente des chargeurs à plus grande capacité serait interdite.
- J'aimerais passer en revue chacune de ces mesures.

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE CHACUNE DES MESURES ET DEMANDERA :

- Quelle est votre réaction à cette mesure ?
 - Y a-t-il quelque chose concernant celle-ci qui vous plaît ?
 - Y a-t-il quelque chose concernant celle-ci qui vous déplaît ?

DEMANDER SI LE TEMPS LE PERMET :

- Y a-t-il des mesures qui vous toucheraient personnellement ?
- En ce qui concerne le gel des armes de poing plus particulièrement, avez-vous des questions ou des préoccupations quant à la façon dont cette politique pourrait être mise en œuvre ?

- Pensez-vous que les mesures contenues dans ce projet de loi vont suffisamment loin dans la lutte contre les crimes commis avec des armes à feu, ou faut-il en faire plus pour contrôler l'accès aux armes à feu au Canada ?
 - SI OUI : Que pourrait faire d'autre le gouvernement fédéral ?

Mesures concernant les armes et la criminalité Propriétaires d'armes à feu du Canada atlantique

- Comment décririez-vous les lois sur les armes à feu au Canada aujourd'hui ? Diriez-vous que le Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en matière de lois sur les armes à feu ?
- En général, selon ce que vous savez, pensez-vous que les lois sur les armes à feu au Canada sont assez strictes, trop strictes ou pas assez strictes ? Pourquoi ?
 - Est-il facile ou difficile d'acheter ou d'obtenir une arme à feu au Canada ? Qu'en est-il d'une arme de poing ? Comment le savez-vous ?
- Comment décririez-vous le niveau de crimes commis avec des armes à feu au Canada ?
- D'après ce que vous avez pu lire, voir ou entendre, diriez-vous que la violence armée augmente, diminue ou reste la même au Canada ? Qu'en est-il dans votre collectivité ?
 - SI ELLE A AUGMENTÉ : Pourquoi pensez-vous qu'elle a augmenté ?
 - SI ELLE A DIMINUÉ : Pourquoi pensez-vous qu'elle a diminué ?
- Qu'est-ce qui se cache derrière les crimes commis avec des armes à feu ? Quelles sont certaines de ses causes ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN/AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a instauré au mois d'août une interdiction temporaire d'importation d'armes de poing à autorisation restreinte. Les particuliers et les entreprises ne peuvent pas importer d'armes de poing au Canada, à quelques exceptions près. Ces restrictions dureront jusqu'à l'entrée en vigueur du gel national.

- Que pensez-vous de cette mesure provisoire ?

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE CHACUNE DES MESURES ET DEMANDERA :

- Quelle est votre réaction à cette mesure ?

- Y a-t-il quelque chose concernant celle-ci qui vous plaît ?
- Y a-t-il quelque chose concernant celle-ci qui vous déplaît ?
- Y a-t-il des mesures qui vous toucheraient personnellement ?
- Pensez-vous que les mesures contenues dans ce projet de loi sont excessives dans le cadre de la lutte contre le crime par armes à feu, qu'elles sont suffisantes ou qu'il faudrait en faire davantage pour contrôler l'accès aux armes à feu au Canada ?
 - SI L'ON RÉPOND « IL FAUDRAIT EN FAIRE DAVANTAGE » : Que pourrait faire d'autre le gouvernement fédéral ?

SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER (20 minutes) Jeunes adultes de l'Ouest canadien, voyageurs du comté de Frontenac (Ontario), personnes préoccupées par l'économie des centres de petite taille et ruraux des Prairies

Passons à un autre sujet...

- Avez-vous entendu, lu ou vu quelque chose sur ce que fait le gouvernement du Canada relativement au secteur pétrolier et gazier ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Avez-vous entendu parler du plan du gouvernement du Canada visant à plafonner les émissions dans le secteur pétrolier et gazier ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ? Comment ou où en avez-vous entendu parler ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada s'est engagé à réduire la pollution générée au Canada qui cause le changement climatique. Pour aider à atteindre cet objectif, le secteur pétrolier et gazier sera tenu de plafonner et de réduire la pollution qu'il crée.

Cela signifie qu'au cours des prochaines années, les entreprises pétrolières et gazières devront réduire la quantité d'émissions générées par leurs activités industrielles. Le plafond s'appliquera à la pollution créée par leurs activités industrielles, et non pas à la quantité de pétrole et de gaz qu'elles vendent. En d'autres termes, les entreprises pourront continuer de produire les quantités de pétrole et de gaz qu'elles souhaitent, à condition de le faire de manière de plus en plus propre.

Des consultations sont en cours sur la meilleure façon de concevoir un système national pour atteindre cet objectif.

- Êtes-vous favorable ou vous opposez-vous à ce que le gouvernement du Canada plafonne les émissions du secteur pétrolier et gazier ? Pourquoi ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Selon vous, quel impact cela aura-t-il sur le changement climatique, le cas échéant ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Selon vous, quel impact cela aura-t-il sur le prix de l'essence, le cas échéant ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Qu'en est-il de la situation en Ukraine — selon vous, cela devrait-il être pris en compte dans la décision du gouvernement du Canada de plafonner les émissions dans le secteur pétrolier et gazier ou pensez-vous que le Canada est plutôt épargné sur le plan énergétique par ce qui se passe là-bas ?
- Pensez-vous que le Canada devrait travailler dans le sens de faire réduire les émissions du secteur pétrolier et gazier, ou non ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Y a-t-il des raisons pour lesquelles il ne faudrait pas le faire ?
- À votre avis, le gouvernement du Canada devrait-il intervenir pour s'assurer que le secteur pétrolier et gazier réduit ses émissions ou pensez-vous que le secteur le fera de lui-même, sans l'intervention du gouvernement fédéral ?
- Y a-t-il des circonstances dans lesquelles vous pensez que ce serait une bonne idée d'augmenter la production de pétrole et de gaz ?

EXPÉRIENCES DE VOYAGES (45 minutes) Voyageurs du comté de Frontenac (Ontario)

- SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose récemment concernant le plan du gouvernement du Canada pour remédier aux enjeux de prestation de services à la population canadienne ? Si oui, qu'avez-vous entendu ?
 - DEMANDER SI NÉCESSAIRE : Avez-vous entendu parler de retards dans le traitement des passeports ou des demandes d'immigration, ou encore de tout autre enjeu dans les aéroports canadiens ? Si oui, qu'avez-vous entendu ?

Passeports

- Avez-vous entendu quelque chose sur ce que le gouvernement fédéral a fait pour remédier aux retards dans le traitement des passeports ? Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Le gouvernement du Canada a récemment embauché plus de 700 nouveaux employés pour les bureaux de passeport, a réduit les temps d'attente dans les centres d'appels de passeport et a ajouté un plus grand nombre de points de service de retrait de passeport, y compris plus récemment le Centre Service Canada à Kingston.

- Qu'en pensez-vous ? Pensez-vous que le gouvernement fédéral en fait assez pour remédier aux délais de traitement des passeports ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Que vous ayez connu des problèmes directement ou que vous en ayez entendu parler indirectement, qu'est-ce qui explique, selon vous, les difficultés d'accès aux services de passeport ?

SONDAGE : Je vais vous montrer quelques raisons possibles pour les retards. J'aimerais que vous choisissiez celles qui, selon vous, ont le plus grand impact sur les services de passeport. Vous pouvez toutes les sélectionner ou n'en sélectionner aucune.

- a) Une augmentation du volume de demandes
- b) Un recours aux demandes par la poste, dont le délai de traitement est plus long
- c) Les restrictions de santé publique
- d) Une forte proportion de demandes complexes (c.-à-d. des demandes qui comportent des changements qui ont pu se produire depuis la première demande [p. ex. des coordonnées périmées, des personnes à charge qui ont atteint l'âge de 18 ans, des documents manquants, etc.]

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX. SI LE TEMPS LE PERMET, S'ENQUÉRIR DE CELLES QUE PEU ONT CHOISIES (C.-À-D. POURQUOI PENSE-T-ON QU'ELLES N'ONT PAS D'IMPACT MAJEUR).

Aéroports

- Avez-vous entendu quelque chose sur ce que le gouvernement fédéral a fait pour remédier aux temps d'attente et aux retards dans les aéroports canadiens ? Qu'avez-vous entendu ?
- Avez-vous entendu parler du *Règlement sur la protection des passagers aériens* ?
 - SI OUI : Pouvez-vous décrire ce dont il s'agit ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Au Canada, les transporteurs aériens doivent respecter les exigences du *Règlement sur la protection des passagers aériens*, qui énonce les exigences en matière d'indemnisation des passagers en cas d'interruption de vol en raison d'incidents sous le contrôle d'un transporteur aérien, y compris les pénuries de membres d'équipage lorsque le transporteur aurait pu être en mesure de prévenir l'interruption de vol grâce à une planification adéquate.

Je vais maintenant vous montrer certaines mesures que le gouvernement du Canada a prises pour remédier aux temps d'attente et aux retards dans les aéroports canadiens :

AFFICHER À L'ÉCRAN :

1. De nouveaux règlements entrés en vigueur le 8 septembre 2022 font en sorte que les passagers se verront offrir l'option d'un remboursement pour les vols qui sont annulés, ou lorsqu'il y a un long retard pour des raisons indépendantes de la volonté d'un transporteur aérien. Cela inclut des phénomènes météorologiques majeurs ou une pandémie, et des situations où il n'est pas possible pour le transporteur aérien de s'assurer que le passager complète son itinéraire prévu dans un délai raisonnable.
 2. Depuis le 1 avril, 740 agents de contrôle ont été embauchés dans l'ensemble du Canada. Les efforts visant à accroître les niveaux de dotation des agents de contrôle dans tous les aéroports se poursuivent.
 3. Pour faciliter l'entrée et accélérer le traitement des voyageurs, il y a maintenant 12 portes électroniques, quatre portes électroniques NEXUS dédiées et 30 nouvelles bornes d'inspection primaire (BIP) à l'aéroport international Toronto Pearson.
 4. Les voyageurs qui arrivent aux aéroports internationaux de Toronto Pearson, de Vancouver ou de Montréal-Trudeau peuvent maintenant gagner plus de temps en utilisant la fonction optionnelle de Déclaration de l'ASFC faite à l'avance dans ArriveCAN pour soumettre leur déclaration de douane et d'immigration avant l'arrivée.
- Qu'en pensez-vous ? Pensez-vous que le gouvernement fédéral en fait assez pour remédier aux temps d'attente et aux retards dans les aéroports canadiens ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

Immigration

- Avez-vous entendu quelque chose sur ce que le gouvernement fédéral a fait pour remédier aux arriérés d'immigration ? Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) aura embauché près de 1 250 nouveaux employés d'ici la fin de l'automne afin d'augmenter la capacité de traitement du ministère et de s'attaquer aux arriérés à court terme.

- Qu'en pensez-vous ? Pensez-vous que le gouvernement fédéral en fait assez pour s'attaquer aux arriérés d'immigration ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

ÉVALUATION DE PUBLICITÉS DE SANTÉ CANADA (15 minutes) Personnes préoccupées par l'économie des centres de petite taille et ruraux des Prairies

- Est-ce que quelqu'un a entendu parler de la Prestation dentaire canadienne qui sera bientôt mise en place ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

La Prestation dentaire canadienne proposée offrirait aux parents ou aux tuteurs admissibles des paiements directs pour couvrir les frais dentaires de leurs enfants âgés de moins de 12 ans.

Les paiements annuels de la Prestation dentaire canadienne pourraient atteindre 650 \$ par enfant pour les familles dont le revenu net rajusté est inférieur à 90 000 \$ par année et qui n'ont pas de couverture pour les soins dentaires.

Je vais vous montrer quelques concepts créatifs qui pourraient être utilisés par le gouvernement du Canada pour informer les Canadiennes et les Canadiens de la Prestation dentaire canadienne à venir.

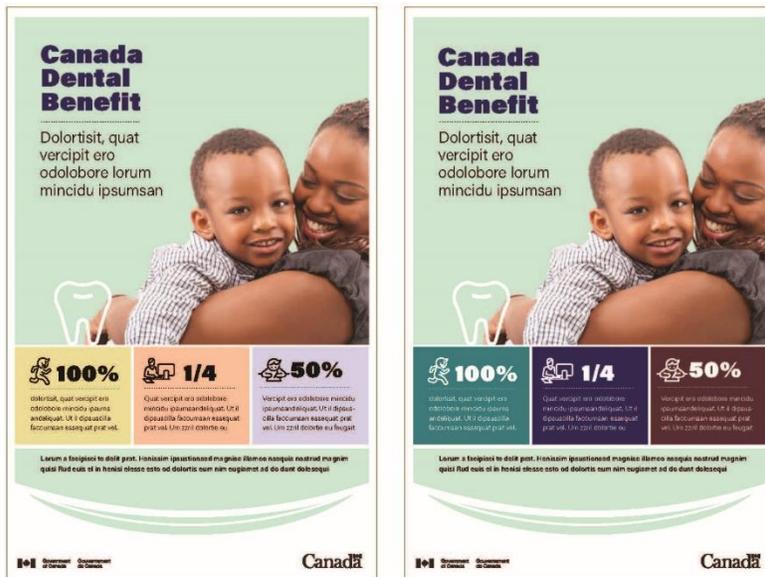
Ces concepts créatifs pourraient être présentés sous forme d'affiches et de fiches d'information, sur des sites Web ou dans les médias sociaux. Ces concepts créatifs pourraient être présentés sous forme d'affiches et de fiches d'information, sur des sites Web ou dans les médias sociaux. Il est à noter que ces concepts sont encore à l'état d'ébauche, de sorte que tout le texte, à l'exception du nom de la prestation, n'est que pour le moment un espace réservé et ne sert qu'à vous donner une idée visuelle de ce à quoi les concepts ressembleraient.

Avant de commencer...

- À main levée, qui parmi vous est parent d'un enfant de moins de 12 ans ? (PRENDRE NOTE DES PARTICIPANT[E]S QUI ONT LA MAIN LEVÉE)

- À main levée, qui parmi vous n’a pas d’assurance dentaire privée, que ce soit à titre personnel ou par le biais d’un autre membre de votre ménage ? (PRENDRE NOTE DES PARTICIPANT[E]S QUI ONT LA MAIN LEVÉE)

AFFICHER À L’ÉCRAN :



- Globalement, que pensez-vous de la conception des affiches ?
- Qu’est-ce qui vous plaît le plus au sujet de ces affiches ? Qu’est-ce qui vous déplaît le plus ?
- Quelle option d’affiche avez-vous préférée ? Pourquoi ?
- Est-ce que ces affiches se démarqueraient si vous les voyiez en ligne ou en personne ? Pourquoi dites-vous cela ?
- Cela vous motiverait-il à agir, tel que consulter le site Web du gouvernement du Canada pour en apprendre davantage ? Qu’est-ce qui vous fait dire cela ?

AGRICULTURE/ENGRAIS (30 minutes) Personnes préoccupées par l’économie des centres de petite taille et ruraux des Prairies

- Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose au sujet de ce que le gouvernement du Canada fait en lien avec le secteur agricole ?

- DEMANDER AU BESOIN : Avez-vous entendu parler du plan du gouvernement du Canada visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre attribuables aux engrais ?
- SI OUI : Qu'avez-vous entendu ? Comment ou où en avez-vous entendu parler ?
- Diriez-vous que l'utilisation d'engrais dans les fermes canadiennes a augmenté au cours des 15 dernières années environ, est demeurée la même ou a diminué ?
 - SI ELLE A AUGMENTÉ : Pensez-vous qu'une utilisation accrue d'engrais entraîne une augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES) ?
 - SI OUI : Est-ce une préoccupation, ou pensez-vous que cela n'a qu'un faible impact sur l'ensemble des GES produits au Canada ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada élabore actuellement une approche qui vise à réduire les émissions en agriculture au Canada. Les mesures pour y parvenir seront axées sur la réduction des émissions attribuables à l'engrais azoté avec pour cible une réduction de 30 % d'ici 2030 (par rapport aux niveaux de 2020).

La cible de réduction des émissions du Canada **ne constitue pas une réduction obligatoire** de l'utilisation d'engrais, mais plutôt une **réduction volontaire des émissions attribuables aux engrais**. L'objectif est de maximiser l'efficacité, optimiser l'utilisation des engrais, favoriser l'innovation, et de collaborer avec le secteur agricole, les partenaires et les parties prenantes en vue de déceler les possibilités qui nous permettront d'atteindre cette cible tout en maintenant ou en augmentant les rendements.

- Êtes-vous favorable ou vous opposez-vous à ce que le gouvernement du Canada réduise les émissions d'engrais ? Pourquoi ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Selon vous, quel impact cela aura-t-il sur le changement climatique, le cas échéant ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Selon vous, quel impact cela aura-t-il sur les agriculteurs, le cas échéant ?
- Pensez-vous que le Canada devrait travailler dans le sens de réduire les émissions d'engrais, ou non ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Y a-t-il des raisons pour lesquelles il ne faudrait pas le faire ?

- À votre avis, le gouvernement du Canada devrait-il intervenir pour s'assurer que le secteur de l'agriculture réduit ses émissions ou pensez-vous que le secteur le fera de lui-même, sans l'intervention du gouvernement fédéral ?
- Pensez-vous qu'une réduction de 30 % d'ici 2030 est trop ambitieuse, est réalisable ou n'est pas assez ambitieuse ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

PRIORITÉS ET PERFORMANCE (10-20 minutes) Travailleur[-euse]s de la santé de la ville de London, propriétaires d'armes à feu du Canada atlantique, personnes qui approchent la retraite de Terre-Neuve-et-Labrador, Premières Nations de l'Ontario vivant dans les réserves

- À votre avis, que fait de bien le gouvernement fédéral ? Pourquoi dites-vous cela ?
- Selon vous, sur quels plans le gouvernement fédéral doit-il s'améliorer ? Pourquoi dites-vous cela ?
- Votre opinion du gouvernement fédéral s'est-elle améliorée ou détériorée au fil du temps ? Pourquoi ?
- À votre avis, quels sont les principaux enjeux auxquels sont confrontés [les peuples autochtones] et dont le gouvernement fédéral devrait traiter en priorité ?

Travailleur[-euse]s de la santé de la ville de London MODÉRATEUR : SI LES PARTICIPANT[E]S MENTIONNENT LES SOINS DE SANTÉ, LEUR INDIQUER QUE C'EST NOTÉ ET QUE NOUS AURONS UNE DISCUSSION PLUS APPROFONDIE SUR LES SOINS DE SANTÉ SOUS PEU (C.-À-D. QUE POUR LE MOMENT, NOUS SOUHAITONS SEULEMENT OBTENIR UN RAPIDE APERÇU DES PRINCIPAUX ENJEUX)

- Quelles nouvelles avez-vous déjà vues, lues ou entendues au sujet du travail effectué par le gouvernement du Canada dans le passé sur l'un de ces dossiers ?
- Quel travail, le cas échéant, le gouvernement fédéral prévoit-il de faire dans ces dossiers ?
- **Personnes qui approchent la retraite de Terre-Neuve-et-Labrador** À votre avis, quels sont les principaux enjeux qui ont un impact sur Terre-Neuve-et-Labrador et dont le gouvernement fédéral devrait traiter en priorité ?

- **Personnes qui approchent la retraite de Terre-Neuve-et-Labrador** En ce qui concerne ces priorités, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Pourquoi dites-vous cela ?
 - Pour les personnes qui disent qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement fédéral pour se mettre sur la bonne voie ?
- **Premières Nations de l'Ontario vivant dans les réserves** En ce qui concerne ces priorités, le gouvernement fédéral est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie ? Pourquoi ?
 - Pour les personnes qui disent qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement fédéral pour se mettre sur la bonne voie ?

L'eau potable Premières Nations de l'Ontario vivant dans les réserves

- SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de l'eau potable propre dans les réserves ?
 - Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose au sujet des actions prises par le gouvernement du Canada pour assurer l'accès à l'eau potable propre dans les réserves ? Qu'a-t-il fait ?

Je vais vous montrer un document infographique portant sur le travail qu'effectue le gouvernement fédéral afin de lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable et ensuite je vous demanderai votre opinion à ce sujet.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Afficher le document infographique « Avis sur la qualité de l'eau potable à long terme touchant des systèmes publics dans les réserves » et « Progrès dans la levée des avis à long terme concernant la qualité de l'eau potable visant les systèmes publics d'approvisionnement en eau dans les réserves ». (<https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1506514143353/1533317130660>)

- Quelles sont vos réactions à ces infographies ?
- Maintenant que vous avez vu cela, comment évaluez-vous les progrès réalisés par le gouvernement du Canada quant à cette question ? Diriez-vous qu'il a fait beaucoup de progrès, un peu, ou aucun ?
 - Y a-t-il quelqu'un qui pense qu'ils ont aggravé la situation ?
 - Que pensez-vous que l'on puisse faire de plus ?

PRIORITÉS EN MATIÈRE DE SOINS DE SANTÉ (35 minutes) Travailleur[-euse]s de la santé de la ville de London

J'aimerais maintenant me pencher sur les soins de santé.

- En général, que pensez-vous de la qualité et de la disponibilité des soins de santé dans votre région ?
 - En général, pensez-vous que le système de santé dans votre région nécessite des changements majeurs, des changements mineurs ou peu à pas de changements ?
- Outre la COVID-19, quels sont les défis les plus pressants en matière de soins de santé dans votre communauté ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de ce que le gouvernement fédéral a fait récemment en matière de soins de santé ?
- En ce qui concerne la santé mentale, pensez-vous qu'il est nécessaire que les gouvernements se penchent sur l'amélioration des soins de santé mentale au Canada ?
 - Que pourrait faire le gouvernement du Canada pour aider les Canadiennes et les Canadiens qui sont aux prises avec leur propre santé mentale pendant la pandémie ?
- Et qu'en est-il des soins de longue durée ? Que pourrait-on faire pour améliorer la situation des soins de longue durée ?
- Et finalement, qu'en est-il de l'accès aux médecins de famille et aux autres fournisseurs de soins primaires ? Que pourrait-on faire pour en améliorer l'accès ?

DOMAINES PRIORITAIRES EN MATIÈRE DE SOINS DE SANTÉ (40 minutes) Travailleur[-euse]s de la santé de la ville de London

J'aimerais maintenant discuter de certains domaines prioritaires en matière de soins de santé...

- Est-ce que quelqu'un a entendu parler d'annonces faites par le gouvernement du Canada concernant les domaines de soins de santé auxquels il accorde la priorité ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé cinq domaines prioritaires en matière de soins de santé :

- (1) remédier aux pénuries de personnel de la santé et réduire les temps d'attente ;
- (2) augmenter l'accès aux soins de santé familiale ;
- (3) améliorer les soins de longue durée et les soins à domicile ;
- (4) s'attaquer aux questions de santé mentale et de consommation de substances ;
- (5) moderniser la gestion des données sur la santé et les soins virtuels.

- Quelles sont vos premières réactions lorsque vous voyez cette liste de priorités ?
- Parmi les priorités énumérées, y en a-t-il qui vous semblent particulièrement importantes ?
- Y a-t-il des priorités qui, selon vous, ne devraient pas figurer sur la liste ? Pour quelles raisons ?

NOTE AU MODÉRATEUR : POUR CHACUNE DES CINQ PRIORITÉS, POSER TOUTES LES QUESTIONS CI-DESSOUS

- De quelle manière vous attendriez-vous à ce que le gouvernement du Canada réponde à cette priorité ? (SONDER POUR : politiques, investissements, etc.)
 - Avez-vous des questions au sujet de cette priorité ? Avez-vous des questions en lien avec ce que le gouvernement du Canada prévoit de faire pour répondre à cette priorité ?
 - Pensez-vous que ce soit quelque chose qui aura un impact positif ? Aura-t-elle un impact direct sur vous ?

CHANGEMENT CLIMATIQUE (25 minutes) Francophones du Nouveau-Brunswick

Nous allons changer de sujet et parler un peu du changement climatique...

- Lorsque vous pensez au changement climatique, qu'est-ce qui vous vient à l'esprit ? Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?
 - SONDER SI NÉCESSAIRE : perturbation de la faune, phénomènes météorologiques extrêmes, des températures extrêmes, des inondations, des sécheresses, des feux de forêt, les effets sur les pêches, etc.
- Dans quelle mesure les impacts potentiels du changement climatique sur votre collectivité vous préoccupent-ils ?

- Le changement climatique a-t-il eu un impact sur votre collectivité ? De quelle manière ?
- Votre collectivité est-elle préparée de quelque manière à faire face à ces impacts potentiels du changement climatique ?
- Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous ou un membre de votre famille avez pris des mesures pour préparer votre ménage à tout impact possible ?
- Au cours des prochaines décennies, estimez-vous que votre collectivité deviendra plus vulnérable aux impacts du changement climatique ? Par exemple, sera-t-elle mieux préparée à faire face à des événements tels que des inondations ou des ouragans, ou aux effets sur les pêches, parmi les nombreux autres scénarios mentionnés précédemment ?

LES COMMUNAUTÉS DE LANGUE OFFICIELLE EN SITUATION MINORITAIRE (25 minutes)

Francophones du Nouveau-Brunswick

Parlons de la langue française dans vos collectivités au Nouveau-Brunswick...

- En ce qui concerne la langue française dans vos communautés au Nouveau-Brunswick, que pensez-vous de l'état de la langue française ?
 - Pensez-vous qu'elle est menacée ?
- **SONDAGE :** Je vais vous présenter une liste d'éléments qui ont trait à la vie en tant que francophone dans votre région. J'aimerais que vous choisissiez ceux qui, selon vous, représentent un défi majeur. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois ; n'en sélectionnez pas si vous pensez qu'il n'y en a aucun qui représente un défi.
 - Accéder à des services de garde d'enfants en français
 - Accéder à l'information provenant du gouvernement du Canada en français
 - Accéder à du contenu médiatique (radio, télévision, Internet, journaux) en français
 - Attirer des francophones venant de l'extérieur de la région pour s'installer ici
 - S'assurer que la communauté francophone demeurera forte pour les années à venir
 - Avoir le sentiment de faire partie de la communauté francophone d'ici
 - Retenir les jeunes francophones dans la région
 - Vivre en français dans votre région (par exemple, participer à des sports/activités, faire les courses, etc.)
 - Parler en français à un[e] représentant[e] du gouvernement du Canada

- Transmettre la langue et la culture française à la prochaine génération
- Accéder aux services offerts par les commerces en français

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

- Est-ce qu'il y avait quoi que ce soit qui manquait dans cette liste ?

PRIORITÉS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE LANGUE OFFICIELLE (25 minutes) Francophones du Nouveau-Brunswick

- **SONDAGE** : Maintenant, je vais vous présenter une liste de priorités en matière de langue officielle. J'aimerais que vous choisissiez celles qui, selon vous, constituent les plus importantes sur lesquelles le gouvernement du Canada doit travailler. Vous pouvez en choisir jusqu'à trois ; n'en sélectionnez pas si vous pensez qu'il n'y en a aucune qui représente une priorité.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Créer une stratégie pour soutenir les entrepreneurs au sein des communautés de langue officielle en situation minoritaire
- S'assurer que chaque Canadien peut être entendu et compris par un juge dans la langue officielle de son choix devant un tribunal
- S'assurer que le secteur privé offre des services dans la langue officielle de choix des Canadiennes et Canadiens
- Garantir l'égalité des langues française et anglaise au Canada
- Augmenter le financement des écoles pour les communautés francophones hors Québec
- Investir pour améliorer l'accès aux programmes d'immersion en français et de français langue seconde dans tout le pays

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX

- Y avait-il quoi que ce soit qui manquait à cette liste ?
- Y a-t-il quoi que ce soit que le gouvernement du Canada devrait faire pour soutenir la communauté francophone ?

SOINS DE SANTÉ (20-30 minutes) Personnes qui approchent la retraite de Terre-Neuve-et-Labrador, Premières Nations de l'Ontario vivant dans les réserves

J'aimerais maintenant me pencher sur le système de soins de santé du Canada. [Ensuite, nous parlerons de vos impressions sur la qualité et l'accès aux services de soins de santé.]

- Lorsque vous avez besoin de soins de santé, pouvez-vous généralement y avoir accès dans votre collectivité locale, ou devez-vous vous déplacer à l'extérieur de votre collectivité ?

Personnes qui approchent la retraite de Terre-Neuve-et-Labrador J'aimerais recueillir vos impressions sur la qualité des services de soins de santé au Canada, puis nous nous pencherons sur l'accès aux services de soins de santé.

- Dans l'ensemble, comment évalueriez-vous la qualité du système de soins de santé dans votre collectivité ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - Comment la qualité se compare-t-elle à votre perception de la qualité du système de soins de santé au Canada plus largement ?
- Qu'en est-il de la qualité des soins que vous recevez lorsque vous devez vous déplacer à l'extérieur de votre collectivité ?
- Et comment évalueriez-vous l'accès aux services de soins de santé dans votre collectivité ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Quels sont les plus grands défis liés aux soins de santé dans votre région ?
 - **Premières Nations de l'Ontario vivant dans les réserves** Comment devrait-on les aborder ?
- **Personnes qui approchent la retraite de Terre-Neuve-et-Labrador** Le gouvernement du Canada a-t-il un rôle à jouer dans la réponse à ces défis ?
 - Si oui, comment le gouvernement du Canada devrait-il aider à répondre à ces défis ?
- **Premières Nations de l'Ontario vivant dans les réserves** Y a-t-il parmi vous des personnes qui ont eu recours récemment à des services de soins de santé ?
 - POUR LES PERSONNES QUI Y ONT EU RECOURS : Comment s'est déroulée votre expérience ?
 - Qu'est-ce qui a bien fonctionné ?
 - Qu'est-ce qui doit être amélioré ?

ENJEUX À L'APPROCHE DE LA RECHERCHE (40 minutes) Personnes qui approchent la retraite de Terre-Neuve-et-Labrador

- Quel est l'enjeu le plus important pour vous personnellement et celui sur lequel vous estimez que le gouvernement du Canada devrait se concentrer le plus ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Et quel est l'enjeu le plus important auquel sont confrontées en ce moment les personnes qui approchent la retraite, plus largement, et qui devrait retenir davantage l'attention du gouvernement du Canada ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Lorsque vous pensez à la retraite quelles sont vos plus grandes préoccupations ?
 - Qu'en est-il du coût de la vie ?
 - Dans quelle mesure le coût de la vie a-t-il un impact, le cas échéant, sur vos plans de retraite ? Dans quelle mesure le coût de la vie a-t-il un impact, le cas échéant, sur vos plans de retraite ? Si cela a un impact, où le remarquez-vous le plus ?
- Dans quelle mesure la planification de la retraite est-elle une priorité, le cas échéant, dans votre vie quotidienne ? Que faites-vous, le cas échéant, pour préparer votre retraite ?
- Quelle est l'importance, le cas échéant, des programmes gouvernementaux comme le Régime de pensions du Canada (RPC), la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV) et le Supplément de revenu garanti (SRG) dans vos plans de retraite ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Régime de pensions du Canada (RPC)

La pension de la Sécurité de la vieillesse (SV)

Supplément de revenu garanti (SRG)

- Qu'en est-il des régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) ?
- Dans quelle mesure ces programmes vous sont-ils familiers, le cas échéant ?

ÉCLAIRCIR CHAQUE PROGRAMME/AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le montant de la pension de la Sécurité de la vieillesse (SV) est payable aux personnes âgées de 65 ans et plus qui ont résidé au Canada pendant au moins 10 ans depuis l'âge de 18 ans. Ce revenu

est imposable et est assujéti à un impôt de récupération si le revenu annuel net est supérieur au seuil du revenu net de toutes provenances fixé pour l'année en question (79 845 \$ pour 2021).

Le Supplément de revenu garanti (SRG) est une prestation supplémentaire non imposable payable aux pensionnés de la SV à faible revenu. Le montant de l'Allocation qu'une personne recevra est établi en fonction de son état matrimonial et de son revenu. Le SRG est recalculé chaque année en juillet en fonction de son revenu net de l'année civile précédente. Les paiements peuvent augmenter, diminuer ou même cesser en fonction de la variation de son revenu net annuel.

La pension de retraite du Régime de pensions du Canada (RPC) est une prestation mensuelle imposable qui assure un remplacement partiel du revenu au moment de la retraite. Le montant de vos prestations mensuelles est établi en fonction de la moyenne des revenus tout au long de votre vie active, de vos cotisations au RPC, et de l'âge auquel vous décidez de commencer à recevoir votre pension de retraite du RPC. Plus tôt vous faites votre demande, moins vous recevrez mensuellement. Pour recevoir une pension de retraite, vous devez avoir au moins 60 ans et avoir versé au moins une cotisation valide au RPC.

Les prestations de la SV, du SRG et du RPC sont ajustées chaque année en fonction des variations dans l'indice des prix à la consommation (*la SV et le SRG sont révisés en janvier, avril, juillet et octobre ; les augmentations des taux des prestations du Régime de pensions du Canada (RPC) sont calculées une fois par année et entrent en vigueur en janvier) afin de s'assurer qu'elles suivent le coût de la vie.*

- Quelles sont vos réactions à cela ? Y a-t-il des informations dont vous n'étiez pas au courant avant aujourd'hui ?

Au cours des dernières années, certains changements ont été apportés à ces programmes. Nous allons maintenant en passer deux en revue.

AFFICHER À L'ÉCRAN UN À LA FOIS :

La mise en œuvre progressive du RPC bonifié a commencé en 2019. Elle entraînera le versement de prestations plus élevées à la retraite en contrepartie de cotisations plus élevées au RPC.

À compter de juillet 2022, les personnes âgées de 75 ans et plus verront une augmentation automatique de 10 % de leur pension de la Sécurité de la vieillesse.

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE CHAQUE ÉLÉMENT ET DEMANDERA :

- Quelle est votre réaction à cela ?
- Ce changement a-t-il un quelconque impact sur vous ? Si oui, comment ?
- Pensez-vous que des programmes comme le RPC, la SV et le SRG vous aideront à vivre confortablement à la retraite ?
- Que devrait faire d'autre le gouvernement du Canada pour apporter un soutien aux personnes qui planifient leur retraite ?

DÉFIS POUR LES COLLECTIVITÉS (20 minutes) Premières Nations de l'Ontario vivant dans les réserves

J'aimerais maintenant qu'on porte notre attention sur les enjeux relatifs aux collectivités de manière plus générale.

- Pensez-vous que le gouvernement du Canada accorde aux enjeux des Premières Nations un degré d'attention qui est à peu près juste, insuffisant ou trop élevé ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Le gouvernement du Canada a-t-il fait quelque chose de bien en ce qui concerne les enjeux des Premières Nations ?
- Que peut-il améliorer ?
- Quels sont les enjeux importants auxquels votre collectivité est confrontée et sur lesquels, selon vous, le gouvernement du Canada devrait se concentrer ?
- La sécurité est-elle un sujet de préoccupation pour votre communauté ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Avez-vous l'impression d'avoir suffisamment accès aux services de sécurité communautaire dans votre région ?
 - Y a-t-il quelqu'un (p. ex. une personne ou un organisme) à qui vous pouvez vous adresser si vous avez des préoccupations au sujet des services de sécurité communautaire dans votre région ?

- Est-ce que quelqu'un a lu, entendu ou vu quelque chose récemment au sujet de la Nation des Siksika qui a conclu une entente avec le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de l'Alberta pour que les services de police locaux passent de la GRC à un service de police des Premières Nations autogéré ?
 - Qu'avez-vous entendu ?
 - Quelles sont vos réactions à cela ?
 - Quels sont certains des impacts anticipés dans la collectivité ?

SERVICES DU GOUVERNEMENT DU CANADA (30 minutes) Premières Nations de l'Ontario vivant dans les réserves

- SONDER CHAQUE PARTICIPANT[E]S : J'aimerais commencer cette partie de la discussion en demandant à chacun d'entre vous à quels services du gouvernement fédéral vous avez récemment accédé.
 - Quel était le service auquel vous avez accédé ?
 - SONDER SI NÉCESSAIRE : Est-ce que quelqu'un a récemment accédé à des services en lien avec les passeports, l'assurance-emploi, le développement des entreprises autochtones, le programme des partenariats en éducation, etc. ?
- Pouvez-vous nous parler de cette récente expérience d'accès aux services du gouvernement fédéral ?
 - De quelle manière ce contact a-t-il eu lieu (par exemple, par téléphone, par la poste, sur le site Web, en personne) ?
 - SONDER LES PERSONNES QUI SONT ALLÉES EN PERSONNE : Qu'avez-vous pensé des temps d'attente ?
 - Comment décririez-vous votre expérience ?
 - SONDER SUR DIVERS ATTRIBUTS DE SERVICE : Par exemple, les connaissances des employé[e]s, la cohérence de l'information, problèmes/délais de traitements, obtenir une résolution en temps opportun, etc.
 - Avez-vous parfois reçu des informations contradictoires ? Pouvez-vous m'en parler ? Quel type d'information contradictoire avez-vous reçue ?
 - D'où provenait-elle ? Comment avez-vous géré cela ?
- Pensez-vous que le gouvernement fédéral en fait suffisamment pour remédier aux enjeux concernant les services aux Premières Nations vivant dans les réserves ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

- En fonction de votre expérience, avez-vous d'autres suggestions pour améliorer les services qu'offre le gouvernement du Canada aux Premières Nations vivant dans les réserves ?

CONCLUSION (10-15 minutes) Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral ? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.

Annexe C – Concepts publicitaires

Justificatifs numériques – Colombie-Britannique (résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies, jeunes adultes de l’Ontario et de la région de l’Atlantique, jeunes adultes de l’Ouest canadien, voyageurs du comté de Frontenac en Ontario)



L'image ci-dessus montre un exemple de justificatif numérique. Elle est divisée en deux parties. À la gauche, on peut voir une carte d'identité traditionnelle émise en Colombie-Britannique. Dans la partie supérieure, il est écrit « British Columbia Services Card » en lettres carrées et directement en dessous, « British Columbia CAN » en grosses lettres bleues. Plus bas, on peut voir le nom de la détentrice, « Cook, Tamara Rosa », accompagné de la photo et de la signature de celle-ci. La carte contient d'autres renseignements : date d'émission, date d'expiration, genre, adresse et date de naissance. Au centre, du côté droit, on voit les armoiries officielles de la Colombie-Britannique et une image holographique de la détentrice, ainsi que sa date de naissance. À côté de la carte d'identité se trouve une flèche pointant vers la droite, où on peut voir une version numérique de cette même carte. Sur l'écran d'un téléphone intelligent, on voit une application montrant une carte d'identité numérique avec la mention « BC Services Card », le nom de la détentrice, « Cook, Tamara Rosa » et sa photo en dessous. En dessous de cette carte d'identité, on peut voir trois options sur lesquelles on peut taper, soit « Use My Mobile Card », « Enter Pairing Code » et « My Account ». Le logo de la Colombie-Britannique apparaît dans le bas de l'image à droite.

Justificatifs numériques – Québec (francophones de l’Ontario, jeunes adultes francophones de l’est et du centre du Canada)



L'image ci-dessus montre un exemple de justificatif numérique en français. On peut voir un en-tête et un pied de page d'un bleu vif sur ce qui semble être l'écran d'un téléphone intelligent. Dans l'en-tête figure le texte « Permis de conduire » accompagné dans la partie gauche de l'écran d'une flèche blanche orientée vers la gauche. Sous celle-ci se trouvent deux onglets d'utilisateur nommés respectivement « VOIR » et « SÉCURITÉ »; l'image montre le contenu de l'onglet « VOIR ». Une image numérique d'un permis de conduire du Québec accompagné de la photo d'une femme à la longue chevelure foncée figure en dessous. On peut voir ensuite des zones d'information disposées à la verticale; chacune contient des renseignements textuels sur le permis de conduire. La première zone, « Prénom » (ANNE-MARIE), et celle en dessous, « Nom de famille » (LAPOINTE), renferment le nom de la titulaire. Les zones qui viennent ensuite portent respectivement la mention « Date de naissance », « Numéro de permis de conduire », « Date de délivrance du permis de conduire » et « Date d'expiration du permis de conduire ». Chaque zone d'information est accompagnée d'un petit symbole de cadenas; dans certaines d'entre elles, une ligne pointillée indique que les renseignements sont masqués. On peut voir à la droite des cadenas adjacents aux zones d'information « Date de naissance », « Numéro de permis de conduire » et « Date de délivrance du permis de conduire » trois icônes d'œil en bleu vif. Le pied de page contient quatre options offertes à l'utilisateur; chacune est accompagnée d'une illustration. Elles sont, de gauche à droite : Utiliser eID (et la silhouette d'une personne), Documents (et la représentation d'une pile de documents), Histoire (et deux flèches – une pointant vers le bas et l'autre vers le haut) et Paramètres (accompagné de l'image d'une roue d'engrenage).

Prestation dentaire canadienne (résidents de petites villes et collectivités rurales des Prairies préoccupés par l'économie)



Les maquettes ci-dessus présentent deux versions du même concept publicitaire traitant de la Prestation dentaire canadienne. Les deux versions comportent un fond vert pâle et un pied de page blanc où figurent, dans le coin gauche, le logo du gouvernement du Canada et dans le coin droit, son mot-symbole officiel. Dans le coin supérieur gauche des deux maquettes, on peut lire le titre « Prestation dentaire canadienne » en gros caractères gras bleu foncé. Juste en dessous, séparé par une ligne en pointillé, se trouve un faux texte en caractères bruns indiquant l'emplacement d'un contenu à venir. Au centre de chaque concept, on voit l'image d'une mère qui serre son enfant dans ses bras. Tous deux sourient. La mère regarde l'enfant, tandis que l'enfant regarde devant lui. À gauche, on voit le contour d'une dent tracé en blanc. En dessous, il y a trois encadrés. Dans le concept de gauche, ces encadrés sont jaune, orange pâle et mauve. Dans le concept de droite, ils sont turquoise, bleu foncé et brun. Les encadrés de chaque concept présentent un pourcentage ou une fraction. Le concept de gauche contient du texte en caractères noirs et celui de droite, du texte en caractères blancs. On voit écrit en caractères gras, « 100 % » dans le premier encadré (à côté de la silhouette d'un enfant qui court), « 1/4 » dans le deuxième encadré (à côté de la vignette d'une personne assise à l'ordinateur), et « 50 % » dans le dernier encadré (à côté de la vignette d'une personne écrivant à son bureau). Sous ces images et chiffres se trouve du faux texte écrit en petits caractères. Sous les encadrés de chaque concept, on voit deux lignes de faux texte en caractères gras bruns.

Progrès dans la levée des avis sur l'eau potable – Graphique à barres (membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve)

Mis à jour le 15 septembre 2022



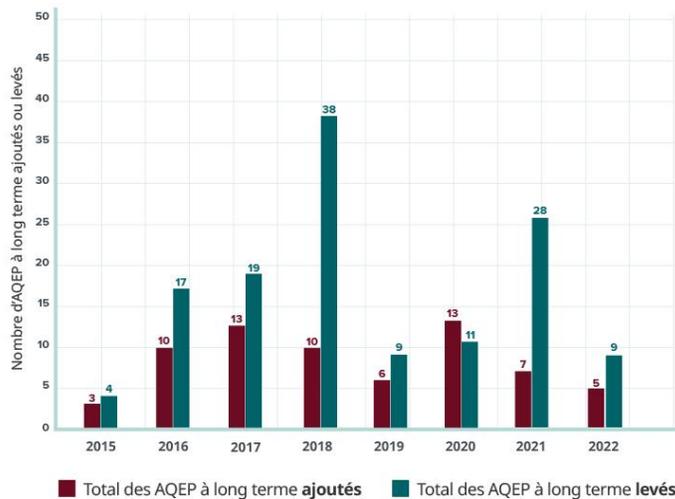
135

avis à long terme sur la qualité de l'eau potable levés depuis novembre 2015

32 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable

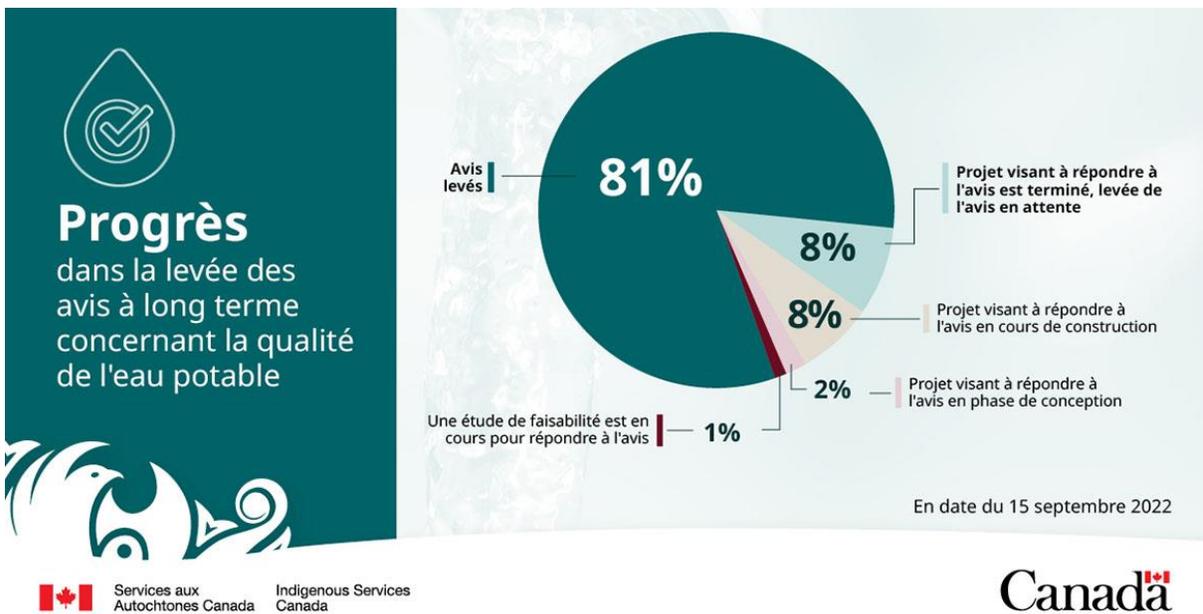
en vigueur dans

28 communautés



Cette infographie présente des données et un graphique à barres illustrant les progrès accomplis par le gouvernement fédéral pour ce qui est de lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable (AQEP-LT) dans les réserves autochtones depuis novembre 2015. Dans la partie supérieure gauche de l'image, on voit l'icône d'une goutte d'eau avec une coche au centre, accompagnée du message : « 135 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable levés depuis novembre 2015 » en caractères turquoise, le chiffre « 135 » étant en plus gros caractères gras. Dans sa partie supérieure droite, séparée par une ligne pointillée turquoise, on lit le message : « 32 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable en vigueur dans 27 communautés », en caractères turquoise et brun rougeâtre, les chiffres « 32 » et « 28 » étant en plus gros caractères gras. Les deux tiers inférieurs de l'infographie sont constitués d'un graphique à barres. L'axe des y correspond au « Nombre d'AQEP à long terme ajoutés ou levés ». L'axe des x correspond au « Total des AQEP à long terme ajoutés » et au « Total des AQEP à long terme levés », respectivement représentés par une barre brun rougeâtre et une barre turquoise. Le graphique à barres fournit les données suivantes : 2015 – 3 AQEP-LT ajoutés/4 AQEP-LT levés, 2016 – 10 ajoutés/17 levés, 2017 – 13 ajoutés/19 levés, 2018 – 10 ajoutés/38 levés, 2019 – 6 ajoutés/9 levés, 2020 – 13 ajoutés/11 levés, 2021 – 7 ajoutés/28 levés, 2022 – 5 ajoutés/9 levés. L'infographie est à jour au 15 septembre 2022.

Progrès dans la levée des avis sur l'eau potable – Graphique circulaire (membres des Premières Nations de l'Ontario vivant dans une réserve)



Cette infographie se compose principalement d'un graphique circulaire accompagné de pourcentages qui illustrent les progrès accomplis par le gouvernement fédéral pour ce qui est de lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable (AQEP-LT) dans les réserves autochtones au cours des dernières années. Dans le tiers gauche de l'infographie, on peut lire ce message en caractères blancs sur un fond turquoise foncé : « Progrès dans la levée des avis à long terme concernant l'eau potable », le mot « progrès » étant en plus gros caractères gras. Le message est surmonté de l'icône d'une goutte d'eau avec une coche encadrée au centre; en dessous, on voit un motif artistique d'inspiration autochtone dessiné en blanc ainsi que le logo de Services aux Autochtones Canada tout en bas. Dans la partie inférieure droite figure le mot-symbole du gouvernement du Canada. Le reste de l'infographie est consacré au graphique circulaire faisant état des progrès réalisés par le gouvernement fédéral jusqu'à présent. Les données suivantes sont fournies : 81 % – Avis levés (turquoise foncé), 8 % – Projet visant à répondre à l'avis est terminé, levée de l'avis en attente (bleu clair), 8 % – Projet visant à répondre à l'avis en cours de construction (beige), 2 % – Projet visant à répondre à l'avis en phase de conception (mauve pâle), et 1 % – Une étude de faisabilité est en cours pour répondre à l'avis (brun rougeâtre). L'infographie est à jour au 15 septembre 2022.